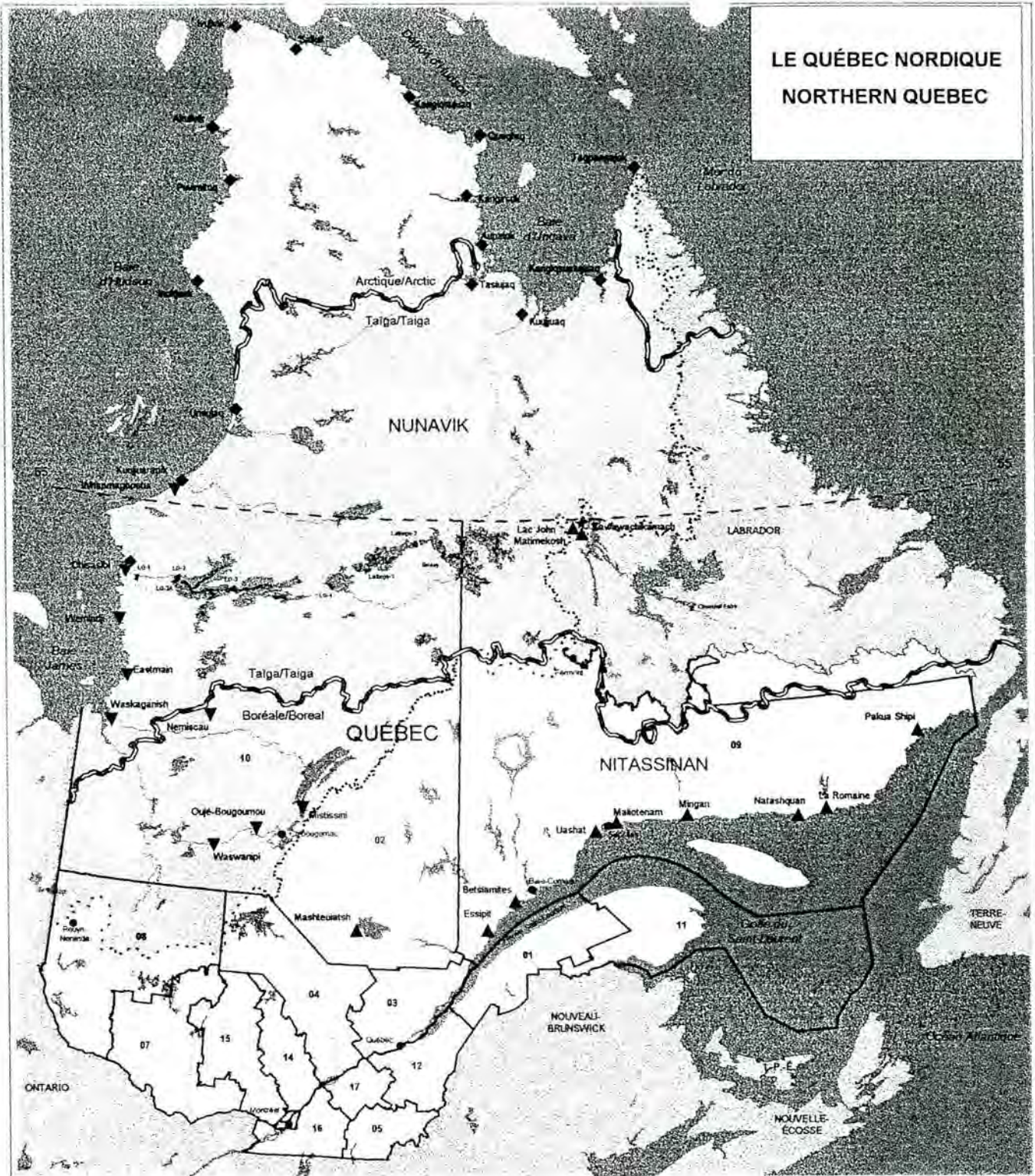


LE QUÉBEC NORDIQUE NORTHERN QUEBEC



- ★ Communauté Naskapi
Naskapi community
- ▼ Communautés Cries
Cree communities
- ▲ Communautés Innues
Innu communities
- ◆ Communautés Inuit
Inuit communities

- Plan d'eau avant transformation
Body of water before flooding
- Plan d'eau après transformation
Body of water after flooding
- Centrale hydroélectrique
Hydroelectric power plant

 Limite du territoire régi par la Convention
 de la Baie-James et du Nord québécois
 Boundary of territory governed by the
 James Bay and Northern Quebec Agreement

- Limites des zones écologiques
(Arctique, Taiga, Boreale)
- Limites des régions administratives
Boundaries of Administrative Regions

Échelle 1:500 000
 Vallée de la Sagouane
 Service Sédent
 Et Associés
 Arpentiers-géomètres

REÇU LE

20 JUIN 2001

COMITÉ CONSULTATIF
DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

De: Pelletier, Magella [SteFoy]
Envoyé: 18 juin, 2001 14:27
À: Ringuet, Isabelle [SteFoy]; Jarry, Vincent [Montreal]; Milot, Paul [SteFoy]; Papineau, Madeleine [SteFoy]; Vigeant, Gérald [Montreal]; 'Denis Bernatchez, CCEBJ', 'Robert Comtois, CCEK'; 'Nicole Gougeon, CCCPT'
Cc: Saint-Charles, Claude [SteFoy]; 'CD_EC Tremblay Albin'
Objet: IEN-État de situation

Une version anglaise de ce mémo suivra dans un message distinct

An english version of this memo will follow in a separate message

Informations sur l'Initiative des Écosystème Nordiques (IEN) - Région du Québec

Ce mémo d'information a pour objectif de vous renseigner sur les différentes activités reliées à l'IEN depuis le début de l'année 2001. Nous y avons inclus également les principaux documents se rattachant à chacune des rubriques.

Atelier de Schefferville :

La version finale du compte rendu de l'atelier de Schefferville est complétée et elle est maintenant disponible en français et en anglais. Vous trouverez ci-joint une version électronique. Une copie reliée vous sera transmise par la poste dans les prochains jours.



Propositions 200-2002 :

Tel que convenu à Schefferville trois propositions ont été développées et soumises dans le cadre de l'IEN. Deux propositions ont été acceptées lors de la première ronde en février :

Projet Caribou : *Québec - Labrador Caribou: from Science to Communities (ARC) -*

Projet Lichen : *Community Empower in Action : Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge (ARC-INRS) -*


À la demande du comité national d'évaluation de l'IEN, la proposition portant sur la caractérisation des sites d'exploration minière a été amendée et déposée lors de la seconde ronde à la fin avril.

Projet Sites Contaminés : *Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik (ARK-GÉTIC)*

Une décision quant à cette dernière proposition devrait être prise d'ici la mi-

juin.

Un résumé de chacune des propositions est joint.


Résumé_Propositions.
doc


Communiqué d'information :

Entre le 23 mars et le 3 avril, un communiqué d'information sur les résultats de l'atelier de Schefferville a été transmis à différents journaux et sites internet


- The Nation (journal cri)
- Nunatsiaq news (journal inuit)
- Innuvelle (journal innu)
- Conseil de bande Naskapi
- www.autochtones.com
- www.affairesautochtones.com

Poser les fondations :

La région Prairie & Nord d'EC a publié au début de l'année un document intitulé « Poser les fondations ». Cette publication fait le bilan des trois premières années de l'IEN. Une version électronique est jointe. Une copie papier vous sera également acheminée.


NEI Poser les
fondations.PDF

Nouveau membre du Comité Directeur : C'est avec plaisir que nous accueillons M. Denis Vandal de la Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ) comme nouveau membre du comité directeur de l'IEN région du Québec. Nous incluons ci-joint une mise à jour de la liste des membres du comité directeur de l'IEN.


ComiteDirecteur_mai01
.doc

Plan d'Action :

À partir des discussions sur les grandes orientations stratégiques, EC a travaillé à la préparation d'une ébauche du plan d'action intégré et concerté. Une première version préliminaire devrait être complétée d'ici la mi-juin.

Prochaine étape :

Les membres du comité directeur seront consultés dans les prochaines semaines sur le contenu de l'ébauche du plan d'action intégré et concerté.

Magella Pelletier
Environnement Canada
Tél. (418) 649-6566
Fax: (418) 649-6030
Courriel: magella.pelletier@ec.gc.ca

De: Pelletier, Magella [SteFoy]
Envoyé: 18 juin, 2001 14:33
À: Ringuet, Isabelle [SteFoy]; Papineau, Madeleine [SteFoy]; Milot, Paul [SteFoy]; Jarry, Vincent [Montreal]; Vigeant, Gérald [Montreal]; 'Nicole Gougeon, CCCPT'; 'Robert Comtois, CCEK'; 'Denis Bernatchez, CCEBJ'
Objet: NEI-Update

Une version française de ce mémo suivra dans un message distinct

An french version of this memo will follow in a separate message

Northern Ecosystem Initiative - Quebec Region - Information

The purpose of this memo is to inform you about the various NEI activities that have taken place since the start of 2001. Also included are the main documents pertaining to each heading.

Schefferville workshop:

The final version of the minutes on the Schefferville workshop has been completed and is now available in both French and English. An electronic version is attached; a bound copy will follow by mail in the next few days.



Proceeding.zip

Proposals for 001-2002:

As agreed at Schefferville, three NEI proposals have been developed and submitted. Two proposals were approved on the first round in February:

Caribou Project: *Quebec - Labrador Caribou: from Science to Communities (ARC) -*


Lichen Project: *Community empower in action : Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge (ARC-INRS) -*

At the behest of the National NEI Review Committee, the proposal on Abandoned Mining sites was amended and submitted on the second round in late April.

Contaminated Sites Project: *Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik (KRG-GÉTIC) -*

Funding decision on this proposal is expected by mid june.

Proposal summaries are attached.


Summaies_Proposals.d
oc


News release:

Between March 23 ad April 3, a news release on the outcome of the Schefferville workshop was sent to various newspapers and web sites :

- The Nation (Cree newspaper)
- Nunatsiaq News (Inuit newspaper)
- Innuvelle (Innu newspaper)
- Naskapi Band Council
- www.nativetrail.com
- www.affairesautochtones.com

Laying the foundations:


Early this year, EC's Prairie & Northern Region published a document entitled «Laying the Foundations». This is a report on the first three years of NEI. An electronic version is attached. A hard copy will likewise be mailed.


NEI Laying the
Foundation.PDF

New Steering Committee member:

We are pleased to welome Denis Vandal of *Société de la Faune et des Parcs du Québec* (FAPAQ) as a new member of the Quebec Region NEI Steering Committee.

Attached is an updated list of Committee members.


Steering Commitee
_mai01.doc

Action Plan:

Based on discussions of its main strategic direcions, EC is working to produce a draft of an integrated and co-ordinated action plan. A first, preliminary version should be ready by mid-june.

Next step:

Members of the Steering Committee will be consulted on the content of the draft action plan.

Claude Saint-Charles

Chef, division des évaluations environnementales
Direction de la conservation de l'environnement
Environnement Canada - région du Québec
Tel : 418-648-5675
Fax:418-649-6030
E-mail : [claudio.saint-charles @ec.gc.ca](mailto:claudio.saint-charles@ec.gc.ca)

Magella Pelletier

Environnement Canada

Tél. (418) 649-6566

Fax: (418) 649-6030

Courriel: magella.pelletier@ec.gc.ca

Québec – Labrador Caribou: from Science to Communities

Étant donné que les ressources biologiques constituent une part importante de la diète des communautés nordiques, les autochtones demeurent préoccupés par les impacts susceptibles d'affecter la qualité de l'environnement et les ressources fauniques (poisson, oiseaux, mammifères) dont ils dépendent. Dans le nord du Québec, le caribou est de loin la ressource la plus importante au point de vue économique, et culturel. De récentes consultations menées auprès des communautés autochtones ont permis de mettre en évidence une importante lacune quant à l'absence de circulation d'informations entre le milieu scientifique et les communautés. Cette proposition vise à combler cette lacune.

L'objectif du projet est de rassembler, consolider, vulgariser et rendre accessible aux communautés autochtones, la connaissance scientifique portant sur le caribou. Une base de donnée informatisée portant sur quatre thèmes principaux (migration, habitat, récolte et perturbations humaines) sera constituée. L'information sera assemblée pour être rendu disponible sous différentes formes (brochure, document question-réponse, cartes, affiches, site internet) afin d'être utilisée et adaptée par divers utilisateurs (biologistes, agents de la faune, gestionnaires, pourvoyeurs...) pour être retransmise dans un langage clair dans les communautés.

Cette proposition jouit d'un large support de la part des principaux intervenants regroupés au sein du Comité directeur régional de l'IEN qui compte des représentants des 4 Nations autochtones du nord du Québec (Cri, Inuit, Innu, Naskapi), des représentants gouvernementaux, des centres de recherche nordiques et d'Hydro-Québec. De plus la réalisation de ce projet fait l'objet d'un vaste partenariat mettant à contribution toutes les organisations concernées par la gestion des populations de caribou de la péninsule Québec-Labrador.

Le coût total de cette proposition est estimé à \$ 115 K. Une participation de \$ 40 K est demandée à l'IEN soit 34%

Community Empowerment in Action: Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge

Le Projet proposé répond au besoin pressant de doter les communautés nordiques de nouveaux mécanismes assurant un meilleur accès à l'information sur l'environnement. L'équipe de projet entend développer et mettre en œuvre une stratégie d'accès à l'information bi-directionnelle accompagnée de mesures spécifiques dans le but de jeter les bases d'un système fonctionnel et centralisé d'accès à la connaissance scientifique et autochtone sur l'environnement et ce, pour le bénéfice des communautés nordiques et pour tous les autres intervenants. Le projet compte sur la participation des communautés visées par le NEI et les organismes de recherche impliqués dans le Québec nordique. À travers la consultation, la recherche participative et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, le projet contribuera à améliorer la capacité de gestion environnementale et de gestion d'information des communautés nordiques, tout en améliorant la communication entre les différents intervenants

Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik

Le projet proposé touche d'importants enjeux environnementaux reliés aux sites abandonnés d'exploration minière et à leurs impacts potentiels sur les écosystèmes. La région couverte se situe au nord du 55^e parallèle au Nord-du-Québec, mais l'utilisation de la méthodologie et les résultats pourront contribuer au développement durable du Nord canadien.

Le présent projet constitue la suite d'un projet conjoint réalisé en 1999 par l'Administration régionale Kativik, la Société Makivik et l'Université Laval visant à identifier et localiser les sites abandonnés d'exploration minières au Nord-du-Québec ou Nunavik. En 2000, la Nation Naskapi de Kawawachikamach a collaboré au projet et un

inventaire exhaustif a permis de recenser un total de 600 sites miniers. La méthodologie utilisée consiste à intégrer l'approche scientifique et le savoir traditionnel obtenu à partir d'entrevues réalisées avec des informateurs-clés autochtones et l'utilisation, sur une base expérimentale, de l'imagerie satellitaire IKONOS sur une petite portion du territoire.

Le but du présent projet, réparti sur une période de deux années, est d'évaluer et de prioriser un échantillon de 85 sites. Vingt-cinq (25) de ces sites, identifiés comme « prioritaires », seront caractérisés alors que sur les 60 sites restants qui seront feront l'objet d'une description élaborée, 30 seront caractérisés de façon préliminaire. Les sites seront ensuite priorisés en relation avec les risques que chacun entraîne sur l'environnement.

Parallèlement, l'expérimentation de l'imagerie satellitaire à haute résolution IKONOS sera poursuivie. Cela permettra d'évaluer le potentiel de l'utilisation de l'imagerie satellitaire pour l'inventaire et la caractérisation, non seulement de sites miniers, mais de tout autre type de sites.

Le projet démontrera que l'intégration de données provenant de la science et du savoir traditionnel est un outil utile et efficace et que, à travers un transfert de connaissances, de talents et de technonogie, elle améliorera les capacités des communautés nordiques à gérer leur environnement et à accéder à une ressource faunique en santé pour leur subsistance. Le projet fera le test de la technologie IKONOS qui pourrait s'avérer un outil utile pour le développement durable du Nord canadien.

Québec – Labrador Caribou: from Science to Communities

Biological resources are an important part of the diet of aboriginals in the northern communities. As such they remain preoccupied by the potential impacts which may negatively affect the environment and the quality of wildlife resources (fish, birds, mammals) they depend on. In Northern Québec, caribou is one of the most important resource both economically and culturally. During recent consultations in aboriginal communities, the lack of information exchange between scientists and the public was often brought up. This project aims at solving this problem.

The objective of the project is to assemble, analyse and make available scientific information on the caribou to the aboriginal communities. A data base on four main topics (migration, habitat, harvest and human disturbances) will be assembled. The information will be presented in such a format that it will be possible to generate documents for public presentations as well as information tools such as brochures, maps and posters or material to be used on the internet. This information will be available to various types of users such as biologists, managers or outfitters and could in turn be transmitted to communities in a clear format.

Our proposal is well supported by the members of the Steering Committee, including the representatives of four aboriginal organization (Cree, Naskapi, Innu and Inuit) as well as representatives of the government, research centres and Hydro-Québec (See appendix II). Moreover the realization of this project will require a very wide partnership into which all organizations concerned with caribou management in the Québec-Labrador peninsula will have to contribute.

The total cost of this project will be 115K. A participation from NEI of 40K is requested for a total of 34% of the total budget.

Community Empowerment in Action: Elaboration and experimentation of a strategy to promote and facilitate access to environmental knowledge

The proposed project addresses a pressing need for new mechanisms to provide Northern Native communities with a better access to research information on the environment. The project team will develop and implement a bi-directional *strategy for access to information* and specific measures with a view to set the foundation of a functional centralized system of access to scientific and Native environmental knowledge for the benefit of northern communities and other stakeholders. The project will count with the participation of NEI targeted communities and research organizations involved in Northern Québec. Through consultation, participatory research and the use of new information technologies, the project will enhance northern communities' capacity to manage environmental resources and environmental information, while improving communication between all stakeholders.

Assessment and Priorization of Abandoned Mining Exploration Sites in Nunavik

The proposed project addresses the important environmental issue of abandoned mining exploration sites and the impacts they may have on the ecosystems. The region cover lies north of the 55th parallel in Northern Québec but the methodology use and the results will contribute to the sustainable development of Canadian North.

The proposed project is the continuation of a joint project undertaken in 1999 by the Kativik Regional Government, Makivik Corporation and Université Laval to identify and locate abandoned mineral exploration sites in Northern Québec or Nunavik. In 2000, the Naskapi Nation of Kawawachikamach joined the project and an inventory of all mining sites identified 600 sites. The methodology used consisted of integrating western science and traditional knowledge obtained from interviews with key Native informants, and the use, on a trial basis, of the IKONOS satellite imagery over a small area of the region.

The goal of the present project, over a two year period, is to assess and prioritize a sample of 85 sites. Twenty-five (25) of these sites, identified as "priority sites", will be characterized while of the remaining 60 that will be thoroughly described, 30 will be preliminary characterized. Sites will then be prioritized according to the risk each poses to the environment.

In parallel we will continue to experiment with the IKONOS high resolution satellite imagery. This will lead to an evaluation of the potential use of satellite imagery for the inventory and characterization of not only mining sites but any type of site.

The project will show that the integration of data by both western science and traditional knowledge is a usefull and effective tool and, through a transfer of knowledge, skills and technology, it will enhance the capacities of northern communities to manage their environment and have access to healthy wildlife for subsistence. It will test the IKONOS technology which could prove to be a valuable tool for a sustainable development of Canadian North.

INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES - Région du Québec		
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL - Membres du Comité		
Albin Tremblay, Directeur, Direction de la Conservation de l'Environnement Environnement Canada, région du Québec 1141, Route de l'Église, 9 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5 <i>co-président</i>	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-7808 418-649-6591 albin.tremblay@ec.gc.ca
Serge Ashini-Goupil Nation Innu de Matimekush-Lac-John 100, Montagnais Sept-Îles, Québec, G4R 5P9 <i>co-président</i>	Téléphone Télécopieur Courriel	418-962-3834 418-962-4719 agoup@globetrotter.net
Denis Vandal Directeur de l'aménagement de la faune Nord-du-Québec Société de la Faune et des Parcs du Québec Édifce Marie-Guyart, 675, René-Lévesque Aile René-Lévesque, RC Québec, Québec, G1R 5V7	Téléphone Télécopieur Courriel	418-521-3959 poste 7380 418-643-2057 denis.vandal@fapaq.gouv.qc.ca
Michael Barrett, Conseiller en environnement Administration Régionale Kativik C.P. 9 Kuujuuaq, Québec, JOM 1C0	Téléphone Télécopieur Courriel	819-964-2961 819-964-2956 m_barrett@makivik.org
Yves Bégin, Directeur, Centre d'études nordiques Pavillon Abitibi-Price, Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-2131 poste 5630 418-656-2978 yves.begin@cen.ulaval.ca
Ginette Lajoie Coordonatrice à l'environnement Administration régionale crie 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Téléphone Télécopieur Courriel	514-861-5837 514-861-0760 glajoie@gcc.ca
Robert Denis, Conseiller environnement/milieu physique Hydraulique et Environnement -Production Hydro-Québec 1010, Ste-Catherine ouest, (3 ^e) Montréal, Québec, H3C 4S7	Téléphone Télécopieur Courriel	514-392-8000 poste 5147 514-392-8744 denis.robert@hydro.qc.ca
Pierre Lauzon, Gestionnaire, Environnement Affaires indiennes et du Nord Canada 320, Rue ST-Joseph Est Case postale: CP 51127, CP G ROY QUÉBEC, Québec, G1K 8Z7	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-4455 418-648-3560 lauzonp@inac.gc.ca
John Mameamskum, Directeur Général Naskapi Nation of Kawawachikamach P.O. Box 5111 Kawawachikamach, Québec, G0G 2Z0	Téléphone Télécopieur Courriel	418-585-2686 418-585-3130 johnm@naskapi.ca
François Trudel, Directeur GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-2131 poste 3039 418-656-2831 Francois.Trudel@fss.ulaval.ca

INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES - Région du Québec		
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL - Soutien et substituts		
Claude Saint-Charles, Chef, Division des évaluations environnementales Environnement Canada 1141, Route de l'Église, 8 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Téléphone Télécopieur Courriel	418-648-5675 418-649-6030 claude.saint-charles@ec.gc.ca
Magella Pelletier, Analyste, Division des évaluations environnementales Environnement Canada 1141, Route de l'Église, 8 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Téléphone Télécopieur Courriel	418-649-6566 418-649-6030 magella.pelletier@ec.gc.ca
René Dion Administration régionale crie 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Téléphone Télécopieur Courriel	514-861-5837 514-861-0760 rdion@gcc.ca
Josée Brunelle, Biologiste Paul Wilkinson & Associates 5800 Monkland Avenue, 2 ^e étage Montreal, Qc H4A 1G1	Téléphone Télécopieur Courriel	514-482-6887 514-482-0036 brunelle@wilkinson.ca
Robert Comtois, Chercheur GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Téléphone Télécopieur Courriel	418-656-7596 418-656-3023 robert.comtois@fss.ulaval.ca

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE - Quebec Region		
REGIONAL STEERING COMMITTEE - Committee Members		
Albin Tremblay, Director, Conservation Branch Environment Canada, Quebec Region 1141, Route de l'Église, 9 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5 <i>co-chair</i>	Phone FAX E-mail	418-648-7808 418-649-6591 albin.tremblay@ec.gc.ca
Serge Ashini-Goupil Innu Nation Matimekush-Lac-John 100, Montagnais Sept-Îles, Québec, G4R 5P9 <i>co-chair</i>	Phone FAX E-mail	418-962-3834 418-962-4719 agoup@globetrotter.net
Denis Vandal Wildlife Management Northern Quebec Region Société de la Faune et des Parcs du Québec Édifce Marie-Guyart, 675, René-Lévesque Québec, Québec, G1R 5V7	Phone FAX E-mail	418-521-3959 poste 7380 418-643-2057 denis.vandal@fapaq.gouv.qc.ca
Michael Barrett, Environment Advisor Kativik Regional Government P.O. Box 9 Kuujuaq, Québec, JOM 1C0	Phone FAX E-mail	819-964-2961 819-964-2956 m_barrett@makivik.org
Yves Bégin, Director, Centre d'études nordiques Pavillon Abitibi-Price, Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-2131 poste 5630 418-656-2978 yves.begin@cen.ulaval.ca
Ginette Lajoie Environmental Co-ordinator Cree Regional Authority 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Phone FAX E-mail	514-861-5837 514-861-0760 glajoie@gcc.ca
Robert Denis, Environmental Advisor Hydraulique et Environnement -Production Hydro-Québec 1010, Ste-Catherine ouest, (3 ^e) Montréal, Québec, H3C 4S7	Téléphone Télécopieur Courriel	514-392-8000 poste 5147 514-392-8744 denis.robert@hydro.qc.ca
Pierre Lauzon, Environmental Manager Indian and Northern Affairs Canada 320, Rue ST-Joseph Est CP 51127, CP G ROY QUÉBEC, Québec, G1K 8Z7	Phone FAX E-mail	418-648-4455 418-648-3560 lauzonp@inac.gc.ca
John Mameamskum, Director General Naskapi Nation of Kawawachikamach P.O. Box 5111 Kawawachikamach, Québec, G0G 2Z0	Phone FAX E-mail	418-585-2686 418-585-3130 johnm@naskapi.ca
François Trudel, Director, GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-2131 poste 3039 418-656-2831 Francois.Trudel@fss.ulaval.ca

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE - Quebec Region		
REGIONAL STEERING COMMITTEE - Supporter et Assistant		
Claude Saint-Charles, Chief, Environmental Assessment Division Environment Canada 1141, Route de l'Église, 8 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Phone FAX E-mail	418-648-5675 418-649-6030 claude.saint-charles@ec.gc.ca
Magella Pelletier, Analyst, Environmental Assessment Division Environment Canada 1141, Route de l'Église, 8 ^e étage Ste-Foy, Québec, G1V 4H5	Phone FAX E-mail	418-649-6566 418-649-6030 magella.pelletier @ec.gc.ca
René Dion, Biologist Cree Regional Authority 277, rue Duke, suite 100 Montréal, Québec, H3C 2M2	Phone FAX E-mail	514-861-5837 514-861-0760 rdion@gcc.ca
Josée Brunelle, Biologist Paul Wilkinson & Associates 5800 Monkland Avenue, 2 ^e étage Montreal, Qc H4A 1G1	Phone FAX E-mail	514-482-6887 514-482-0036 brunelle@wilkinson.ca
Robert Comtois, Researcher GÉTIC Pavillon Charles-De Koninck, local 0450 Université Laval Ste-Foy, Québec, G1K 7P4	Phone FAX E-mail	418-656-7596 418-656-3023 robert.comtois@fss.ulaval.ca

Classement CCEK

Titre Initiative des écosystèmes nordiques (I.E.N)

Type Dossiers Environnementaux

Date D'ouverture 1999

Notes 23 juin 1999: Document: "L'initiative des écosystèmes nordiques", le contexte, les priorités, les orientations, la démarche (VA, VF)
Document déposé par Claude St-Charles lors de la 81ième réunion: "Initiatives axées sur l'écosystème" par Environnement Canada (VA, VF)

31 août 1999: Document soumis au CCEK par M. Gérard Duhaime (15 juillet 1999): "Avis du CCEK sur le projet de l'initiative des écosystèmes nordiques d'Environnement Canada"

13 décembre 1999: Attentes et intérêts de la Nation Innu Matimekush quant au projet de l'Initiative des écosystèmes nordiques

mars 2000: Environnement Canada, Direction de la conservation et Région du Québec: rapport de consultation sur l'Initiative des écosystèmes nordiques, préliminaires (VA, VF) Rapport de consultation finale sur l'Initiative des écosystèmes nordiques (juillet 2000) (VA, VF)

18 juin 2001: Note d'information sur l'Initiative des écosystèmes nordiques (I.E.N)- Région du Québec, différentes activités du I.E.N

Documents publiés par le gouvernement du Canada: "Poser les fondations, initiative des écosystèmes du Nord", "Initiative des écosystèmes nordiques, compte-rendu, atelier de Schefferville" (VA, VF)



Environnement Canada Environment Canada

Direction de la conservation
C.P. 10 100 Sainte-Foy,
Qc.
G1V 4H5
418-648-5675

Sainte-Foy, le 30 novembre 2000



Monsieur Robert Comtois
Secrétaire-exécutif intérimaire
Comité consultatif de l'environnement Kativik
675, Boul. René-Lévesque est, Édifice Marie-Guyart, 6e étage, boîte 83
Québec, Québec
G1R 5V7

Objet : IEN - rapport de consultation - version finale

Monsieur,

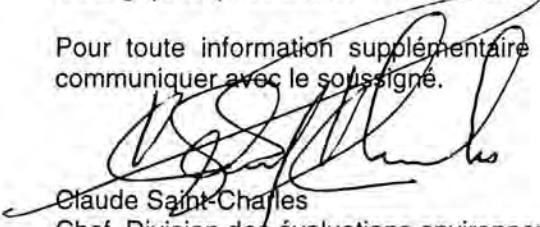
Vous trouverez ci-joint la version finale du rapport de consultation sur l'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN). Ce rapport décrit la démarche poursuivie et fait état des observations et des commentaires reçus à propos de l'IEN suite à la tournée d'information et de consultation entreprise dans le courant de l'année 1999. Il incorpore également les commentaires reçus portant sur la version préliminaire de mars dernier.

Le rapport de consultation a permis de mieux cerner les grands axes prioritaires dans le nord du Québec et d'identifier un certain nombre de projets, de propositions ou initiatives qui pourraient être entrepris dans le cadre de l'IEN.

Afin de donner suite à ce rapport de consultation et poursuivre la démarche d'ouverture et de transparence, Environnement Canada a mis en place un Comité directeur régional composé de représentants des Premières Nations, de centres de recherche nordique, d'Hydro-Québec ainsi que du Ministère des affaires indiennes et du nord et d'Environnement Canada.

L'un des premiers mandats que le Comité directeur s'est donné consiste à développer un plan d'action intégré et concerté adapté au contexte du Nord québécois et en fonction des priorités de l'IEN. Un atelier de travail technique du Comité directeur est prévu prochainement pour dégager les orientations stratégiques qui devraient mener à la réalisation d'un plan d'action intégré.

Pour toute information supplémentaire sur ce rapport de consultation ou sur l'IEN, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.


Claude Saint-Charles
Chef, Division des évaluations environnementales

P.j. : rapport de consultation

Canada



Environnement
Canada

Environment
Canada

Direction de la conservation
C.P. 10 100 Sainte-Foy,
Qc. G1V 4H5
418-648-7808

Sainte-Foy, le 16 mars 2000

À : Liste de distribution

Objet : IEN - rapport de consultation

Monsieur, Madame

Vous trouverez ci-jointe une version préliminaire du rapport de consultation sur l'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN). Ce rapport décrit la démarche poursuivie et fait état des observations et des commentaires reçus à propos de l'IEN suite à la tournée d'information et de consultation entreprise dans le courant de l'année 1999.

Le rapport de consultation a permis de mieux cerner les grands axes prioritaires dans le nord du Québec et d'identifier un certain nombre de projets, de propositions ou initiatives qui pourraient être entrepris dans le cadre de l'IEN.

Afin de donner suite à ce rapport de consultation et poursuivre la démarche d'ouverture et de transparence, nous convions les intervenants à une rencontre visant à définir les actions futures à entreprendre pour mettre en œuvre cette initiative au Québec. Nous aurons également à discuter des projets qui pourraient être mis en œuvre au cours de la prochaine année financière (2000- 2001). Cette rencontre est planifiée pour le 11 avril prochain à Montréal. Ceux ou celles ne pouvant y assister en personne pourront être reliés par téléconférence.

Un ordre du jour préliminaire est annexé à la présente. Je vous invite à communiquer avec Monsieur Claude Saint-Charles (1-418-648-5675) pour confirmer votre participation à cette rencontre.

Albin Tremblay,
Directeur de la conservation de l'environnement

P.j. : rapport de consultation
projet d'ordre du jour



Canada

Environnement Canada
Direction de la conservation
Région du Québec



Rapport de consultation
sur
l'Initiative des écosystèmes nordiques

PRÉLIMINAIRE

MARS 2000

Introduction

Dans le cadre du processus de développement de l'*Initiative des écosystèmes nordiques (IEN)*, Environnement Canada - région du Québec, a amorcé en 1999 une tournée d'information et de consultation des principaux intervenants gouvernementaux, des organisations autochtones et des comités créés en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ).

Le présent document décrit donc la démarche qui a été poursuivie par Environnement Canada et fait état des commentaires et des observations découlant de ces consultations.

Démarche

Entre les mois de mars et octobre 1999, Environnement Canada a organisé une série de réunions d'information et de consultation sur l'*Initiative des écosystèmes nordiques*. Le **tableau 1** ci-dessous, fait état des organismes rencontrés, des dates et des lieux des rencontres.

Tableau 1 : Calendrier des consultations

Date	Organisations	Localisation	Compte rendu
18 mars 1999	ministères fédéraux	Québec	oui
21 avril 1999	ministères fédéraux	Québec	oui
22 juin 1999	Comité conjoint sur la chasse, la pêche et le piégeage	Montréal	
23 juin 1999	Premières Nations	Montréal	oui
9 juillet 1999	Comité consultatif de l'environnement Kativik	Montréal	
15 juillet 1999	Administrateurs locaux cris	Rouyn-Noranda	
23 septembre 1999	Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James	Val d'Or	
31 janvier 2000	Gouvernement du Québec (MENQ et FAPAQ)	Québec	oui

Déroulement des rencontres :

Le déroulement général des rencontres a suivi sensiblement le même patron quoique l'ordre du jour était adapté selon les interlocuteurs, le nombre de participants présents ainsi que le temps alloué pour l'exercice . Environnement Canada y présentait brièvement l'Initiative à l'aide d'acétates après quoi une période de questions et de discussion s'engageait afin de préciser les priorités et les enjeux.

Une pochette contenant divers documents relatifs à l'Initiative était également laissée à chacun des participants pour consultation ultérieure.

Rencontres avec les ministères fédéraux

Une première rencontre d'une demi-journée avec les ministères fédéraux n'ayant pas permis de cerner complètement le sujet, il fut convenu de céduer une seconde rencontre pour permettre aux ministères participants d'échanger sur leurs dossiers et enjeux nordiques respectifs .

Des compte-rendus ont été produits pour ces deux réunions - voir les **annexes 1 et 2** .

Rencontre avec les Premières Nations

Une rencontre d'une journée avec les représentants des quatre Premières Nations résidant dans le nord du Québec eut lieu à Montréal en juin dernier. Des représentants des Nations Crie, Naskapi, Innu et Inuit y participèrent.

Un compte-rendu officiel de cette rencontre a aussi été produit et distribué auprès des participants pour obtenir leur approbation - voir l' **annexe 3**.

Les Premières Nations participantes ont également été invitées à formuler des commentaires officiels par écrit dans les mois suivant la rencontre. Elles ont d'ailleurs toutes fourni des commentaires.

De plus, à la demande de l'Administration régionale crie (ARC), une présentation sur l'IEN a également été faite auprès des administrateurs locaux cris en environnement lors de leur rencontre annuelle qui s'est tenue à Rouyn-Noranda en juillet 1999.

Rencontre avec les comités de la Convention de la Baie James et du Nord québécois

Environnement Canada a également eu l'occasion de présenter l'Initiative lors des rencontres régulières du Comité conjoint sur la chasse, la pêche et le piégeage (CCCPP), du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) et du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ) .

Les comités étaient aussi invités à formuler par écrit leurs commentaires sur l'IEN. À l'exception du CCEBJ, les comités nous ont transmis des commentaires écrits.

Rencontre avec le gouvernement du Québec

Une rencontre a eu lieu le 31 janvier 2000 entre Environnement Canada et des représentants du Ministère de l'Environnement du Québec (MENV) et de la Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ). Un résumé des conclusions préliminaires et des observations recueillies à ce jour dans le cadre des consultations a pu également être présentés aux participants.

Dans l'ensemble, les représentants du Gouvernement du Québec se sont montrés très intéressés à poursuivre la démarche exploratoire de recherche de priorités communes et de possibilités de partenariat. Il fut proposé de tenir un atelier de travail ciblé avec les individus et les organismes intéressés, organisé autour des thématiques de l'initiative, avec pour objectif de mieux se connaître, et de travailler à la concertation.

Il a été convenu qu'il valait la peine de consacrer du temps à l'élaboration d'une stratégie ou d'un plan d'ensemble en s'inspirant du modèle de fonctionnement du Plan d'Action St-Laurent.

En ce qui a trait au volet biodiversité, le MENV a fait savoir qu'il travaille actuellement à la description des écosystèmes et qu'il possède l'information permettant de numériser à l'échelle du 1 :50 000 tous les écosystèmes nordiques du Québec.

Le tableau 2 ci-dessous présente la liste des organismes ayant fourni des commentaires écrits sur l'Initiative.

Tableau 2 : Commentaires reçus sur l'IEN

Organisations	Date	format
Administration régionale Kativik	5 novembre	lettre de 3 pages
Comité consultatif de l'environnement Kativik	31 août	lettre + annexe de 4 pages
Comité conjoint sur la chasse, la pêche et le piégeage	1 ^{er} novembre	lettre de 2 pages
Conseil de la nation Innu de Matimekush-Lac John	13 décembre	lettre + annexe de 5 pages
Grand conseil des cris Eeyou Istchee	22 octobre	lettre de 7 pages
Nation Naskapi de Kawawachikamach	12 octobre	lettre de 2 pages

Synthèse et analyse des commentaires

La synthèse et l'analyse des commentaires se sont réalisées en deux temps. Dans un premier temps nous avons intégré les commentaires obtenus sous forme de tableaux.

Le tableau 3 fait état des éléments prioritaires énoncés par les ministères fédéraux. **Le tableau 4** quant à lui résume les commentaires recueillis auprès des Premières Nations et des comités de la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois consultés.

Nous avons placé à **l'annexe 4** une copie des commentaires reçus de chacune des organisations consultées de telle sorte que les lecteurs soient en mesure de prendre connaissance du contexte des commentaires transmis.

Lors du processus de consultation, les partenaires ont fait part également d'un grand nombre de projets, propositions ou initiatives qui pourraient être supportées dans le cadre de l'IEN. Nous les avons regroupés au **tableau 5**. Nous espérons que la mise en commun de cette liste permette de mieux comprendre les préoccupations et intérêts des divers intervenants et que cela serve de catalyseur dans le développement de partenariat et de projets communs.

Dans un deuxième temps, nous avons identifié ce qui nous apparaissait comme étant les faits saillants découlant du processus de consultation. Cela fait l'objet de la section suivante.

TABLEAU 3 : PRIORITÉS ENVIRONNEMENTALES ÉNONCÉS PAR LES MINISTÈRES FÉDÉRAUX RELATIVES AU NORD DU QUÉBEC

ENJEUX	ÉLÉMENTS PRIORITAIRES
<p>CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p>	<p>SENSIBILITÉ DU PERGÉLISOL AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - vulnérabilité des infrastructures - vulnérabilité des habitats et des espèces <p>ESPÈCES INDICATRICES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - établissement d'une base de connaissances espèces/habitats dans le nord <p>RÉSERVOIRS DE CARBONE</p> <ul style="list-style-type: none"> - détermination du rôle des tourbières dans le cycle du carbone, et modifications possibles
<p>CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ</p>	<p>ÉTABLIR LA CONNAISSANCE GÉNÉRALE DE BASE DU MILIEU</p> <p>MAINTIEN D'UNE RÉCOLTE SOUTENUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bernache du Canada - Canards de mer <p>INITIATIVES DÉCOULANT DE LA LOI SUR LES OCÉANS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établissement de zones de protection marine - Gestion intégrée de la zone côtière
<p>CONTAMINANTS ET TOXIQUES</p>	<p>LES SITES CONTAMINÉS DANS LE NORD:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des sites (répertoire) - Caractérisation - Priorisation et intervention <p>TRANSPORT À DISTANCE DE POLLUANTS AÉROPORTÉS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effets sur les espèces, la récolte, et la santé humaine - Le mercure, local et longue distance
<p>DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE</p>	<p>ÉTABLIR DES BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir la connaissance générale de base du milieu - Établir la capacité de support du milieu - Établir des pratiques de développement en conséquence <p>ACQUISITION DE CONNAISSANCE NÉCESSAIRE À L'ÉVALUATION DES AVANT-PROJETS DE DÉVELOPPEMENT (ex : Churchill Falls, Mines, ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir la connaissance générale de base du milieu • Établir la capacité de support du milieu

Tableau 4 : Synthèse de la consultation des Nations Autochtones et des Comités de la CBJNQ

L'INITIATIVE elle-même, objectifs, portée, démarche et financement		
Général	De manière générale, tous les organismes appuient l'IEN et la démarche retenue et souscrivent à la définition des enjeux	
	Plusieurs déplorent que le nord du Québec ait été exclu des programmes nordiques précédents (AES, NCP) (et souhaitent que l'IEN comble en partie cette lacune en attendant de nouvelles ressources ou de nouveaux programmes).	GCCEI, ARK, CCCPP
Objectifs de l'initiative	Très larges, devraient être précisés, élaborés à l'échelle communautaire, et réalisables	ARK
Priorités de l'initiative	Les quatre domaines prioritaires sont appropriés, aucun ne devrait avoir préséance sur les autres	CCEK
	Un niveau de définition plus fin serait souhaitable pour les priorités. Les sites contaminés devraient faire l'objet d'un programme séparé, dans le cadre du programme EIIP du MAINC. Le budget de l'IEN ne suffirait pas à régler ce problème. Requiert de définir des critères et des objectifs de récupération des usages, et un inventaire des sites abandonnés.	GCCEI
	La définition des priorités devrait recourir plus aux premières nations et aux connaissances des aînés	NNK
Financement	Tous déplorent le peu de ressources allouées compte tenu de l'ampleur des problèmes et des besoins, mais sont d'avis que les sommes disponibles permettront au moins d'initier le processus	
	Un organisme regrette qu'il n'y a pas d'allocation régionale de planifiée	GCCEI
Principes directeurs	Personne n'a remis en question les principes directeurs de l'IEN, le développement des capacités et la maximisation des retombées dans les collectivités nordiques	
	Certains souhaitent une plus grande utilisation des connaissances traditionnelles	GCCEI, NNK
	L'accessibilité de l'information, de façon permanente et continue, sa promotion et sa distribution, ainsi que la formation, constituent une préoccupation importante. La diffusion du savoir sur le nord du Québec est un résultat à viser	GCCEI
La gestion et la mise en oeuvre de l'initiative		
Pouvoirs de décision	Les mandats des Comités directeurs, nationaux ou régionaux ne sont pas clairs, ils restent à préciser, mais la sélection des propositions et l'allocation des fonds pourraient en faire partie, à condition que des règles précises soient définies pour éviter les conflits d'intérêt	CCEK, GCCEI
	Il serait souhaitable qu'un tel comité, directeur ou de gestion, soit mis sur pied pour la région du Québec, avec pour mandat d'examiner les propositions, et possédant l'expertise pour en juger	CCEK
	Un tel comité devrait permettre une représentation équilibrée des différents partenaires concernés par le programme, gouvernement fédéral, Premières Nations et comités de la CBJNQ, gouvernement du Québec, universités, etc	CCEK, GCCEI
	Il pourrait également être possible d'utiliser des comités conjoints existants (p. ex. CCCPP) à titre de comités de gestion, ou que ceux-ci désignent des sous-comités pour ce faire	GCCEI
Processus d'examen des propositions et allocation des fonds	La démarche d'appel de proposition envisagée, soit publication d'une lettre d'appel et réception des propositions est entérinée, à condition que la lettre d'appel rejoigne tous les intéressés	CCEK
	Le processus de prise de décision en ce qui concerne les projets retenus doit être explicite, transparent, et faire partie du document d'appel de propositions	CCEK
	De même, les décisions de ne pas retenir certaines propositions devraient être justifiées et communiquées par écrit à son promoteur	CCEK
Critères de financement	Ces critères doivent être précisément définis, et accompagner le document d'appel des propositions. Certains sont évidents (orienter vers les axes prioritaires, générer l'implication du milieu, évidence de partenariat)	CCEK

Rapport de consultation
version préliminaire

	Certains critères sont imprécis et peuvent être difficiles d'application (ex : produire des résultats mesurables, intégration dans une approche écosystémique, effet de levier financier, promouvoir le développement des capacités)	CCEK
Les priorités des organismes consultés		
Général	Plusieurs organismes ont fourni clairement des priorités d'intervention, mais certains sont d'avis que de plus amples discussions sont nécessaires, soit avec les aînés, soit lors d'un atelier conjoint réunissant tous les intéressés	NNK, Innus, GCCEI
Les effets du développement	Bilan des impacts environnementaux et sociaux du développement , avec emphase sur le développement hydroélectrique, en particulier le détournement de rivières: Évaluation de l'état des connaissances et de la qualité du suivi environnemental des 25 dernières années	GCCEI
	Les effets du développement du territoire autour de Schefferville, passé (Inco) et à venir (Voisey's Bay, Churchill) : Les bouleversements du paysage et les pertes d'habitats résultant du développement minier, puis perte d'entretien des ouvrages. Contribution des résidus miniers à la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau. Les effets des grands réservoirs sur les habitats et les populations animales. Développement de la villégiature et de la pourvoirie.	NNK, Innus
	Les effets cumulatifs du développement sur les habitats et la faune nordiques, plus fragiles et lents à récupérer	NNK
Contaminants et toxiques	Les sites d'exploration minière abandonnés (bâtiments, équipements, carburants et produits chimiques), accessibles mais cachés en hiver.	ARK, CCEK, GCCEI
	La séquence proposée est la suivante : Un projet pilote sur les méthodes d'inventaire et de caractérisation des sites, puis : Inventaire - Caractérisation - Identification des responsables - Priorisation - Mise en oeuvre du nettoyage	ARK
	Le projet pilote sur les méthodes d'inventaire et de caractérisation des sites d'exploration minière au Nunavik, aurait dû ou devrait être considéré comme un projet démonstrateur dans le cadre de l'IEN	CCEK
	À cause de l'ampleur du problème des sites contaminés, et des ressources requises, cet enjeu devrait faire l'objet d'un programme séparé	GCCEI
	L'enjeu de la contamination au mercure devrait être examiné	GCCEI
Les Changements Climatiques	Effets des changements climatiques passés et à venir sur les activités traditionnelles : Comprendre et prédire pour identifier des solutions	NNK, Innus
La Biodiversité	Protection de la biodiversité régionale (p. ex. phoques d'eau douce du Lac à L'Eau Claire)	ARK
Légende		
ARK	Administration régionale Kativik	
CCCPP	Comité conjoint sur la chasse, la pêche et le piégeage	
CCEK	Comité consultatif de l'environnement Kativik	
GCCEI	Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)	
Innus	Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John (Schefferville)	
NNK	Nation Naskapi de Kawawachikamach	

TABLEAU 5 : Projets et propositions énoncés lors des consultations

Enjeux	Projets / propositions
Changements climatiques	<p>Évaluation de la sensibilité du pergélisol</p> <ul style="list-style-type: none"> • impacts sur les infrastructures • impacts sur les groupements végétaux, les habitats et les espèces <p>Évaluation des changements climatiques sur les activités traditionnelles</p> <p>Étude de l'avifaune comme indicateur de changement climatique</p> <p>Évaluation de la contribution des tourbières au stockage du carbone dans les écosystèmes nordiques</p> <p>Programme de monitoring couvrant les aspects scientifiques, sociaux et économiques</p>
Maintien de la Biodiversité	<p>Consolidation de la connaissance de base du milieu</p> <p>Gestion de l'eau</p> <p>Conservation d'habitat</p> <ul style="list-style-type: none"> • établissement de zones de protection marines • gestion intégrée de la zone côtière • protection du Lac-à-l'Eau Claire et de la population de phoques d'eau douce
Contaminants / toxiques	<p>Nettoyage des sites contaminés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventaire des sites contaminés • Caractérisation des sites • Priorisations des sites • Interventions <p>Évaluation des polluants atmosphériques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détermination des sources potentielles de mercure • Évaluation de la contamination de la nourriture sauvage • Évaluation des risques sur la santé humaine • Impact des retombées de Tchernobyl • Étude sur la source et les impacts des poussières sur l'environnement et la santé à Schefferville
Impact du développement	<p>Bilan des impacts des projets hydro-électriques (H.E)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impacts des grands réservoirs sur les écosystèmes terrestres • Le mercure • Évaluation des programmes de suivi • Étude des impacts des détournements de rivières • Étude des impacts environnementaux et sociaux du développement H-É <p>Évaluation des Impacts cumulatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir la capacité de support du milieu <p>Répertoire des sites critiques pour la faune avienne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventaire des sites de mue • Inventaires des aires de rassemblement des oiseaux de rivage <p>Évaluation des impacts du tourisme, des pourvoiries et de la villégiature</p>
Gestion de l'information	<p>Synthèse et diffusion de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rédaction d'un rapport sur l'état de l'environnement sur Eeyou Istchee • Développement d'une base de données accessibles • Établissement d'une base de connaissance sur le savoir traditionnel

Faits saillants concernant les priorités

De la consultation régionale, les commentaires obtenus ont été regroupés sous quatre thèmes majeurs à savoir:

- Le nettoyage des sites contaminés
- L'acquisition et diffusion de la connaissance
- Le bilan des impacts du développement
- La participation à la gestion régionale

Pour chacun de ces thèmes, nous avons cherché à résumer dans les paragraphes suivants l'essentiel des commentaires reçus.

Nettoyage des sites contaminés dans le nord.

L'enjeu de la décontamination des sites dans le nord du Québec est celui qui a été le plus souvent soulevé lors des rencontres des groupes ainsi que dans les commentaires reçus de la part des OENG. La plupart, sinon tous les OENG consultés en font état à divers degrés dans leurs commentaires écrits. Cet enjeu recoupe aussi toutes les régions du nord québécois : Eeyou Istchee, Nunavik, Nitassinan .

Au cours des 40 dernières années, un grand nombre de sites dans le nord du Québec ont été contaminés par suite des activités d'exploration et d'exploitation des ressources ainsi que des activités gouvernementales et communautaires. Dans plusieurs cas, ces sites posent des risques potentiels pour la santé et la sécurité des êtres humains et les écosystèmes. On y distingue deux catégories de sites:

- Des sites bien délimités et dont l'emplacement est connu, liés aux activités militaires, aux communications et aux transports notamment, ainsi qu'aux grands projets d'exploitation des ressources. Dans plusieurs cas, d'ailleurs, ces sites ont été identifiés et les organismes fédéraux, ou d'autres organismes responsables, travaillent actuellement à implanter des solutions de décontamination et de restauration. Les Innus de Schefferville ainsi que les Naskapi de Kawawachikamack ont soulevé la problématique des mines abandonnées près de leurs communautés.
- Des sites reliés à des activités temporaires, d'exploration ou de cartographie, par exemple, abandonnés, mais contenant encore des bâtiments, équipements et différents produits potentiellement toxiques (carburant, acides) ainsi que des déchets de toutes catégories. Les sites d'exploration minière en constituent une part importante. Le nombre et le danger que représentent ces sites n'est pas connu, même si les communautés autochtones connaissent plusieurs de ces lieux et souhaitent des actions concrètes pour les restaurer.

Un projet pilote est actuellement en cours, sous l'égide de l'Administration régionale Kativik (ARK) afin d'évaluer la performance de différentes méthodes d'inventaire utilisables dans le nord. Piloté par le Groupe d'étude inuit et circumpolaire (GÉTIC), de l'Université Laval, il est financé par le programme environnemental de la Fondation EJLB. Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a souligné que le projet de recherche concernant l'inventaire et la caractérisation des sites d'exploration minière abandonnés au Nunavik aurait pu être considéré comme un projet pilote dans le cadre de l'IEN. Il présente en effet l'avantage de pouvoir générer des résultats à l'échelle régionale, mais qui pourraient également être exploités n'importe où ailleurs dans le nord. Le transfert des activités de restauration aux collectivités nordiques permettrait par la suite de contribuer au développement des capacités.

Quelques ministères fédéraux, dont Environnement Canada, Transports Canada, Affaires indiennes et du Nord, sont déjà impliqués dans des activités de nettoyage de sites contaminés dans le nord et ont manifesté un intérêt à poursuivre ces efforts dans le futur selon leur niveau de responsabilité pour chaque projet de restauration.

Tous les projets de nettoyage et de décontamination se réalisent déjà sur la base de partenariat entre les gouvernements fédéral, provincial et régionaux. Dans le cadre des projets existants, le rôle d'Environnement Canada consiste à réaliser en cogestion les premières étapes puis de transférer le rôle de « gérant de projet » aux autochtones afin qu'ils réalisent et terminent les travaux de restauration.

LE BILAN DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX: CONNAÎTRE POUR MIEUX PRÉVENIR

L'enjeu relatif aux impacts environnementaux et sociaux du développement du territoire est le second thème en importance soulevé lors de nos consultations. Ce vaste thème a été abondamment discuté lors de la rencontre avec les Premières Nations et est principalement documenté dans les commentaires reçus du Grand conseil des Cris, des Innus de Schefferville et de la Nation Naskapi.

Les 25 dernières années ont vu des changements en profondeur affecter les collectivités nordiques du Québec, à la suite de très importants projets de développement, principalement hydroélectriques. D'autres projets d'envergure sont à l'étude ou en voie d'être implantés.

Si les écosystèmes nordiques sont riches en ressources, renouvelables ou non renouvelables, ils sont cependant moins riches en espèces que ceux du sud, bien que certaines espèces y soient présentes en très grandes quantités. Ils sont également plus fragiles et plus lents à récupérer à la suite d'une perturbation, et constituent des réservoirs pour les polluants produits ailleurs dans le monde.

L'éloignement, l'ampleur du territoire, le faible niveau de peuplement et le développement récent sont à l'origine de lacunes criantes dans les connaissances du milieu, notamment en ce qui concerne sa capacité de support dans le cadre du développement durable. Or, certains engagements de la CBJNQ ont précisément trait à

la conservation des ressources, notamment celles qui contribuent à la récolte autochtone.

Dans le cadre de la consultation, les éléments suivants ont notamment été mis en évidence :

- Les impacts des aménagements hydro-électriques et les grands réservoirs sur les habitats et les populations animales ;
- Les effets des détournements de rivières ;
- Les effets cumulatifs du développement sur les habitats et les populations animales ;
- Les répercussions sur l'utilisation du milieu par les collectivités nordiques.

Plusieurs commentaires et observations portent aussi sur les lacunes en matière de connaissance de base du milieu préalablement à l'évaluation de grands projets.

L'ACQUISITION ET LA DIFFUSION DE LA CONNAISSANCE

Le thème de la connaissance, de son accessibilité et de la diffusion du savoir environnemental est relevé lors des rencontres ainsi que dans la plupart des commentaires reçus. Ce thème recoupe les quatre grands enjeux de l'IEN ainsi que certains principes directeurs. La connaissance apparaît en effet indispensable au développement des capacités et des compétences dans les collectivités nordiques, à une prise de décision plus éclairée en matière de développement du territoire. Une plus grande utilisation du savoir traditionnel ainsi que les liens entre le savoir traditionnel et la connaissance scientifique sont aussi souvent évoqués lors des consultations.

Le bilan des connaissances des effets du développement a été identifié comme étant une première démarche à entreprendre (voir la section précédente). L'établissement d'une base de connaissances, scientifiques et traditionnelles, du milieu et des effets du développement, serait complémentaire. Cette approche nécessite l'établissement d'une stratégie de recherche (une liste de questions auxquelles il faut répondre pour obtenir une connaissance minimale du milieu, nécessaire et suffisante à l'évaluation de son état de santé et à la prévision des effets du développement).

La production et la diffusion de l'information devrait également permettre de répondre aux besoins en accès et en analyse de l'ensemble des partenaires. Ainsi, les outils pour la production de l'information (bases de données, GIS) et sa diffusion (communiqués, rapports, ateliers, site Internet) restent à être établis. La matière de base est issue à la fois de la démarche scientifique et des connaissances locales ou traditionnelles, et un cadre conceptuel doit être prévu pour l'intégration de ces deux formes de savoir.

LA PARTICIPATION À LA GESTION RÉGIONALE

Les organismes consultés souhaitent tous à divers degrés pouvoir participer aux étapes ultérieures de l'Initiative et influencer le processus de décision . Ce point a été discuté également lors de la rencontre avec les Premières Nations. Celles-ci sont d'avis qu'elles doivent participer pleinement à la définition et à la gestion des priorités dans le nord.

Dans l'ensemble, on reconnaît le bien-fondé d'un comité directeur de l'IEN à l'échelle régionale en autant toutefois que cette structure demeure légère et qu'elle n' accapare pas pour son fonctionnement les maigres ressources de l'IEN. La composition du comité devrait permettre une représentation équilibrée et disposer d'une expertise appropriée pour participer au processus d'évaluation et de sélections des propositions.

CONCLUSION :

L'objectifs du processus d'information et de consultation sur l'IEN consistait à faire en sorte que les intervenants majeurs dans le territoire fassent état de leurs intérêts et priorités portant sur le nord du Québec. La démarche de consultation a effectivement permis de constater qu'une initiative telle que l'IEN peut répondre à des besoins réels et variés.

Ce processus a permis de dégager des intérêts convergents et des axes prioritaires d'intervention à privilégier. De plus, les intervenants consultés nous ont fourni une liste des projets et des propositions tous plus intéressants les uns que les autres.

Dans le cadre de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*, ce rapport de consultation constitue une étape importante visant à atteindre une certaine concertation. L'étape subséquente consistera donc à identifier et à prioriser parmi toutes les propositions énoncées celles qui présentent le meilleur potentiel de développement du partenariat en fonction des principes directeurs de l'IEN et des ressources disponibles.

INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

Compte rendu de la réunion du 18 mars 1999 Consultation des partenaires fédéraux

Pavillon La Laurentienne, salle 1435
Cité universitaire
Ste-Foy, Québec, G1K 7P4

version finale

Étaient présents :

ACEE	Jacinthe Leclerc	EC	Albin Tremblay, DG DCE
DEC	Michel Tremblay		Claude Saint-Charles, DEE
DRHC	Marc Gosselin		Gervais Leclair, DPE
MAINC	Suzanne Larochelle		Raymond Lemieux, SCF
	Jalal Mzali		Lucie Olivier, DPE
	Monique Martin		Gérald Vigeant, DEA
SCForêts	Gilles Chantal		John Haemmerli, DEE
TC-Air	Claude Bérubé		

Une pochette contenant copie des présentations a été remise à tous les participants à la réunion. Le présent compte rendu référera donc à ces présentations sans entrer dans les détails.

Mot de bienvenue

Albin Tremblay a présenté le concept des initiatives axées sur les écosystèmes, en se servant du Plan d'Action Saint-Laurent (PASL) pour illustrer l'approche et les résultats. Puis il a brièvement présenté l'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN), qui est sous la responsabilité administrative de la région Prairies & Nord d'EC. C'est une initiative nationale qui met à contribution les 5 régions du ministère. Il a évoqué la convergence des enjeux environnementaux et autochtones, ainsi que les priorités gouvernementales axées sur les enjeux horizontaux, indépendamment des initiatives, orientées vers un travail en commun, pour une meilleure efficacité. Il a invité les ministères présents à considérer ce projet d'initiative comme une opportunité de mieux travailler ensemble à des enjeux prioritaires.

1. Première présentation: IEN

Claude Saint-Charles a ensuite présenté l'IEN, telle que décrite à la présentation no 1. Une discussion a suivi portant sur les points suivants :

Le budget de l'IEN (ampleur, répartition et gestion).

Les 5 M\$ représentent le budget national de l'IEN. Ce budget n'a pas fait l'objet de répartition régionale établie. L'allocation des ressources se fera sur la base des initiatives de partenariat qui se développeront. Même si l'enveloppe actuelle se termine en 2003, on peut d'ores et déjà anticiper qu'il y aura une phase 2 comme s'est le cas pour d'autres initiatives écosystémiques. La région du Québec devrait être en mesure d'obtenir une part d'environ 20 % du budget global de l'IEN.

Les conditions de la participation

La contribution financière des ministères ou organismes fédéraux n'est pas un prérequis à leur implication dans la définition des objectifs et dans l'élaboration de l'initiative. À ce stade de l'opération, nous cherchons à mettre en place un partenariat durable. Les ministères à vocation économique peuvent sûrement contribuer de diverses manières (programmes de création d'emploi de DRHC par exemple) au succès de l'initiative.

Les comités de la CBJNQ

Les comités de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CCEBJ, CCEK, CCCPT) seront également informés et consultés dans le cadre de cette démarche.

Les critères d'évaluation des soumissions

Les soumissions dans le cadre de l'IEN seront évalués par un groupe de travail national en fonction de critères qui doivent être élaborés ultérieurement.

2. Deuxième présentation «Les priorités régionales d'Environnement Canada»

Les gestionnaires d'Environnement Canada ont ensuite présenté les priorités régionales d'EC, (présentation no 2). Suite à cette présentation, des préoccupations ont été émises:

Implication du Québec

Comme nous souhaitons impliquer le gouvernement du Québec à cette initiative, il importe en premier lieu de mieux coordonner et harmoniser notre démarche.

Absence de certains ministères

Pour diverses raisons, certains ministères invités n'ont pu être présents à la réunion. Ils seront tenus informés, et seront invités à participer aux étapes ultérieures. Le représentant de Transports Canada a confirmé la présence d'un représentant de la direction Havres et ports à la prochaine réunion.

Le cadre général de l'IEN

À cette occasion, il a été rappelé que bien que l'IEN soit basée sur des priorités déterminées à l'échelle nationale, elle demeure suffisamment flexible pour prendre en compte les spécificités régionales.

Discussion

Les participants conviennent qu'il serait utile et nécessaire d'échanger davantage sur les intérêts et de les priorités de chacun dans le dossier du Nord du Québec. On convient qu'il serait approprié de se définir une plate-forme commune d'objectifs à atteindre avant que de vouloir assortir ou joindre des projets entre ministères (où veut-on aller, comment y parvenir?). Ces objectifs devraient être définis avant de rencontrer les autres blocs de partenaires potentiels. Il a également été convenu que les ministères fédéraux intéressés pourraient participer à la consultation des autres partenaires. Le thème de l'autonomie locale est suggéré à titre de dénominateur commun.

Les participants s'entendent sur l'intérêt de prévoir une nouvelle séance de travail, **le 21 avril 1999 à Québec**. Environnement Canada coordonnera l'organisation de la rencontre.

La réunion est levée à 12 :30 hres.

CSC/JH - 99/03/23

INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

Compte rendu de la réunion du 21 avril 1999 Consultation des partenaires fédéraux

Pavillon La Laurentienne, salle 1430
Cité universitaire
Ste-Foy, Québec, G1K 7P4

version finale

Étaient présents :

DRHC	Marc Gosselin	EC	Albin Tremblay, DR/ DCE
MAINC	Yves Désilets		Claude Saint-Charles, DEE
	Jalal Mzali		Madeleine Papineau, DAM
MPO	Michel Gilbert		Isabelle Ringuet, SCF
Santé	Richard Carrier		Lucie Olivier, DPE
SCForêts	Gilles Chantal		Gérald Vigeant, DEA
TC	Claude Bérubé		John Haemmerli, DEE
			Paul Milot, DAM

Objet

Cette deuxième réunion des partenaires fédéraux avait pour objectif d'encourager les échanges sur les intérêts et les priorités des ministères fédéraux dans le Nord du Québec.

Elle s'inscrit dans une démarche visant à définir une plate-forme commune d'objectifs à atteindre avant de rencontrer les autres groupes de partenaires potentiels.

Présentation des enjeux et des priorités

Claude Saint-Charles a brièvement rappelé le cadre et les principes directeurs de l'initiative, ainsi que les activités et intérêts des différentes directions d'Environnement Canada dans le nord du Québec (copie jointe pour ceux qui n'ont pu assister).

Un tour de table a par la suite permis d'entendre chacun des ministères présents.

Le Service canadien des Forêts (SCForêts) est peu actif au nord de la forêt boréale. Deux outils présentent cependant un intérêt pour l'initiative, soit l'inventaire de la biomasse forestière (ENFOR-84) et la cartographie de la végétation par télédétection. Les priorités du SCForêts qui sont, dans l'ordre, les écosystèmes forestiers, les changements climatiques et la biodiversité pourraient s'appliquer à l'IEN. Cependant compte tenu du territoire couvert par l'IEN, cela restreint la marge de manoeuvre pour le faire.

En ce qui a trait à **Pêches et Océans** (MPO), un imposant programme de recherche océanographique, mis en œuvre dans le cadre du projet Grande-Baleine (GB), a été complété en 1996. Les activités actuelles du MPO dans le nord sont plutôt orientées vers la gestion et la recherche sur les populations de béluga (suivi des déplacements et migrations par télémétrie, clarification du statut des populations). Dans le cadre du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PCN) du MAINC, en collaboration avec un chercheur d'Environnement Canada à Burlington, l'IML participe à un projet de recherche sur les contaminants dans les poissons et les mammifères marins.

La mise en œuvre de la *Loi sur les Océans* pourrait avoir des répercussions dans le nord du Québec, selon l'intérêt manifesté par les communautés de la région, et pourrait y entraîner à moyen terme une présence accrue du MPO. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette loi, des zones potentielles ont été identifiées sur la côte est de la Baie d'Hudson pour la sélection de projets pilote pour la désignation de zones de protection marine (ZPM) ; Aucune zone n'a toutefois été retenue dans le territoire de l'IEN pour l'instant.

En ce qui a trait aux autres initiatives découlant de la *Loi sur les Océans* (gestion intégrée de la zone côtière, santé des écosystèmes marins), ces deux volets n'ont toutefois pas encore été abordés par MPO dans le Nord. Ce ministère n'envisage pas pour l'instant de s'impliquer dans d'autres projets, mais peut fournir du support lié à sa présence et à ses connaissances du milieu.

Dans le cas de **Transports Canada** (TC), son rôle est de gérer les ports et les aéroports. Actuellement, TC rationalise le réseau et ferme ou cède certaines de ses infrastructures. Dans le nord, cependant, les aéroports sont considérés comme des sites éloignés et essentiels, en conséquence, ils ne devraient pas être fermés, mais plutôt transférés. La problématique est donc reliée aux sites fermés ou abandonnés dans le passé (liste à venir). Ceux-ci ne l'ont pas toujours été de manière conforme aux normes environnementales actuelles et TC doit intervenir sur certains sites désaffectés. La collaboration de la Direction de la protection de l'environnement d'EC est mise à contribution à ce chapitre (voir la présentation d'Environnement Canada).

En ce qui concerne le **Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada** (MAINC), il faut distinguer les programmes par le bureau régional de ceux exécutés par l'administration centrale.

Au niveau régional, Le MAINC n'a pas d'initiative spécifique relative au milieu nordique québécois. Deux programmes pouvant avoir un lien avec l'IEN ont été mentionnés : 1) un répertoire des sites préoccupants sur réserve. La consultation, la validation et la caractérisation environnementale sont effectuées. Il reste à intervenir pour correction sur une centaine de sites (projets avec les Cris, quelques-uns avec les Naskapis). Ce programme ne s'applique pas aux communautés inuit en raison de leur statut de village nordiques.

L'approche du MAINC consiste à supporter les premières nations dans la défense de leur environnement et des ressources naturelles. Cependant, l'application des programmes est limitée au strict territoire de la réserve, à la terre et aux ressources qui y sont attachées, de sorte qu'il ne serait même pas possible de considérer les espèces d'oiseaux migrateurs gibiers dans ce cadre-là.

2) Il existe également un Fonds d'aide à la protection de l'environnement des Indiens, plus flexible que le précédent, et dont l'application dépasse le strict territoire des réserves, mais les enjeux prioritaires doivent être définis par les communautés locales. Ce programme est géré par l'administration centrale du MAINC et ses ressources sont toutefois limitées à un budget national de 1.5 M\$.

Au niveau national, le MAINC a la responsabilité générale de la mise en œuvre de la CBJNQ. Yves Désilets qui siège comme représentant du MAINC sur 3 comités consultatifs de la CBJNQ, est un employé du Bureau de la mise en œuvre de la CBJNQ.

Le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN) relève quant à lui du Programme des affaires du Nord du MAINC dont l'administration est centralisée à Ottawa. Le bureau régional de ce ministère n'est malheureusement pas en mesure d'élaborer sur ce programme.

Dans le cas de **Développement des Ressources Humaines Canada** (DRHC), le mandat de ce ministère consiste à rendre disponible les programmes et services en matière d'emploi et de formation. La Direction des programmes et

services est responsable de la clientèle autochtones. Il existe également un programme de développement des compétences, qui constitue un des principes directeurs de l'IEN (information à venir). Cela revient donc à évaluer comment certains projets ou activités de l'IEN sont conformes aux programmes de DRHC.

En ce qui a trait à **Santé Canada**, il a surtout été question du programme d'exposition aux contaminants par la consommation de produits marins et terrestres, dans le cadre du PLCN. Celui-ci est axé sur la sensibilisation de la population plutôt que sur des interdictions de consommation.

La matinée s'est terminée sur cette présentation

Réflexion sur les axes et les opportunités de collaboration

En après-midi, la discussion a porté sur les préoccupations et les priorités de chacun. Elles sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Quelques éléments méritent toutefois d'être soulignés ici.

Les sites contaminés constituent une priorité pour plusieurs ministères (sites miniers, centrales diesels, aéroports, entrepôts...). Pour certains ministères, l'inventaire des sites relevant de leur juridiction a déjà été réalisé, pour d'autres cela reste à faire. Par ailleurs, on constate la complexité de ce dossier du fait que plusieurs juridictions peuvent être mises en cause. Il y a certainement lieu d'harmoniser les interventions des différents organismes sur le territoire. Il est proposé de constituer un répertoire des sites contaminés dans le nord (cf. tableau). TC, EC, MAINC, DNC.

La contamination et les atteintes à la santé humaine par la diète font partie des préoccupations de plusieurs ministères également, mais à un degré moindre. La nécessité d'élargir le partenariat et les connaissances, de même que la possibilité d'avoir accès au Programme des contaminants du nord, ont été mentionnés par plusieurs participants : Santé, EC, MPO.

Le développement de capacités et l'augmentation de l'autonomie des communautés locales, dans le cadre de la gestion des ressources naturelles, de la récolte autochtone et du règlement des problèmes liés à la contamination, constituent une préoccupation majeure pour plusieurs ministères, sans que ceux-ci ne puissent toutefois proposer un moyen de le réaliser.

Des pratiques de développement en accord avec la capacité de support et la sensibilité des milieux nordiques constituent également une préoccupation qui rejoint la plupart des participants. Yves Désilets (MAINC) nous informe que le Comité consultatif de l'environnement Kativik se préoccupe de la gestion des déchets domestiques et des méthodes de traitement dans le nord.

En ce qui a trait aux changements climatiques, une réunion de travail du Réseau d'expertise nordique de l'Est du Canada (RENEC) se tenait simultanément à celle-ci. Les membres du réseau étaient réunis pour déterminer les priorités de recherche eu égard à cet enjeu. Gérald Vigeant a présenté aux partenaires fédéraux un bref état de la réflexion. Voir le compte rendu joint à l'envoi (SOMMAIRE_RENEC_AVR99.doc).

Prochaines étapes

Il a été convenu qu'Environnement Canada préparerait un document cadre, basé sur les réflexions de la journée, portant sur les enjeux, les priorités et les résultats attendus. Un envoi à tous permettra de l'ajuster et de l'enrichir.

Ce document serait assorti d'une proposition de fonctionnement pour la suite du processus.

Il a également été convenu d'examiner l'opportunité d'utiliser les différents forums existants pour faciliter l'information et la consultation des partenaires potentiels. Il s'agit entre autre des comités de la CBJNQ, pour lesquels Yves Désilets s'est offert comme facilitateur, ainsi que de la Direction des Politiques du MAINC et du Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) du gouvernement du Québec.

Tableau 1 : IEN, Synthèse des préoccupations fédérales, 99/04/21

CHANGEMENTS CLIMATIQUES	CONTAMINANTS ET TOXIQUES
<p>SENSIBILITÉ DU PERGÉLISOL AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (vulnérabilité des infrastructures aux changements climatiques vulnérabilité des habitats et des espèces aux changements climatiques)</p> <p>ESPÈCES INDICATRICES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES Établissement d'une base de connaissances espèces/habitats dans le nord</p> <p>RÉSERVOIRS DE CARBONE Rôle des tourbières dans le cycle du carbone, et modifications possibles</p>	<p>LES SITES CONTAMINÉS DANS LE NORD (parallèle avec l'initiative sur le nettoyage des sites fédéraux, en développement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir la liste des organismes concernés • Inventaire des sites (répertoire) • Caractérisation • Priorisation et intervention <p>TRANSPORT À DISTANCE DE POLLUANTS AÉROPORTÉS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effets sur les espèces, la récolte, et la santé humaine • Le mercure, local et longue distance
CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ	DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
<p>MAINTIEN D'UNE RÉCOLTE SOUTENUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bernache du Canada • Canards de mer <p>INITIATIVES DÉCOULANT DE LA LOI SUR LES OCÉANS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissement de zones de protection marine <p>Gestion intégrée de la zone côtière</p>	<p>ÉTABLIR DES BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir la connaissance générale de base du milieu • Établir la capacité de support du milieu • Établir des pratiques de développement en conséquence <p>ÉTABLIR LA CONNAISSANCE NÉCESSAIRE À L'ÉVALUATION DES AVANT-PROJETS DE DÉVELOPPEMENT CONNUS (GB, Eastmain, Churchill Falls, Mines)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir la connaissance générale de base du milieu • Établir la capacité de support du milieu <p>RÉPERTOIRE DES SITES CRITIQUES POUR LA FAUNE (nidification, mue, alimentation, etc, sauvagine et oiseaux de rivage)</p> <p>GESTION DE L'EAU</p>

INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

Compte rendu de la réunion du 23 juin 1999 Consultation des Premières Nations du nord du Québec

Centre Saint-Laurent
400 Place d'Youville, Montréal
7 ième étage, Salle Lamontagne

version finale

Étaient présents :

ARKativik	Michael Barrett	Env. Canada	Albin Tremblay, DR / DCE
ARCrie / GCCQ	Ginette Lajoie		Claude Saint-Charles, DEE
Naskapis	Johnny Mameamskum		Isabelle Ringuet, SCF
	Josée Brunelle		Gervais Leclair, DPE
Mamit Innuat	Ken Rock		Lucie Olivier, DPE
	Armand McKenzie		Gérald Vigeant, DEA
Mamuitun	David Toro		John Haemmerli, DEE
Bande de Shefferville	Serge Ashini-Goupil		Paul Milot, Communications
MAINC	Jalal Mzali		

Objet

La présente réunion avait pour objet d'informer les Premières Nations du nord du Québec de l'existence de l'initiative des écosystèmes nordiques (IEN), et d'échanger avec elles au sujet de leurs préoccupations en matière d'environnement en regard des priorités de l'IEN.

Elle s'inscrit dans la suite de la démarche entreprise avec les ministères fédéraux et visant à définir une plate-forme commune de priorités ou d'activités communes à l'ensemble des partenaires.

Introduction et mot de bienvenue

Après le mot de bienvenue d'Albin Tremblay, Directeur régional de la conservation de l'environnement, Claude Saint-Charles, coordonnateur régional de l'IEN, a présenté l'initiative, l'approche, les orientations, les priorités et les principes directeurs. Une pochette d'information avec copie des acétates a été remise à chacun des participants.

Résumé des échanges

Plusieurs des éléments de la présentation ont provoqué d'intéressantes discussions, qui ont été regroupées comme suit :

Le développement et les priorités de l'initiative

Les représentants des Premières Nations se sont dits favorablement surpris de l'approche et de l'ouverture d'Environnement Canada dans le développement de l'Initiative des écosystèmes nordiques. Ils souhaitent effectivement participer à la définition des priorités, et se demandent jusqu'où Environnement Canada est prêt à aller à cet égard. Un représentant a suggéré que «l'antériorité» de l'occupation du territoire par les autochtones constitue également un des principes directeurs de l'IEN.

Plusieurs représentants ont souligné que la définition des priorités nécessite la connaissance approfondie du territoire. À cet égard, ils ont fait état que la connaissance du territoire que possèdent les aînés est unique et que les changements vécus et remarqués par ceux-ci constituent une source privilégiée d'information. Ils s'inscrivent ainsi dans un des principes directeurs de l'IEN, qui vise le recours aussi bien à la démarche scientifique occidentale qu'au savoir traditionnel. En conséquence, une contribution des aînés au processus de consultation aurait été fort souhaitable.

Selon certains, il y aurait toutefois difficulté à concilier les deux formes de savoir. Il ne s'agit pas d'intégrer l'un dans l'autre, mais bien plutôt de trouver un lieu d'échange continu, une plate-forme commune. Il est fait référence au Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques (RESE ; Ecological Monitoring and Assessment Network (EMAN)). Ce réseau a semble-t-il réussi, dans certaines régions du pays, à définir un lieu de rencontre des deux formes de savoir. On déplore cependant que suite à l'atelier RESE / EMAN tenu en février 1997 à Kuujuarapik, aucune suite significative n'a été donnée à ce programme qui avait soulevé des attentes au sein de la communauté scientifique ainsi qu'auprès des communautés nordiques.

Par ailleurs, les représentants autochtones soulèvent également des difficultés liées à l'échange et à la dissémination du savoir dans le nord. Cela est notamment manifeste au niveau des communautés nordiques et des écoles où la connaissance sur le nord n'est pas intégrée dans les programmes. Un bilan honnête du savoir sur le nord et sa dissémination auprès des communautés et des résidents du nord constituerait un résultat environnemental et social positif.

Ainsi, si tous considèrent que les communautés locales devraient jouer un rôle déterminant dans la définition des orientations et des priorités de l'IEN, il n'y a pas unanimité quant aux moyens pour y parvenir. Certains pensent qu'Environnement Canada doit prendre en charge la consultation du milieu pour ce faire, alors que d'autres considèrent que les organismes autochtones peuvent s'en charger.

Le représentant de l'ARK propose pour sa part de procéder ainsi et de revenir en octobre avec des objectifs, et en janvier avec des projets, après approbation des objectifs.

Le représentant de la communauté Innue de Schefferville mentionne quant à lui qu'il souhaite informer le conseil de bande et qu'une position officielle sur l'IEN sera transmise ultérieurement.

Les ressources disponibles et la portée de l'IEN

Cet élément a constitué le cœur des discussions de cette rencontre. Tous constatent et déplorent que les sommes allouées à l'IEN sont minimes par rapports aux problèmes environnementaux auxquels on fait face dans le nord. Il y a disproportion entre la portée de l'IEN (à l'échelle du territoire) et les ressources disponibles. Les sommes concrètement disponibles ne dépasseront pas quelques centaines de milliers de dollars par année, pour la région du Québec, et ce pour l'ensemble des partenaires.

On fait face à beaucoup de priorités et à très peu de ressources. Tous s'entendent pour dire qu'il faudrait donc ramener les projets à une échelle plus humaine, aux attentes des communautés. À cette échelle, il y a de fortes

chances que chaque groupe ait des priorités différentes. Certains ont fait valoir la possibilité de favoriser les effets de levier, ou de s'associer à d'autres programmes ou initiatives.

L'impression générale est toutefois que les problèmes environnementaux dans le nord existent dans des proportions qui n'ont aucune commune mesure avec les ressources disponibles. Comparativement à d'autres programmes ou projets dans le nord (Entente Cris-Hydro-Québec) sur le mercure, Étude de la rivière Grande Baleine, Institut du Labrador, etc) les ressources associées à l'IEN sont fort modestes.

Dans ces conditions, il sera difficile de trouver des projets rassembleurs à l'échelle des ressources disponibles. Certains proposent alors de favoriser de petits projets porteurs qui pourraient être développés dans une phase ultérieure.

La gestion de l'Initiative et le partenariat

Au chapitre de la gestion de l'initiative, les participants supportent le concept d'un comité directeur régional à condition qu'il ne consomme pas les ressources destinées aux projets. On souligne qu'il faudra éviter que les coûts liés à l'administration, la gestion et la coordination de l'IEN ne coûtent plus cher que les projets eux-mêmes. Tous sont d'avis que les Premières Nations doivent participer pleinement à la définition et à la gestion des priorités dans le nord.

Pour le représentant de l'ARK, les entités régionales existantes devraient gérer les projets avec leurs propres mécanismes, comme ils le font actuellement dans le cadre des programmes fédéraux au Nunavik. Selon lui, les projets à petite échelle, et gérés localement donnent les meilleurs résultats. C'est actuellement les cas pour des projets communautaires d'amélioration d'habitat de l'omble arctique ou d'autres projets à forte composante manuelle dans le cadre de la réhabilitation des sites contaminés. Il voit ainsi des besoins pour des projets s'échelonnant sur une période de 3 à 5 ans.

Pour les représentants des Naskapis, le modèle de l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales, basé sur des groupes de travail autonomes, qui fonctionnent à distance, avec un responsable se rapportant au comité directeur, permettrait de maximiser l'usage des ressources. Ils précisent que les mécanismes de la Convention représentent une bonne approche, dont il faudrait respecter l'esprit et la lettre.

Pour la représentante de l'ARC, les Comités consultatifs de la CBJNQ sont des forums qui peuvent être mis à contribution pour la coordination des projets et des programmes.

Pour Environnement Canada, l'IEN représente, indépendamment de la disponibilité des ressources, l'opportunité de :

- Travailler ensemble plus étroitement et de façon plus efficace
- Faire des choix, établir des priorités
- Participer aux prises de décision

Pour cela, Environnement Canada mise sur le potentiel de développement de l'IEN, et sur une forte participation des partenaires.

Des préoccupations, des problématiques, et des projets

En premier lieu, tous considèrent que les quatre axes prioritaires de l'IEN sont suffisamment larges pour regrouper l'ensemble des préoccupations. Selon les Innus, le développement menace tous les groupes autochtones et pourrait constituer un thème rassembleur. La décontamination représente également une préoccupation commune aux groupes présents. La gestion du caribou a pareillement été mentionnée comme un enjeu d'intérêt pour tous les groupes.

Un autre enjeu d'intérêt général pour le nord du Québec, et pour lequel on possède bien peu d'information intégrée, concerne le détournement de rivières, dont le suivi est en général assuré par le seul promoteur. Cet enjeu implique non seulement des aspects à caractère scientifique mais peut également mettre à contribution le savoir traditionnel et la participation des aînés.

De façon plus ciblée, les préoccupations évoquées par les Innus ont trait à :

- Vols militaires de l'OTAN ;
- Mines de Schefferville, projet Churchill Falls
Activités minières et développement hydroélectrique ont des effets importants sur le mode de vie et entraînent des pertes d'accès au territoire, des effets potentiels sur la récolte traditionnelle, et des changements dans la diète. Les problèmes environnementaux sont au moins aussi importants dans le nord que dans le sud, sinon plus (effets sur les gens plus grands). Les ressources jouent plus qu'un rôle d'approvisionnement, la culture en est également affectée.
- Le manque de ressources (nation non conventionnée), et l'héritage de problèmes provoqués par des promoteurs de l'extérieur du territoire.

Les préoccupations des Inuit se rapportent aux éléments suivants :

- Les effets du rehaussement isostatique sur les cours d'eau utilisés par l'omble arctique, et sur la navigation
- La contamination par des sites fédéraux abandonnés, la station météo de Killiniq
- Les substances toxiques générées par l'exploration et les activités minières
Estimé d'environ 60 sites, auxquels s'ajoute la contamination par les activités locales ou communautaires (diesel) et aux camps de chasse

Pour les Naskapis, les sujets concernent :

- Les changements climatiques (des études de l'Université McGill existent pour la région de Schefferville)
- Les effets du développement autour de Schefferville, cratères et résidus miniers
- L'explosion démographique des populations d'Oie des neiges.

En ce qui à trait aux Cris, les orientations à privilégier sont parmi les suivantes :

- Trouver des façons de faire différentes, adaptées au contexte nordique (éviter de répéter les erreurs du passé (contamination).
- Faire un bilan honnête de ce que l'on connaît : bilan du savoir, détournement de rivières, zostère marine, bernache cravant...
- Décontamination, les autochtones n'ont pas à payer la facture de la décontamination (relation promoteur-nord)

Les activités à venir

La réunion de juin visait à présenter l'IEN aux Premières Nations et à obtenir des représentants un premier avis sur les orientations et priorités. Environnement Canada invite donc les participants à fournir au ministère, dans les semaines à venir, des commentaires officiels sur la démarche et leur intérêt à y participer.

Environnement Canada verra à intégrer ces commentaires et à prendre ceux-ci en considération dans les phases futures de l'IEN.

Un représentant des Innus propose à EC que la prochaine réunion ait lieu à Schefferville en septembre prochain et que les aînés puissent y participer. L'invitation de tenir une réunion dans le territoire et de favoriser la participation des aînés est accueillie avec intérêt de la part d'Environnement Canada.

La réunion est levée à 15 : 45 hres.

Préparé par John Haemmerli et Claude Saint-Charles.

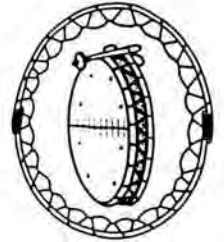


G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay

October 22, 1999

Page Three



C.R.A.
A.R.C.

The events of the last 25 years have caused profound impacts to the heart of Cree society. The environmental and social impacts of the mega hydroelectric projects are still felt and it would be wrong to believe that we know enough about these impacts and how to mitigate them. What have we learned from the environmental monitoring studies conducted so far? What do we know about the impacts of river diversions? These are still current and valid questions.

Taking into account the proposed initiative on one hand and the allocated five-year budget on the other, the GCCEI/CRA is of the opinion that the focus should be on one major issue: the environmental and social impacts of hydroelectric development. This wide and complex issue can be approached of course from different angles. We could start by asking ourselves what is the state of our knowledge? What is the current system of environmental monitoring of the aquatic environment? What is the federal involvement? What plan of action should be devised?

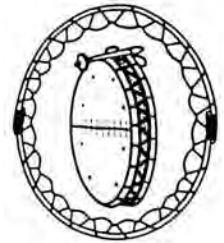
One common thread underlies these questions. Our organization is deeply concerned with the overwhelming presence of one major proponent in the north which also has the responsibility of monitoring the environmental conditions of the ecosystems. Since Hydro Quebec acts as both judge and jury regarding its own actions, we feel the participation of more independent bodies is necessary. The direct involvement of government agencies and of research institutes or university research groups should be promoted. There must be a free flow of information regarding the territory and free access to data and information. The recent hearings on water management held in northern Québec emphasized this problem and it was clearly demonstrated that government agencies were lagging behind. There is no government operated water quality monitoring network in the north. All studies related to mercury are conducted by Hydro Quebec and are being carried out within a very specific focus.

Open and unbiased environmental monitoring is the only way to ensure that we can develop proper baseline knowledge of the environment and thus contribute to the strengthening of co-management boards instituted by the JBNQA and improve our ability to make better decisions. It is most urgent that we develop a common and unbiased understanding of the state of the environment in Eeyou Istchee. It is our opinion that the federal and provincial governments did not provide the necessary level of details in their respective reports on the state of the environment for our region. Such an important gap must be filled.



G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay
October 22, 1999
Page Five



C.R.A.
A.R.C.

The Evaluating Committee established under section 22 of the JBNQA of which the Government of Canada is a member, is still waiting for a reply from the proponent regarding the details of this project. The Evaluating Committee was particularly concerned with the assessment carried out at the Cape Jones site. It is our opinion that a formal and comprehensive environmental site characterization is necessary at this site. This is well beyond the current proposed scope being considered in the KRG project.

The inventory of abandoned and undecommissioned mining sites should also fall under this separate or distinct program. There are a number of former exploration camps in Eeyou Istchee that will require a clean up but the actual systematic survey of their locations is yet to be initiated. The Cree Trappers Association of each Cree community should be considered as the prime source of information regarding such an inventory as was done in the case of the former Hydro Quebec exploration camps in 1998 and 1999.

4. Guiding Principles

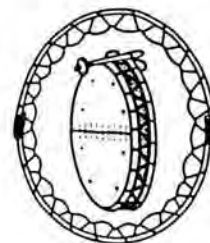
The GCCEI/CRA support the principle that the NEI projects be designed with capacity building and maximization of spin-off to the northern communities in mind. These principles have been followed in previous projects between the CRA and the Government of Canada. The groundwater monitoring network that we maintain at contaminated sites and at all solid waste management sites in the Cree communities is operated by the nine Cree Local Environment Administrators. They still rely however on outside laboratories for sample analysis and for detailed interpretation of results. Capacity building and maximization of spin-offs were also promoted over the years with the proponents of development projects in the region on the basis of rights and obligations contained in the JBNQA.

The importance of traditional ecological knowledge should be another principle guiding the design of NEI projects. To date, very little consideration has been given to traditional knowledge in the different decision-making processes established under the Agreement. In this regard, the CRA and three (3) Cree communities are currently developing a joint research project with INRS Culture et Société regarding traditional knowledge and the institutions established under the JBNQA. We would of course be interested in combining funds from the NEI with those of the research project funding program. The recent review of the Waskaganish road impact statement will provide some background to the study on the role of traditional knowledge both in the project design and in its environmental assessment.



G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay
October 22, 1999
Page Seven



C.R.A.
A.R.C.

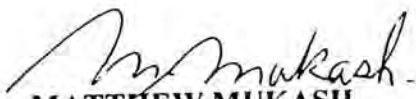
We do not have a definite view of what should be the role and mandate of this NEI advisory board or the HFTCC sub-committee on the NEI. Fund allocation and project selection could be a mandate to consider but clear rules must be established first to avoid potential conflict of interest situations.

7. Conclusion

The first priority to be addressed by the NEI in the first five years of the program should be **the impact of development in the north**. Considering the geographical area covered by the NEI, i.e.: north of the boreal forest, it is obvious that **hydroelectric development** should be the focus. A sub-set of priorities should then be established through a one-day joint workshop be attended by research institutions, proponents, civil servants involved in research programs and First Nations organizations. The **mercury issue** deserves serious consideration as one of these priorities.

Sincerely yours,

**GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYOU
ISTCHEE)/CREE REGIONAL AUTHORITY**


MATTHEW MUKASH
Deputy Grand Chief/Vice-Chairman

c.c. ~~Claude~~ Saint-Charles, Environment Canada
Willie Iserhoff, Director
Ginette Lajoie, Environment Coordinator/Analyst
All Cree Local Environment Administrators

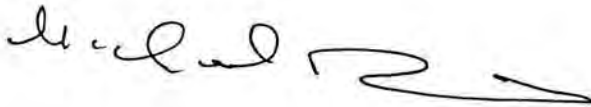
still exist and ensuring a clean up is begun on the most hazardous of the abandoned mining exploration sites.

A second objective for the program in Nunavik might be for projects designed to protect the bio-diversity of the region. Areas such as Lac a l'eau claire with its population of fresh water seals, would be in this category.

We would suggest that a steering committee composed of representatives from the KRG, Makivik and Environment Canada be formed to finalise the objectives, prepare program announcements and to the review the project applications.

We look forward to meeting and discussing this further with you.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michael Barrett', with a long horizontal flourish extending to the right.

Michael Barrett
Co-ordinator, Special Projects

c.c. Sandy Gordon
Department Head



Conseil de la Nation Innu Matimekush - Lac John

C.P. 1390, Schefferville (Québec) G0G 2T0 • Tél. : (418) 585-2601 • Fax : (418) 585-3856

Schefferville, le 13 décembre 1999

Monsieur Claude St-Charles
Chef, Évaluations environnementales
Environnement Canada
1141, Route de l'Église, 8^{ème} étage C.P. 10 100
Sainte-Foy, Québec G1V 4H5

Objet : Projet de l'Initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Nous vous faisons part aujourd'hui de notre position concernant le projet de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* que vous avez présenté aux membres des Premières Nations en juin dernier à Montréal.

Nous étions ravis que le gouvernement fédéral ajoute cette nouvelle initiative aux autres existantes. Déjà dans le passé, à diverses tribunes, nous avons manifesté nos préoccupations concernant diverses problématiques environnementales. Les priorités proposées dans l'*Initiative* (référence : document d'information) que votre ministère avaient établies comme prémisses à des discussions avec les Premières Nations, nous semblaient intéressantes. En effet, ces quatre priorités (les changements climatiques, les contaminants et les substances toxiques, la biodiversité et les effets des grands projets de développement) peuvent être appliquées soit d'une façon locale et très concrète pour notre communauté (projets miniers et hydroélectriques) ou soit régionale et nationale quant aux préoccupations climatiques et de biodiversité.

Notre population est directement concernée par ces grandes questions. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui disponibles à travailler de concert avec votre organisme pour définir ensemble cet enjeu primordial pour le futur de notre Nation.

Nous vous présentons en annexe un premier document exprimant nos attentes et intérêts ainsi que nos préoccupations face aux objectifs de l'*Initiative des écosystèmes nordiques*.

Nous espérons que notre positionnement et nos préoccupations seront pris en compte par votre ministère. Il ne faut surtout pas rater l'occasion qui se présente car trop de fois dans le passé, notre communauté a été soit négligée, oubliée ou tout simplement ignorée. Nous croyons fortement que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* et les projets qui pourraient en résulter seront bénéfiques pour les membres de notre communauté. Plein de projets qui pourraient améliorer sensiblement notre environnement naturel et humain sont envisageables dans le futur.

C'est pour ces raisons que nous sommes disposés à nous associer à votre démarche et nous espérons que celle-ci sera réalisée dans un respect et un esprit de partenariat véritable.

Recevez, Monsieur, mes meilleures salutations.


Jacques Gauthier, chef

Méthodologie de travail

Le présent document est divisé en quatre parties. Dans un premier temps, la Nation Innu Matimekush Lac-John est présentée et sa situation est définie brièvement.

La deuxième section présente une description générale de la région, dont les principales affectations et utilisations du territoire par les Innus.

L'utilisation et l'exploitation du territoire par les non-autochtones, ainsi que leurs impacts sur la population régionale autochtone vient meubler sommairement la troisième partie.

Enfin, la quatrième partie propose nos attentes et intérêts ainsi que nos préoccupations face aux objectifs de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*. Nous répondons d'une façon générale aux questions qui nous ont été acheminées.

1. Introduction

La Nation Innu Matimekush Lac-John est la communauté innue du Québec la plus au nord. Elle est située à 510 km au nord de Sept-Îles, à proximité de Schefferville. Elle est également située à l'extrémité nord du Nitassinan, territoire traditionnel des Innus. La population de Matimekush Lac-John vit surtout de chasse et de pêche et a conservé ses traditions bien vivantes. La communauté est constituée d'une population de 736 personnes. L'innue, langue première et le français, langue seconde sont utilisées couramment.

Un village naskapi, Kawawachikamach est établi depuis 1982 à environ une quinzaine de kilomètres du centre-ville de Schefferville près du lac Matemace. Sa population était de 526 personnes en 1995.

2. Description générale

Par sa localisation géographique, la région fait partie de la zone subarctique. La végétation en est une de toundra forestière et les forêts occupent les vallées et les dépressions. Le vent est le facteur dominant dans la répartition du couvert végétal. Les sommets exposés au vent sont donc recouverts de plantes de toundra, alors que les zones basses, à l'abri du vent, sont recouvertes de forêts et de bosquets d'arbres. Le mélèze, l'épinette, le sapin et le bouleau sont les principales espèces d'arbres qui composent la forêt subarctique.

Il est important de mentionner que, du point de vue géologique, la région de Schefferville est située dans la Fosse du Labrador, un géosynclinal formé de roches métasédimentaires traversant une partie de l'est du Nouveau-Québec et l'ouest du Labrador dans un axe NNO-SSE. C'est précisément à l'intérieur de cette dépression que se trouvent les sites de minerai de fer de la Iron Ore Company of Canada. Par sa grande abondance, l'eau présente un intérêt majeur et forme un réseau complexe de rivières et de lacs. Les poissons sont intéressants pour leur taille et leur abondance. Les castors, martes, renards, loups, etc., sont présents dans la région et la qualité de leur fourrure est très bonne à cause du froid. Le caribou représente un attrait sportif pour les chasseurs ainsi qu'une ressource très importante pour la population autochtone.

Les grandes lignes de ce nouveau projet consistent à développer un projet en trois composantes. La première se traduit par un gain en énergie réalisable par le détournement de la rivière Romaine en Minganie. La deuxième composante consiste en la construction d'une nouvelle centrale de 2250 MW à Gull Island. Finalement, l'intégration de lignes et postes supplémentaires pour le transport de cette nouvelle énergie vient définir la troisième composante. Ces trois projets, qui représentent des investissements de l'ordre de 6,6 milliards de dollars sur une période de près de 10 ans, permettront aux deux entreprises d'augmenter leur production d'électricité afin de mieux desservir leurs marchés locaux respectifs ainsi que le marché nord-américain. D'importants impacts environnementaux découleront de ces travaux. L'inondation de terres autochtones ainsi que la perte d'habitats sont à prévoir. La présence de nombreux travailleurs augmentera considérablement les impacts négatifs sur la faune et la flore et les divers travaux auront certainement des impacts sur la migration des caribous.

4. Recommandations et préoccupations

Cette section présente les préoccupations, attentes et intérêts face aux objectifs de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* présentée par Environnement Canada. Nous ne répondons pas directement aux questions qui nous ont été acheminées, mais nous essayons d'apporter une réflexion globale quant à cette nouvelle démarche du gouvernement fédéral. Nous sommes d'accord de travailler de concert avec le ministère quant au processus d'élaboration de l'*Initiative des écosystèmes nordiques*. Comme indiqué dans la section 3, plusieurs projets ont déjà eu des implications majeures pour l'écosystème, le milieu naturel et humain de notre région et nous croyons que cette nouvelle *Initiative* pourrait apporter des avenues de solution.

Tous les milieux qu'ils soient scientifiques, gouvernementaux ou privés sont aujourd'hui conscient de la fragilité des écosystèmes nordiques. Pourtant, nos aînés nous ont toujours mentionné que des impacts négatifs résulteraient de ces divers développements. Encore aujourd'hui, leurs connaissances traditionnelles ne sont pas encore prises en compte d'une façon systématique. Nous aurions préféré que les objectifs qui sont derrière l'*Initiative des écosystèmes nordiques* soient pris en considération bien avant aujourd'hui. Entre autres, quels auraient été les impacts positifs si les connaissances traditionnelles des aînés et spécialistes autochtones avaient été retenus avant l'implantation des divers projets de développement dans le nord? Le développement des terres de notre région par une multinationale (IOC) durant 30 ans aurait-il eu les impacts actuels si nos leaders avaient été consultés? Et qu'en est-il des caribous et des outardes qui n'ont plus les mêmes habitudes de migration? Ce genre de questions, les gens de notre nation se les posent continuellement.

Nous espérons que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourra nous permettre d'y répondre et développer ensemble des stratégies quant à l'amélioration de l'écosystème de notre région. Bien que la problématique soulevée par la présente *Initiative* soit nationale, nous voulons vous faire-part que la région de Schefferville pourrait être à elle seule une zone témoin ou une région pilote quant à d'éventuels projets. En effet, les quatre secteurs prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* peuvent être appliqués directement et localement pour la région de Schefferville. Nous exprimons brièvement comment chacun des secteurs pourrait être abordé pour la nation Innu de Schefferville.

- **La biodiversité :** Schefferville est situé à la tête de deux importants bassins versants. Sa topographie, sa végétation et la présence de diverses espèces d'animaux et plantes en font une région particulièrement intéressante pour de la protection ou la poursuite d'études spécifiques. Déjà, plusieurs travaux de recherches, géologiques ou universitaires ont été réalisés dans ce secteur. Une synthèse de ces informations et une diffusion à l'ensemble des intervenants pourraient être bénéfiques.

Le 31 août 1999

Monsieur Claude Saint-Charles
Chef, Évaluations environnementales
Environnement Canada
Direction de la conservation de l'environnement
Division des évaluations environnementales
Case postale 10000
Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

OBJET : Initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Suite à votre présentation portant sur l'objet cité en titre et qui fut effectuée lors de la 81^e réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik, qui s'est tenue à Montréal le 9 juillet dernier, vous trouverez sous pli les commentaires du CCEK sur ce projet.

Préparée pour le CCEK par Dr. Gérard Duhaime, les membres du Comité ont unanimement approuvé ce document lors d'un appel conférence qui s'est tenu le 24 août dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Michael O'Neill
Secrétaire exécutif

\\valenvi\dusdi02\ccek\let\st-charlesc-mo-ecosystemes.doc



1. **Objet :** Le présent avis fait suite à la demande acheminée par M. Claude St-Charles, chef des évaluations environnementales à la direction des Affaires ministérielles au ministère Environnement Canada, au Comité consultatif de l'environnement Kativik lors de sa réunion du 9 juillet 1999 à Montréal. À cette occasion, M. St-Charles a présenté aux membres les grandes lignes de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*, initiée par Environnement Canada, et a demandé au Comité consultatif de l'environnement Kativik son avis sur l'ensemble de *l'Initiative*.
2. **Appui de principe :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie très fortement *l'Initiative des écosystèmes nordiques*. Il estime qu'il s'agit d'une initiative majeure, qu'elle correspond à une impérieuse nécessité, et qu'elle est susceptible de répondre de manière appropriée à d'importants besoins. En effet, les problèmes environnementaux affectant le Nord sont extrêmement importants, ils sont d'une complexité requérant un effort de recherche de grande envergure, interdisciplinaire, et de longue haleine.
3. **Axe prioritaire de *l'Initiative des écosystèmes nordiques* :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik estime que les axes prioritaires de *l'Initiative des écosystèmes nordiques* sont appropriés. Ils correspondent également à des priorités de recherche et d'action au nord du 55^e parallèle. Le comité insiste pour que, dans la procédure de sélection des projets qui seront présentés aux fins de financement, *l'Initiative des écosystèmes nordiques* considère sur un pied d'égalité chacun de ces axes prioritaires. Dans la présentation de M. St-Charles, les axes sont présentés selon la séquence suivante : changements climatiques, substances toxiques et contaminants, maintien de la biodiversité, impacts du développement dans le Nord. Le comité considère que les projets présentés concernant les changements climatiques ne devraient pas avoir priorité sur les autres aux fins de financement; que les projets sur les changements climatiques et les substances toxiques ne devraient pas avoir priorité sur ceux concernant la biodiversité et l'impact du développement; et ainsi de suite. Le comité recommande que tous les projets portant sur un *ou* l'autre des axes prioritaires soient reçus et évalués ensuite à son mérite. D'autre part, le Comité est d'avis que les priorités identifiées correspondent aux compétences fédérales et il suggère que l'on tienne compte des priorités des autres partenaires au moment de la sélection des projets.
4. **La démarche.** En autant qu'il puisse en juger, le Comité reconnaît que la démarche utilisée jusqu'ici par *l'Initiative des écosystèmes nordiques* est appropriée. Le Comité appuie les tentatives de *l'Initiative* pour réunir le plus grand nombre d'intéressés.
5. **Principes directeurs.** Le Comité entérine les principes directeurs de *l'Initiative*, notamment l'établissement du partenariat, la mise en commun des ressources et la contribution à de meilleures prises de décisions. Le Comité reconnaît le bien-fondé des principes directeurs concernant le développement des capacités et

gouvernemental à Environnement Canada. Le Comité comprendrait qu'Environnement Canada veuille se réserver la décision finale; toutefois, il incite très fortement l'*Initiative des écosystèmes nordiques* à rendre explicite et connue la procédure exacte de prises de décision au moment de l'appel des propositions.

- 11 **Comité directeur.** Le Comité reconnaît le bien-fondé de mettre sur pied un comité directeur pour la région du Québec, dont le mandat serait d'étudier les propositions. Le Comité croit toutefois que le comité directeur pour la région du Québec ne devrait pas établir de priorités spécifiques, à moins que ces priorités ne soient rendues explicites et connues lors de l'appel des propositions. Dans le cas contraire, les axes prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* devraient s'appliquer. De plus, le Comité recommande que la composition du comité directeur pour la région du Québec permette une représentation équilibrée des différents partenaires concernés par le programme : gouvernement fédéral, Premières Nations et comité de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, gouvernement du Québec, universités, entreprises. Toutefois, une représentation équilibrée ne met pas à l'abri un comité directeur des intérêts politiques du moment, susceptibles d'influencer la prise de décision. C'est pourquoi le Comité consultatif de l'environnement Kativik recommande premièrement, qu'au sein du comité directeur, une expertise appropriée pour juger les projets de recherche soit présente; deuxièmement, que les décisions prises par le comité directeur, pour recommander ou non les propositions qui lui seront présentées soient communiquées par écrit et justifiées, au proposeur. Sans une procédure explicite, et des justifications claires des décisions prises par un comité multipartite, l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourrait être discréditée. Comme le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie l'*Initiative des écosystèmes nordiques*, il recommande très fortement qu'une procédure de ce type soit prévue afin de préserver la crédibilité du programme.
- 12 **Priorités fédérales. Région du Québec.** Le Comité comprend que le texte présenté par M. St-Charles est l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales, et il reconnaît que cet effort d'adaptation est valable. Cependant, le Comité insiste pour que l'adaptation réalisée ne soit pas exclusive, c'est-à-dire que des propositions ne soient pas exclues parce qu'elles ne correspondraient pas étroitement à l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales. De l'avis du comité, tous les projets correspondant aux priorités fédérales devaient être reçus et jugés à leur mérite. De plus, le Comité insiste pour que la priorité concernant le développement soit entendue d'une façon large plutôt que restrictive. Le Comité recommande que, si l'adaptation pour la région du Québec des priorités fédérales était maintenue, les textes explicitant cette adaptation soient publiés en même temps que l'appel des propositions, et connus des organisations qui prépareront des propositions.



Comité conjoint de chasse,
de pêche et de piégeage
Hunting, Fishing and Trapping
Coordinating Committee

Le 1^{er} novembre 1999

Monsieur Claude Saint-Charles
Chef des évaluations environnementales
Ministère de l'Environnement du Canada
1141, route de l'Église
Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

Objet : L'initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Au nom du Comité conjoint, je vous remercie de la communication sur l'initiative citée en rubrique que vous nous avez livrée dans le cadre de la réunion du comité tenue à Lachine les 22-23 juin derniers.

Nous souscrivons à votre définition des enjeux ainsi qu'aux priorités (changements climatiques, biodiversité, contaminants et substances toxiques et effets des grands projets de développement) de l'initiative. Le Nord est un milieu biophysique particulièrement sensible dont la préservation revêt pour ses habitants une très grande importance sur le plan tant de leur épanouissement culturel et social axé notamment sur l'exploitation de subsistance, qu'à celui de leur développement économique.

De ce point de vue, l'Initiative poursuit des buts louables, mais nous estimons qu'elle ne remplace nullement les programmes antérieurs comme la Stratégie de l'environnement arctique et son pendant, le Programme des contaminants nordiques, faute d'un budget adéquat. En effet, vu les lacunes de notre connaissance des écosystèmes nordiques, il est probable qu'il faudra déployer dans certains domaines des efforts importants juste pour mieux cerner et documenter la problématique en jeu et pour inventorier les besoins. Nous croyons par conséquent qu'un programme distinct et doté d'un financement qui permette de s'attaquer sérieusement aux priorités identifiées devrait être mis sur pied. D'ici là, l'Initiative des écosystèmes nordiques pourrait servir de mesure transitoire dont les ressources seraient consacrées à la réalisation des propositions qu'Environnement Canada recevrait des organismes intéressés, notamment autochtones.

ᑎᑦᑎᑦᑎᑦ ᑎᑦᑎᑦᑎᑦ
NASKAPI NATION OF
NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH
C.P. / P.O. Box 5111
KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec,
G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686
Fax: (418) 585-3130
kawawa@naskapi.ca

BY TELECOPIER (418-649-6030)

TO: M. Claude Saint-Charles
M. John Hæmmerli

RE: Northern Ecosystem Initiative

DATE: 12 October, 1999

We were pleased to attend the meeting of 23 June, 1999, on the Northern Ecosystem Initiative ("NEI"), and we thank you for your invitation.

The present is to confirm that the Naskapi Nation of Kawawachikamach ("NNK") is interested in participating in the NEI. We think that the approach of the NEI is generally sound, except that the Aboriginal communities should be more fully involved in defining the priorities in Northern Québec. In particular, given their Traditional Environmental Knowledge, it is important to involve the Elders in defining the priorities.

As mentioned during the said meeting, the resources available for the NEI seem to be insufficient to respond to the huge needs in Northern Québec, given its size and numerous problems. We believe, however, that the NEI will provide an opportunity to initiate a process to address environmental problems.

The main environmental priorities of the NNK are, in order of importance, the following:

1. The effect of development around Schefferville.

There are numerous open-pit mines and mine tailings in the Schefferville area that are located both in the Province of Québec and in Labrador. It seems that open-pit mines may be dangerous for the security of animals. For example, a respected Naskapi Elder has already observed that animals, in this case caribou, can accidentally fall into them. A study¹ showed that the mine tailings probably do not release contaminants into the environment, because they contain insignificant quantities of heavy metals, and because the texture of their mineral composition is not conducive to the production of large volumes of dust. Nonetheless, Naskapi regularly observe large volumes of wind-blown dust. They believe that it comes from the tailings, but there might be other sources. The Naskapi are afraid of the consequences of that dust on their health. They would like an investigation to be undertaken to put this matter to rest. Moreover, the mine tailings and open-pit mines also have destroyed a small proportion of wildlife habitats in the Schefferville area.

¹ *Évaluation des effets des empilements de roches stériles et de minerais à Schefferville*. Report presented to the Montagnais Band of Schefferville, October, 1995. Paul F. Wilkinson & Associates Inc. in collaboration with EEM inc., Montréal.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

ENVIRONNEMENT CANADA

Direction de la conservation de l'environnement
Région du Québec

23 juin 1999

Objectif de la rencontre

- Information sur l'IEN;
- Consultation sur le développement de l'IEN.

Objet de la consultation

- Échanger sur les intérêts, priorités et activités en matière d'environnement dans le nord du Québec;
- Identifier les enjeux et priorités communs;
- Établir un consensus sur les priorités;
- Arrimer la contribution des divers intervenants;
- Initier en partenariat la mise en œuvre de l'IEN;
- Échanger sur les modes de gestion de l'IEN.

La démarche

Département du Travail et des Ressources humaines, Gouvernement fédéral (MAINC, MPO, SC, DRHC, DEC, TC, FC)

Associations de Premières Nations et les comités de la CBJNQ

Gouvernement du Québec

Autres (Universités, industries, ONG, ...)

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

Initiée par Environnement Canada

Une des six grandes initiatives écosystémiques d'EC

Envergure nationale - adaptable aux réalités régionales

Approche basée sur le partenariat

Axée sur les priorités environnementales fédérales:

Axes prioritaires de l'IEN

- les changements climatiques,
- les substances toxiques et les contaminants,
- le maintien de la biodiversité,
- l'impacts du développement dans le nord.



L'IEN au Québec

- Au nord de la forêt boréale
- Près de la moitié de la superficie du Québec.

Principes directeurs de L'IEN

- Établir un partenariat durable;
- Mettre en commun des ressources;
- Encourager le développement des capacités;
- Contribuer à de meilleures prises de décision;
- Associer savoir traditionnel et approche scientifique;

Enveloppe «écosystème»

Allocations budgétaires (décembre 1997)

	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	TOTAL
	1	2	3	4	5	
ACAP	1.3	1.3	1.7	2.0	2.0	8.3
SLAP	5.9	5.6	5.6	5.2	5.2	27.5
GLAP	12.6	12.6	12.1	10.0	10.0	57.3
FRAP	4.0	4.0	4.1	4.7	4.9	21.7
NEI	0.2	0.5	0.5	1.6	2.0	4.8
NREI	0.5	0.5	0.5	1.0	0.4	2.9
TOTAL	24.5	24.5	24.5	24.5	24.5	

Les ressources de l'IEN (phase 1)

- 98-99: 200 K
- 99-00: 500 K
- 00-01: 500 K
- 01-02: 1 600 K
- 02-03: 2 000 K

■ Total 4,8 M / 5 ans

État d'avancement

- An 1 (1998-99) (200 K)
 - Administration, planif., élaboration
- An 2 (1999-00) (500 K)
 - Développement du partenariat (national, rég.)
 - Projets de démonstration appuyer sur partenariat existant (Quick start)
- An 3 (2000-01) (500 K)
 - Étape opérationnelle / soumissions de propositions

Processus d'allocation des fonds

(an 3 / 2000-01)

lettre d'appel (déc.99 / janv.2000)

Soumission des plans de partenariats

Critères de financement (en développement)

- orienter vers les axes prioritaires
- produire des résultats mesurables
- générer l'implication des communautés
- s'intégrer dans une approche écosystémique
- évidence de partenariat
- générer un effet de levier financier
- promouvoir le développement des capacités

État de la situation

■ Les Partenariats en développement

- ◆ Initiatives nationales
 - Changements climatiques
 - Impacts cumulatifs
 - Déclin des canards de mer
- ◆ Initiatives régionales
 - Québec
 - Labrador

■ Les projets démonstrateurs (partenariat existants)

- TEK - Labrador
- Q-Links
- Surpopulation des Oies des neiges
- Assèchement des milieux humides

Gestion de l'IEN

- Comité de travail national (EC/ Région P&N)
- Comité de travail régional (EC / Région du Qc)
- Comité directeur / région du Québec (à discuter)

En résumé

- Initiative très vaste touchant un large éventail de préoccupations environnementales;
- Initiative s'appuyant sur le partenariat;
- Ressources allouées sont modestes mais peuvent être jumelées à d'autres programmes ou fonds;
- Approche de gestion ouverte

RC
Bouvier - Environmental
le 14/05/00



Environnement
Canada

Environment
Canada

Direction de la conservation
C.P. 10 100 Sainte-Foy,
Qc. G1V 4H5
418-648-7808

Sainte-Foy, March 16, 2000

To : Distribution list

Subject : NEI / Consultation Report

Mr, Mrs

You will find herewith a preliminary version of the Consultation Report about the Northern Ecosystem Initiative (NEI). This report describes the procedure followed and presents the observations and the comments received related to the NEI following the information and consultations process undertaken during year 1999.

The Consultation Report enabled to better focus the major priority areas in Northern Québec and to identify a list of proposals, projects or initiatives which could be undertaken in the context of the NEI.

To give a follow-up to this report et to pursue the open-mindedness and transparent approach, we convene the stakeholders to a meeting with the objective of defining the future actions to undertake to proceed with the Initiative in Québec. We also will have to discuss about the proposals which could be undertaken during the next fiscal year. This meeting is scheduled for April 11 in Montréal . Those who wont be able to attend would have the opportunity to be linked by teleconference.

A draft agenda is in annexed . I invite you to communicate with Mr. Claude Saint-Charles (1-418-648-5675) to confirm your participation to this meeting.

Sincerely,

Albin Tremblay,
Director, Environmental Conservation

Attachments : - Consultation Report
- Draft Agenda



Canada

Environment Canada
Environmental Conservation Branch
Québec Region



Consultation Report
on the
Northern Ecosystem Initiative

PRELIMINARY VERSION

MARCH 2000

Introduction

In 1999, as part of the development process for the *Northern Ecosystem Initiative (NEI)*, Environment Canada, Québec Region initiated a series of information and consultation meetings with the main government stakeholders, Aboriginal organizations and committees set up under the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA).

This report describes the procedure followed by Environment Canada and reviews the comments and observations resulting from this consultation process.

Procedure

Between March and October 1999, Environment Canada organized a series of information and consultation meetings on the *Northern Ecosystem Initiative*. **Table 1** below lists the organizations consulted and the dates and locations of the meetings.

Table 1: Schedule of consultations

Date	Organisation	Location	Report
March 18, 1999	Federal departments	Quebec City	Yes
April 21, 1999	Federal departments	Quebec City	Yes
June 22, 1999	Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee	Montreal	
June 23, 1999	First Nations	Montreal	Yes
July 9, 1999	Kativik Environmental Advisory Committee	Montreal	
July 15, 1999	Local Cree administrators	Rouyn-Noranda	
September 23, 1999	James Bay Advisory Committee on the Environment	Val d'Or	
January, 31, 2000	Government of Quebec	Québec City	Yes

Conduct of meetings

All the meetings followed essentially the same pattern, although the agenda was adapted to suit the audience, the number of participants present and the time available. Environment Canada gave an overview of the NEI, using transparencies, which was followed by a question and discussion period to identify priorities and issues. Dockets containing various documents relating to the NEI was given to the participants for later perusal.

Meetings with federal departments

Since the first half-day meeting with federal departments was not enough to cover the subject completely, it was agreed that a second meeting should be scheduled to allow participating departments to discuss their respective northern issues and concerns.

Reports were prepared on these two meetings – see **Appendixes 1 and 2**.

Meeting with the First Nations

A one-day meeting with the representatives of the four First Nations residing in Northern Québec was held in Montreal last June. Representatives of the Cree, Naskapi, Innu and Inuit nations participated.

Official minutes of that meeting were prepared and circulated to the participants for their approval – see Appendix 3.

The participating First Nations were also invited to comment officially in writing in the months following the meeting. They have all provided comments.

In addition, at the request of the Cree Regional Authority (CRA), a presentation on the NEI was given before the local Cree environmental administrators at their annual meeting in Rouyn-Noranda in July 1999.

Meeting with the committees of the James Bay and Northern Québec Agreement

Environment Canada also had the opportunity to introduce the Initiative at regular meetings of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC), the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) and the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE).

The committees were invited to comment on the NEI in writing as well. All the committees except for the JBACE have sent us written comments.

Meeting with the Government of Québec

A meeting was held, January 31, 2000, between Environment Canada and officials of the Ministère de l'Environnement du Québec (MENV) and the Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ). A summary of the preliminary conclusions and observations obtained at that time related to the consultations process were also presented to the participants.

In general, the representatives of the Québec Government demonstrated high interest to continue the common priority setting and partnership building process. It was suggested to hold a common targetted workshop with the participation of interested individuals and organizations based on the NEI issues and with the objective to gain better understanding of each other concerns about priorities and to work together toward concertation.

It was agreed that it was worth to spend some time and effort to develop a strategy or a common plan based on the Saint-Lawrence Action Plan model.

In regard with the biodiversity issue, the MENV mentionned that it is presently working on the ecosystem description and that it already has the information to digitize the northern Québec region.

Table 2 below lists the organizations that have provided written comments on the Initiative.

Table 2: Comments received

Organization	Date	Format
Kativik Regional Government	November 5	3-page letter
Kativik Environmental Advisory Committee	August 31	Letter + 4-page appendix
Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee	November 1	2-page letter
Matimekush-Lake John Innu Nation Council	December 13	Letter + 5-page appendix
Grand Council of the Crees of Eeyou Istchee	October 22	7-page letter
Naskapi Nation of Kawawachikamach	October 12	2-page letter
James Bay Advisory Committee on the Environment		--- ---- --- ---

Summary and analysis of comments

Summarization and analysis of the comments involved two phases. As a first step, we have consolidated the comments in the form of tables.

Table 3 lists the priority elements identified by the federal departments. **Table 4** summarizes the comments received from the First Nations and the committees of the James Bay and Northern Québec Agreement.

A copy of the comments received from the different organizations consulted is provided in **Appendix 3** as background information for readers.

During the consultation process, the partners also mentioned a large number of projects, proposals and initiatives which could be supported under the NEI. We have grouped these in **Table 5**. We hope that this list will help improve understanding of the concerns and interests of the various stakeholders and thereby serve as a catalyst in developing partnerships and common proposals.

Secondly, we have identified the highlights of the consultation process as we perceived them. These are discussed in the section following the tables.

TABLE 3: FEDERAL DEPARTMENTS' ENVIRONMENTAL PRIORITIES RELATED TO NORTHERN QUÉBEC

ISSUE	PRIORITY ELEMENTS
CLIMATE CHANGE	<p>PERMAFROST SENSITIVITY TO CLIMATE CHANGE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vulnerability of infrastructures - Vulnerability of habitats and species <p>CLIMATE CHANGE INDICATOR SPECIES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Establish a species/habitat knowledge base in the north <p>CARBON RESERVOIRS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Determine the role of peat bogs in the carbon cycle and potential changes
BIODIVERSITY CONSERVATION	<p>ACQUIRE BASELINE KNOWLEDGE OF THE ENVIRONMENT</p> <p>SUSTAINED HARVEST LEVELS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Canada Goose - Sea ducks <p>INITIATIVES ARISING FROM THE OCEANS ACT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Establish marine protected areas - Integrated Coastal Zone Management
CONTAMINANTS AND TOXICS	<p>CONTAMINATED SITES IN THE NORTH</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inventory of sites - Characterization - Prioritization and action <p>LONG-RANGE TRANSPORT OF AIR POLLUTANTS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Effects on species, harvesting and human health - Mercury, local and airborne inputs
DEVELOPMENT	<p>ESTABLISHMENT OF GOOD DEVELOPMENT PRACTICES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acquire baseline knowledge of the environment - Determine the environment's carrying capacity - Establish corresponding development practices <p>ACQUISITION OF THE KNOWLEDGE REQUIRED TO EVALUATE DEVELOPMENT PROJECT PROPOSALS (Churchill Falls, mines, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquire baseline knowledge of the environment • Determine the environment's carrying capacity

Table 4: Summary of consultations with the First Nations and JBNQA committees		
The NEI itself, objectives, scope, procedure and funding		
General	In general, all the organizations support the NEI and the chosen procedure, and concur with the definition of issues (issue scan).	
	A number of representatives regret that Northern Quebec has been excluded from previous northern programs (AES, NCP) (and want the NEI to partly compensate for this omission while they are waiting for new resources or programs).	GCCEI, KRG, HFTCC
NEI objectives	Very broad, should be more specific, developed on a community scale and realistic.	KRG
NEI priorities	The four priority areas are appropriate; none should have precedence over the others.	KEAC
	The priorities should be defined more precisely. Contaminated sites should be dealt with in a separate program, under the EIIRP ¹ program of INAC. The NEI budget is not large enough to solve this problem. This will require defining the criteria and objectives for use restoration and preparing an inventory of abandoned sites.	GCCEI
	The definition of priorities should rely more on the First Nations and the knowledge of the elders.	NNK
Funding	All regret the few resources allocated, considering the magnitude of the problems and needs, but feel that the amounts available will at least allow the process to begin.	
	One organization regrets that no regional allocation has been planned.	GCCEI
Guiding principles	No one found fault with the NEI's guiding principles: capacity building and maximization of spinoffs for northern communities.	
	Some would like to see more use of traditional knowledge.	GCCEI, NNK
	Permanent, continuous access to information, its promotion and distribution, as well as training, are a major concern. Dissemination of knowledge on Northern Quebec should be an outcome.	GCCEI
NEI management and implementation		
Decision-making powers	The mandates of the national and regional steering committees are not clear, and must still be specified, but selecting proposals and allocating funds could be included, provided there are clearly defined rules to avoid conflicts of interest.	KEAC, GCCEI
	A steering or management committee for the Quebec Region should be set up, with a mandate to review proposals and the expertise to assess them.	KEAC
	Such a committee should provide balanced representation of the various partners in the program: federal government, First Nations and the JBNQA committees, Government of Quebec, universities, etc.	KEAC, GCCEI
	It might also be possible to use existing joint committees (such as the HFTCC) as management committees, or have them designate subcommittees for this purpose.	GCCEI
Proposal review and fund allocation process	The suggested call for proposals procedure – publishing a call letter and receiving proposals – has been agreed to, on the condition that the call letter is sent to all interested parties.	KEAC
	The decision-making process concerning the projects selected must be explicit, transparent and included in the call for proposals document.	KEAC
	Similarly, decisions not to accept certain proposals should be justified and conveyed in writing to the proponents.	KEAC
Funding criteria	These criteria must be precisely defined, and must accompany the call for proposals document. Some criteria are obvious (priority orientation, community involvement, proof of partnerships).	KEAC
	Certain criteria are imprecise and may be difficult to apply (e.g. attainment of measurable results, integration with an ecosystem approach, financial leverage, promotion of capacity building).	KEAC
Priorities of organizations consulted		
General	A number of organizations provided clear on priorities for action, but some felt that further discussion was necessary, either with the elders or in a joint workshop with all interested parties.	NNK, Innu, GCCEI

Consultation Report
Preliminary Version

Development impact	Review of the environmental and social impacts of development, with emphasis on hydroelectric development, particularly river diversions. Evaluation of the state of knowledge and quality of environmental monitoring over the past 25 years.	GCCEI
	Effects of development of the area around Schefferville, in the past (Inco) and future (Voisey's Bay, Churchill): Landscape disruptions and habitat losses due to mining development, then failure to maintain structures. Contribution of mine tailings to deterioration in air and water quality. Impacts of large reservoirs on habitats and animal populations. Development of the resort and outfitting facilities.	NNK, Innu
	Cumulative effects of development on northern habitats and wildlife, which are more fragile and take longer to recover.	NNK
Contaminants and toxics	Abandoned mineral exploration sites (buildings, equipment, fuels and chemicals), accessible but hidden in winter.	KRG, KEAC, GCCEI
	The proposed sequence is as follows: A pilot project on methods for inventorying and characterizing sites, then: Inventory - Characterization - Identification of those responsible - Prioritization - Clean-up implementation.	KRG
	The pilot project on methods for inventorying and characterizing mineral exploration sites in Nunavik should have been considered or should be considered as a demonstration project under the NEI.	KEAC
	Considering the magnitude of the problem of contaminated sites and the resources required, this issue should be dealt with in a separate program.	GCCEI
	The issue of mercury contamination should be looked into.	GCCEI
Climate change	Effects of climate change, past and future, on traditional activities: understand and make predictions in order to identify solutions.	NNK, Innu
Biodiversity	Protection of regional biodiversity (e.g. freshwater seals of Lac à L'Eau Claire)	KRG
Legend		
KRG	Kativik Regional Government	
HFTCC	Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee	
KEAC	Kativik Environmental Advisory Committee	
GCCEI	Grand Council of the Crees of Eeyou Istchee	
Innu	Matimekush-Lac John (Schefferville) Innu Nation Council	
NNK	Naskapi Nation of Kawawachikamach	

TABLE 5: Projects and proposals mentioned during the consultation process

Issue	Projects / proposals
Climate change	<p>Evaluation of permafrost sensitivity</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impacts on infrastructures • Impacts on plant communities, habitats and species <p>Evaluation of climate change effects on traditional activities</p> <p>Study of the avifauna as a climate change indicator</p> <p>Evaluation of the contribution of peatlands to carbon storage in northern ecosystems</p> <p>Monitoring program covering scientific, social and economic aspects</p>
Biodiversity conservation	<p>Consolidation of baseline knowledge on the environment</p> <p>Water management</p> <p>Sustained harvest level</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventories of sea duck populations • Evaluation of the Aboriginal harvest of Canada geese <p>Habitat conservation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Establishment of marine protected areas • Integrated Coastal Zone Management • Protection of Lac à l'Eau Claire and the freshwater seal population
Contaminants / toxics	<p>Clean-up of contaminated sites</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventories of contaminated sites • Characterization of sites • Prioritization of sites • Clean-up measures <p>Evaluation of atmospheric pollutants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Determination of potential sources of mercury • Evaluation of country food contamination problems • Evaluation of risks to human health • Impacts of fallout from Chernobyl • Study on the source and environmental and health impacts of dust particles at Schefferville
Impact of development	<p>Impact review of hydroelectric projects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impacts of large reservoirs on terrestrial ecosystems • Mercury • Evaluation of monitoring programs • Study of impacts of river diversions • Study of environmental and social impacts of hydroelectric development <p>Evaluation of cumulative impacts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Determine the environment's carrying capacity <p>Inventory of critical avifauna sites</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inventory of moulting sites • Inventories of shorebird staging areas <p>Evaluation of impacts of tourism, outfitting and resort facilities</p>
Information management	<p>Information summarization and dissemination</p> <ul style="list-style-type: none"> • Preparation of a state of the environment report on Eeyou Istchee • Development of an accessible database • Establishment of a traditional knowledge base

Key points related to priorities

The comments obtained from the regional consultations have been grouped under four main themes, as follows:

- Clean-up of contaminated sites
- Review of development impacts
- Knowledge acquisition and dissemination
- Participation in regional management

For each of these themes, the key points made in the comments are summarized below.

CLEAN-UP OF CONTAMINATED SITES IN THE NORTH

Site remediation in Northern Québec is the issue that was raised most often in the consultation meetings and in the comments received from ENGOs. Most if not all of the ENGOs dealt with this problem to some extent in their written comments. Moreover, this issue concerns all the regions of Northern Québec – Eeyou Istchee, Nunavik and Nitassinan.

Over the past 40 years, a large number of Northern Québec sites have become contaminated through resource exploration or resource development, as well as government and community activities. In a number of cases, these sites present potential hazards for human health and safety and for ecosystems. Two categories of sites can be distinguished:

- Clearly defined and delimited sites connected with military activities, particularly communications and transportation, and with major resource development projects. A number of such sites have been identified, and federal or other responsible agencies are currently working to implement clean-up and restoration solutions. The Innu of Schefferville and the Naskapi of Kawawachikamack mentioned the problem of abandoned mines located near their communities.
- Sites related to temporary activities, such as exploration or mapping, which have been abandoned but still contain buildings, equipment, various potentially toxic substances (fuel, acids) and waste of all kinds. Mine exploration sites make up a large part of these. The actual number of sites and the hazards they present are unknown, although the Aboriginal communities are aware of several such places and want to see concrete action taken to restore them.

A pilot project sponsored by the Kativik Regional Government (KRG) is currently being implemented to assess the performance of various inventory methods that can be used in the north. Guided by Laval University's Groupe d'étude inuit et circumpolaire (GÉTIC), it is funded by the environmental program of the EJLB Foundation. The Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) has pointed out that the research project on inventorying and characterizing abandoned mine exploration sites in Nunavik could have been considered as a pilot project under the NEI. Indeed, the project is advantageous in that it can generate regional outcomes, which could also be applied elsewhere in the North. The transfer of responsibility for restoration activities to northern communities would contribute to capacity building.

A few federal departments, among them Environment Canada, Transport Canada and Indian and Northern Affairs, are already involved in clean-up activities at contaminated sites in the north and have expressed an interest in continuing these efforts in the future in accordance with their level of responsibility for each restoration project.

All clean-up and restoration projects are already being carried out on a partnership basis by the federal, provincial and regional governments. Under current projects, Environment Canada's role consists in jointly managing the initial stages and then transferring the role of "project manager" to Aboriginal people so they can implement and complete the restoration work.

REVIEW OF ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACTS: KNOWLEDGE IS THE KEY TO PREVENTION

The issue concerning environmental and social impacts of development constituted the second most important theme raised in the consultations. This wide-ranging topic was discussed extensively at the meeting with the First Nations and is covered above all in the comments received from the Grand Council of the Crees, the Innu of Schefferville and the Naskapi Nation.

Over the past 25 years, profound changes affecting Québec's northern communities have occurred in connection with major development projects, primarily hydroelectric facilities. Other large-scale projects are currently in the study or implementation stage.

While northern ecosystems are rich in resources, both renewable and nonrenewable, they are less endowed with species than those in the south, although certain species occur in very large numbers. These ecosystems are also more fragile and slower to recover following disturbances, in addition to serving as sinks for pollutants generated in other parts of the world.

The region's remoteness, vast size, small population and recent development are the reasons for the glaring knowledge gaps related to the environment, particularly its carrying capacity in a context of sustainable development. Some JBNQA commitments specifically concern the conservation of resources, especially those harvested by Aboriginal people.

During the consultation process, the following elements in particular were highlighted:

- the impacts of hydroelectric development projects and large reservoirs on habitats and animal populations;
- the effects of river diversions;
- the cumulative effects of development on habitats and animal populations;
- the repercussions on use of the environment by northern communities.

A number of comments and observations also dealt with gaps in baseline environmental knowledge prior to the assessment of major projects.

KNOWLEDGE ACQUISITION AND DISSEMINATION

The theme of knowledge, its accessibility and the dissemination of environmental knowledge came up in the meetings and in most of the comments received. This is a theme that cuts across the four major NEI issues and certain guiding principles. Knowledge seems indispensable for capacity and skills development in the northern communities and for more enlightened decision-making on development. Greater reliance on traditional knowledge and links between traditional and scientific knowledge were also frequently mentioned during the consultations.

A review of knowledge on the effects of development was identified as the first step required (see preceding section). The establishment of a scientific and traditional knowledge base on the environment and the impacts of development represents a further step. This approach requires development of a research strategy (a list of questions on the environment which must be answered to acquire the minimum knowledge needed in order to assess the state of the environment and predict the development impacts).

The production and dissemination of information should also help to meet the access and analysis needs of all partners. Accordingly, the tools for information production (databases, GIS) and dissemination (news releases, reports, workshops, Internet site) must still be developed. The data will come from both scientific research and local or traditional knowledge, and a conceptual framework must be developed to integrate these two forms of knowledge.

PARTICIPATION IN REGIONAL MANAGEMENT

In varying degrees, all the organizations consulted wish to take part in subsequent stages of the NEI and to influence the decision-making process. This point was also discussed in the meeting with the First Nations, who feel they should participate fully in defining and managing northern priorities.

Most stakeholders acknowledged the desirability of having an NEI regional steering committee, provided that such a structure does not become unwieldy or use up meagre NEI resources. The committee's composition should ensure balanced representation and the appropriate expertise for evaluating and selecting proposals.

CONCLUSION

The objective of the NEI information and consultation process was to give the major stakeholders in the region the opportunity to express their interests and priorities with respect to Northern Québec. The consultative process has demonstrated that an initiative such as the NEI can fulfil real needs of a varied nature.

This exercise has revealed convergent interests and priority areas to focus on. In addition, the stakeholders have provided us with a list of projects and proposals, all of them very worthwhile.

Under the *Northern Ecosystem Initiative*, this consultation report represents an important step toward achieving a certain level of consensus. The next stage will involve examining all of the proposals and identifying and prioritizing those with the best potential for developing partnerships, in accordance with the guiding principles of the NEI and the available resources.

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

Minutes of the Meeting of March 18, 1999 Consultation with Federal Partners

Pavillon La Laurentienne, Room 1435
Cité universitaire
Ste. Foy, Quebec, G1K 7P4

Final Version

In attendance:

CEAA	Jacinthe Leclerc	EC	Albin Tremblay, DG ECB
CED	Michel Tremblay		Claude Saint-Charles, EAB
HRDC	Marc Gosselin		Gervais Leclair, EPB
DIAND	Suzanne Larochelle		Raymond Lemieux, CWS
	Jalal Mzali		Lucie Olivier, EPB
	Monique Martin		Gérald Vigeant, AEB
CFS	Gilles Chantal		John Haemmerli, EAB
TC-Air	Claude Bérubé		

A kit containing a copy of all the presentations was handed to all participants in the meeting. These minutes will therefore refer to these presentations without going into detail.

Opening Remarks

Albin Tremblay introduced the concept of ecosystem initiatives by taking the St. Lawrence Action Plan (SLAP) as an illustration of the intended approach and results. He then gave a brief presentation on the Northern Ecosystem Initiative (NEI), which is under the administrative responsibility of Environment Canada's Prairie and Northern Region. It is a national initiative involving all five of the Department's regions. He spoke of the convergence of environmental issues and those of concern to Aboriginal people, as well as government priorities with respect to horizontal issues, irrespective of initiatives focusing on working together to a? greater efficiency. He asked the departments represented today to consider the proposed initiative as an opportunity to work together on priority issues.

1. First presentation: NEI

Claude Saint-Charles then introduced the NEI, as described in presentation No. 1. The following points were then discussed:

The NEI budget (its size, distribution and management)

Five million dollars is the NEI's national budget. It has not as yet been officially parcelled out among the regions. Resource allocation will be done on the basis of the partnership initiatives that develop. Though the current envelope expires in 2003, we can assume that there will be a phase 2, as has been the case for other ecosystemic initiatives. The Quebec Region should be able to obtain about a 20% share of the overall NEI budget.

Conditions for participation

A financial contribution from federal departments and agencies is not a prerequisite for their involvement in setting officers and developing the Initiative. At this stage of the operation, we are seeking to implement sustainable partnership. Economic departments can certainly contribute to the success of the initiative in various ways (job creation programs from HRDC, for example).

JBNQA committees

The committees of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBACE, KEAC, HFTCC) will also be informed and consulted under this Procedure.

Criteria for evaluation of proposals

Proposals under the NEI will be evaluated by a national working group according to criteria that have yet to be developed.

2. Second presentation “Regional priorities of Environment Canada”

Environment Canada managers then presented EC's regional priorities (Presentation No. 2). Following this presentation, some concerns were raised:

Quebec involvement

As we want to involve the Quebec government in this initiative, the first priority should be to better co-ordinate and harmonize our Procedure.

Absence of certain departments

For various reasons, some invited departments could not attend the meeting. They will be kept informed and will again be invited to participate in the later stages. The Transport Canada representative confirmed that the next meeting would be attended by a Harbours and Ports Directorate representative.

General NEI framework

The federal partners were reminded at this juncture that even though the NEI is based on priorities that are set at the national level, it remains flexible enough to take into account specific regional characteristics.

Discussion

Participants recognized the usefulness and necessity of further exchanges on each department's interests and priorities with respect to Northern Quebec. It was agreed that it would be appropriate to define a common platform of objectives to be achieved before any attempt was made to apportion or combine projects between departments (where did we want to go, and how should we get there?). These objectives should be defined before meetings were held with the other blocks of potential partners. It was also agreed that federal departments concerned could participate in consultations with other partners. The theme of local autonomy was suggested as a common denominator.

Participants agreed that a new working session should be scheduled for **April 21, 1999 in Quebec City**. Environment Canada would be co-ordinating the meeting organization.

The meeting adjourned at 12:30 pm.

CSC/JH - 99/03/23

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

Minutes of the Meeting of April 21, 1999 Consultation with Federal Partners

Pavillon La Laurentienne, Room 1430
Cité universitaire
Ste. Foy, Quebec G1K 7P4

Final Version

In attendance:

HRDC	Marc Gosselin	EC	Albin Tremblay, RD / ECB
DIAND	Yves Désilets		Claude Saint-Charles, EAB
	Jalal Mzali		Madeleine Papineau, DAB
DFO	Michel Gilbert		Isabelle Ringuet, CWS
Health	Richard Carrier		Lucie Olivier, EPB
CFS	Gilles Chantal		Gérald Vigeant, AEB
TC	Claude Bérubé		John Haemmerli, EAB
			Paul Milot, DAB

Subject

This second meeting with federal partners was intended to encourage exchanges on the interests and priorities of federal departments in Northern Quebec.

It was part of a Procedure aimed at defining a common platform of objectives to be achieved before the meetings to be held with other groups of potential partners.

Presentation of issues and priorities

Claude Saint-Charles briefly recalled the framework and guidelines of the Initiative, as well as the activities and interests of the various Environment Canada directorates in Northern Quebec (a copy is attached for those who could not attend).

The representatives of each of the departments were heard from in turn.

The **Canadian Forest Service (CFS)** is not very active to the north of the boreal forest. There are, however, two tools that are useful to the Initiative, namely the forest biomass inventory (ENFOR-84) and vegetation mapping by remote sensing. CFS priorities, which are, in order, forest ecosystems, climate change and biodiversity, may be applicable to the NEI. However, the sheer size of the territory covered by the NEI restricts our latitude for applying them.

As regards the **Department of Fisheries and Oceans (DFO)**, a major oceanography research program, implemented under the Great Whale (GW) project, was completed in 1996. DFO's current activities in the North are mainly concerned with the management of, and research on, beluga populations (tracking their travel and migrations by telemetry, clarification of population status). The Maurice Lamontagne Institute, under DIAND's Northern Contaminants Program (NCP) and in co-operation with an Environment Canada researcher in Burlington, is participating in a research project on contaminants in fish and marine mammals.

Implementation of the *Oceans Act* may have repercussions on Northern Quebec, depending on the interest shown by the region's communities, and could in the medium term lead to an increased DFO presence. For purposes of implementation of the *Act*, potential locations have been scouted on the eastern shore of Hudson Bay with a view to the selection of pilot projects for the designation of marine protected areas (MPA). No area has yet been chosen within the NEI territory, however.

The other initiatives arising from the *Oceans Act* (integrated coastal zone management and the health of marine ecosystems) have not as yet been implemented by DFO in the North. The Department has no current plans to get involved in other projects, but may provide support through its presence and its knowledge of the environment.

The role of **Transport Canada (TC)** is to manage ports and airports. At the moment, TC is rationalizing its network and closing or transferring much of its infrastructure. In the north, however, airports are considered essential remote facilities and, accordingly, should not be closed, but rather transferred to the private sector. The real problem, then, relates to those sites that have been closed or abandoned in the past (list to come). These closures or decommissionings were not always done in accordance with today's environmental standards and TC has work to do on some abandoned sites. In this area, the Department relies on the co-operation of EC's Environmental Protection Branch (cf. Environment Canada's presentation).

In speaking of the programs of the **Department of Indian and Northern Affairs (DIAND)**, you need to distinguish between the regional office's programs and those carried out by Headquarters.

At the regional level, DIAND has no specific initiatives for Northern Quebec communities. Two programs that could be of interest to the NEI were mentioned: 1) a catalogue of sites on reserves that raise environmental concerns. Consultation, validation and environmental characterization are being done. Corrective action still needs to be taken on a hundred or so sites (projects being done with Cree communities and a few Naskapi ones). This program does not apply to Inuit communities because of their status as Northern villages.

DIAND's approach is to support First Nations in defending their environment and natural resources. However, application of these programs is strictly limited to the territory of the reserve proper, its lands and resources, so that not even migratory game birds could be considered in this context.

2) There is also an Indian Environmental Assistance Fund, more flexible than the preceding one, which does apply outside the territory of the reserves proper, but there are priority issues to be defined by the local communities. This program is managed by DIAND headquarters; its resources, however, are limited to a national budget of \$1.5 million.

At the national level, DIAND has general responsibility for JBNQA implementation. Yves Désilets, who sits as DIAND representative on 3 JBNQA consultative committees, is an employee of the James Bay Implementation Office.

The Northern Contaminants Program (NCP) comes under DIAND's Northern Affairs Program of the DIAND, administration of which is centralized in Ottawa. The Department's regional office, unfortunately, is unable to elaborate on this program.

The mandate of **Human Resources Development Canada (HRDC)** is to provide employment and training programs and services. The Programs and Services Directorate has responsibility for Aboriginal clients. There is also a skills development program, which corresponds to one of the NEI guidelines (information to come). So, what needs to be assessed is how certain NEI projects or activities fit with HRDC programs.

As regards **Health Canada**, discussion was mainly on the program which, in the framework of the NCP, looks at exposure to contaminants through the consumption of sea and land products. The program focuses on raising public awareness rather than bans on consumption.

This was the final presentation for the morning.

Consideration of orientations and opportunities for co-operation

In the afternoon, the discussion moved to each representative's concerns and priorities; these are summarized in the table below. There are however, a few things that need to be emphasized here.

Polluted sites are a priority for many departments (mine sites, thermal power stations, airports, warehouses...). Some departments have already inventoried the sites within their jurisdiction, while others still need to do this step. In addition, it was clear that the matter was made more complex because of the involvement of several different jurisdictions. Certainly there is a need to harmonize the clean-up measures undertaken in the field by the various organizations. A proposal was put forward for a list of polluted sites in the North (cf. table). TC, EC, DIAND, DND.

Pollution and impairment of human health through diet are also among the concerns of a number of departments, though to a lesser degree. The need to broaden partnerships and knowledge, and the possibility of obtaining access to the Northern Contaminants Program, were mentioned by a number of participants: Health, EC, DFO.

Capacity development and increased autonomy for local communities, in the context of natural resource management, the Aboriginal harvest and the settlement problems related to pollution, are a major concern for many departments, but they are not in a position to propose solutions to these issues.

Another issue of concern to most participants is development practices in line with the carrying capacity and sensitivity of Northern. Yves Désilets (DIAND) informed us that the Kativik Environmental Advisory Committee was concerned with domestic waste management and processing methods in the North.

As regards climate change, a work meeting of RENEC, the Réseau d'expertise nordique de l'Est du Canada (Eastern Canada Northern Expertise Network) was held at the same time as this one. Network members met to determine research priorities for this issue. Gérald Vigeant gave the federal partners a brief presentation on the proceedings of the meeting. See attached minutes (SUMMARY_RENEC_AVR99.doc).

Next stages

It was agreed that Environment Canada would prepare a framework document based on the day's reflections and dealing with issues, priorities and anticipated results. It was to be distributed to everyone to make possible adjustments and improvements.

This document would include an operating proposal for the rest of the process.

It was also agreed to look at whether the various existing forums could be used to make it easier to inform and consult potential partners. These include the JBNQA committees, for which Yves Désilets offered to act as facilitator, the Policy Directorate of DIAND and the Quebec government's Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA).

CSC/JH - 99/04/28

Table 1: NEI, Summary of federal concerns, 99/04/21

CLIMATE CHANGE	CONTAMINANTS AND TOXICS
<p>PERMAFROST SENSITIVITY TO CLIMATE CHANGE (vulnerability of infrastructures to climate change; vulnerability of habitats and species to climate change)</p> <p>CLIMATE CHANGE INDICATOR SPECIES Establishment of baseline knowledge of Northern species/habitats</p> <p>CARBON RESERVOIRS Role of peatlands in the carbon cycle and possible changes</p>	<p>POLLUTED SITES IN THE NORTH (parallel to the initiative on the clean-up of federal sites, in preparation):</p> <ul style="list-style-type: none"> • Draw up the list of organizations concerned • Site inventory • Characterization • Prioritization and action <p>LONG-RANGE TRANSPORT OF AIR POLLUTANTS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Effects on species, harvests and human health • Mercury, local and long distance
CONSERVATION OF THE BIODIVERSITY	LAND USE PLANNING
<p>SUSTAINED HARVEST LEVEL</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canada Goose • Sea ducks <p>INITIATIVES ARISING FROM THE <i>OCEANS ACT</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish marine protected areas • Integrated coastal zone management 	<p>ESTABLISH GOOD DEVELOPMENT PRACTICES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish baseline knowledge of the environment • Establish the environment's carrying capacity • Establish development practices accordingly <p>ESTABLISH REQUISITE KNOWLEDGE FOR ASSESSMENT OF KNOWN PRELIMINARY DEVELOPMENT PROJECTS (GW, Eastmain, Churchill Falls, Mines)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish baseline knowledge of the environment • Establish the environment's carrying capacity <p>CATALOGUE CRITICAL WILDLIFE SITES (nesting, moulting, feeding areas etc. for waterfowl and shorebirds)</p> <p>WATER MANAGEMENT</p>

Annex 3

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

**Minutes of the meeting of June 23, 1999
Consultation with the First Nations
of
Northern Québec**

Saint-Lawrence Centre
400 Place d'Youville, Montreal
7th floor, Lamontagne Room

Final

Present:

Kativik Regional Government	Michael Barrett	Env. Canada	Albin Tremblay, DR / ECD
Cree Regional Authority/GCCQ	Ginette Lajoie		Claude Saint-Charles, EAD
Naskapi	Johnny Mameamskum Josée Brunelle		Isabelle Ringuet, CWS Gervais Leclair, EPD
Mamit Innuat	Ken Rock Armand McKenzie		Lucie Olivier, EPD Gérald Vigeant, AED
Mamuitun	David Toro		John Haemmerli, EAD
Shefferville Band	Serge Ashini-Goupil		Paul Milot, Communications
DIAND	Jalal Mzali		

Object

The object of this meeting was to inform the First Nations of Northern Québec of the existence of the Northern Ecosystem Initiative (NEI) and to discuss their environmental concerns regarding NEI's priorities.

It is a follow-up to the approach developed with federal departments, which sought to establish a platform of shared priorities and activities common to all partners.

Introduction and welcome

After a word of welcome from Albin Tremblay, Regional Director of Environmental Conservation, Claude Saint-Charles, Regional Co-ordinator of the NEI, presented the Initiative, approach, policies, priorities and guiding principles. An information package with copies of the transparencies was handed to each participant.

Summary of the discussions

Many aspects of the presentation triggered interesting discussions, which have been grouped as follows:

Development and priorities of the Initiative

First Nations representatives said they were pleasantly surprised by Environment Canada's approach and openness regarding the development of the Northern Ecosystem Initiative. They would like to help define the priorities, and wonder just how far Environment Canada will go in this regard. A representative suggested that "prior" occupation of the territory by Aboriginal Peoples be included as one of NEI's guiding principles.

A number of representatives mentioned that extensive knowledge of the territory is essential in order to define priorities. In this regard, they asserted that Elders have unique knowledge of the territory and that the changes they have lived through and noticed are an invaluable source of information. This is in keeping with one of the NEI's guiding principles, which consists both in adopting the western scientific approach and consulting traditional knowledge. Consequently, having the Elders participate in the consulting process would have been highly desirable.

According to some, it would have been difficult in the past to reconcile both kinds of knowledge. It would not be a matter of incorporating one into the other, but of finding a common platform where continual exchanges could take place. Reference was made to the Ecological Monitoring and Assessment Network (EMAN), (*Réseau d'évaluation et de surveillance écologiques (RESE)*). It seems that in certain regions of the country this network had succeeded in establishing common ground for both kinds of knowledge. Regrettably, after the EMAN/RESE workshop held in February 1997 in Kuujuarapik, there had been no significant follow-up to this program, which had created expectations within the scientific and northern communities.

Aboriginal representatives also pointed out problems related to exchanging and disseminating knowledge in the North. This is especially evident in northern communities and schools, where knowledge about the North is not integrated into the programs. An honest assessment of knowledge about the North and its dissemination in northern communities would bring about positive environmental and social results.

Although everyone felt that local communities should play a determining role in defining the NEI's policies and priorities, there was disagreement over the ways to achieve this. Some members thought that Environment Canada should take charge of consulting the communities, while others thought this should be done by Aboriginal organizations.

The Kativik Regional Government representative suggested that this approach be adopted and that the objectives be presented in October and the projects in January, following approval of the objectives.

The Innu community representative from Schefferville mentioned that he would like to inform the band council and that an official position on the NEI would be communicated at a later date.

Available resources and the scope of the NEI

This point was central to discussions at the meeting. Everyone felt and regretted that the sums allocated to the NEI were minimal in relation to the environmental problems in the North. The scope of the NEI (in terms of territory) was deemed disproportionate to available resources. Actual available sums totalled no more than a few hundred thousand dollars per year for all Québec regional partners.

There are many priorities and very few resources. Everyone agreed that the projects should be brought to a more human level in keeping with community expectations. On this scale, it would be very likely that each group would have different priorities. Some members set forth the possibility of opting for leverage or becoming affiliated with other programs or initiatives.

The general impression was that available resources were no match for the environmental problems in the North. Compared to other northern programs and projects (Hydro-Québec/Cree Mercury Agreement, the Environmental Impact Study on the Great Whale Project, the Labrador Institute, etc.), the NEI's resources are very modest.

Given these conditions, it would be hard to find unifying projects that would match available resources. Some members then suggested promoting small high-benefit projects that could be developed at a later stage.

Initiative management and partnership

Concerning management of the Initiative, participants do support the concept of a steering committee as long as it did not use up resources earmarked for projects. It was argued that NEI administration, management and co-ordination costs should not exceed those of the projects themselves. Everyone agreed that the First Nations should fully participate to the definition and the management of the priorities in the North.

According to the Kativik Regional Government representative, existing regional bodies should manage the projects with their own mechanisms, as they are doing for federal programs in Nunavik. He stated that locally managed small-scale projects produce the best results. This is currently the case for local improvement projects for the Arctic char habitat and other labour-intensive rehabilitation projects for contaminated sites. He saw a need for projects phased over three to five years.

The representatives of the Naskapi felt that the model of the Institute for Environmental Monitoring and Research, which is based on independent remote work groups whose leaders report to the steering committee, would allow maximum use of resources. They explained that the mechanisms put forth in the Agreement constituted a good approach, the letter and spirit of which should be respected.

The Cree Regional Authority representative stated that the JBNQA advisory committees were forums that could be used to help co-ordinate projects and programs.

For Environment Canada, irrespective of the availability of resources, the NEI provided an opportunity to:

- work together more closely and effectively;
- make choices and set priorities;
- participate in decision making.

To accomplish this, Environment Canada would build on the NEI's development potential and on strong participation from partners.

Concerns, problems and projects

First, everyone felt that the NEI's four major priorities were broad enough to include all concerns. According to the Innu, development is a threat to all Aboriginal groups and could be a unifying theme. Site clean-up was also a common concern of the groups present. Caribou management was equally mentioned as a topical concern for all groups.

Another concern reported as being of general interest for Northern Québec and about which we have only elementary information is the diversion of rivers, which is usually monitored solely by the developer. This issue would have scientific implications and could draw upon traditional knowledge and the participation of Elders.

More precisely, the concerns brought up by the Innu had to do with:

- NATO military flights;
- the Schefferville mines and the Churchill Falls project;
mining and hydroelectric development have a serious impact on lifestyle, resulting in loss of access to the territory, possible effects on traditional harvesting and changes in diet. Environmental problems are at least as important in the North as in the South, if not more so (wider impact on the people). Resources play a greater role than that of supplying the necessities of life; the culture is also affected;
- lack of resources (nations not covered by agreements) and inherited problems caused by developers from outside the territory.

The Inuit's concerns were related to the following elements:

- the effects of isostatic rebound on rivers containing Arctic char and on navigation;
- contamination from abandoned federal sites, the Killiniq weather station;
- toxic substances generated by exploration and mining activities;
an estimated 60 sites, which are further contaminated by local or community activities (diesel) and hunting camps.

The Naskapi topics were related to:

- climatic change (there are studies by McGill University on the Schefferville region);
- the effects of development around Schefferville, craters and mine tailings;
- the snow goose population explosion.

The Cree felt that special weight should be given to the following aspects:

- finding different ways of doing things, which are in keeping with the northern context [(avoiding repeating past mistakes (contamination))];
- making an honest assessment of our knowledge: diversion of rivers, sea grass, brant goose, etc.;
- clean-up work: Aboriginal people should not have to pay clean-up costs (relations with northern developers).

Coming activities

The purpose of the June meeting was to introduce the NEI to the First Nations and obtain their initial opinion on the policies and priorities. Environment Canada asked participants to submit their official comments on the approach to the Department in the weeks ahead and inform it of their interest in taking part.

Environment Canada will consolidate these comments and take them into account during NEI's later phases.

An Innu representative suggested that EC hold its next meeting in Schefferville next September and invite the Elders to participate. The invitation to hold the meeting on the territory and encourage the Elders to participate was welcomed with interest by Environment Canada.

The meeting closed at 3:45 p.m.

Prepared by John Haemmerli and Claude Saint-Charles.

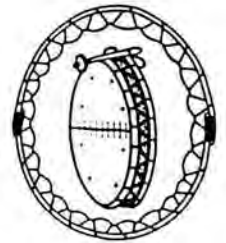


G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay

October 22, 1999

Page Three



C.R.A.
A.R.C.

The events of the last 25 years have caused profound impacts to the heart of Cree society. The environmental and social impacts of the mega hydroelectric projects are still felt and it would be wrong to believe that we know enough about these impacts and how to mitigate them. What have we learned from the environmental monitoring studies conducted so far? What do we know about the impacts of river diversions? These are still current and valid questions.

Taking into account the proposed initiative on one hand and the allocated five-year budget on the other, the GCCEI/CRA is of the opinion that the focus should be on one major issue: the environmental and social impacts of hydroelectric development. This wide and complex issue can be approached of course from different angles. We could start by asking ourselves what is the state of our knowledge? What is the current system of environmental monitoring of the aquatic environment? What is the federal involvement? What plan of action should be devised?

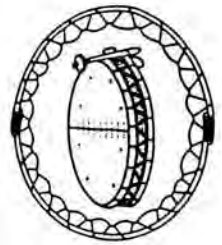
One common thread underlies these questions. Our organization is deeply concerned with the overwhelming presence of one major proponent in the north which also has the responsibility of monitoring the environmental conditions of the ecosystems. Since Hydro Quebec acts as both judge and jury regarding its own actions, we feel the participation of more independent bodies is necessary. The direct involvement of government agencies and of research institutes or university research groups should be promoted. There must be a free flow of information regarding the territory and free access to data and information. The recent hearings on water management held in northern Québec emphasized this problem and it was clearly demonstrated that government agencies were lagging behind. There is no government operated water quality monitoring network in the north. All studies related to mercury are conducted by Hydro Quebec and are being carried out within a very specific focus.

Open and unbiased environmental monitoring is the only way to ensure that we can develop proper baseline knowledge of the environment and thus contribute to the strengthening of co-management boards instituted by the JBNQA and improve our ability to make better decisions. It is most urgent that we develop a common and unbiased understanding of the state of the environment in Eeyou Istchee. It is our opinion that the federal and provincial governments did not provide the necessary level of details in their respective reports on the state of the environment for our region. Such an important gap must be filled.



G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay
October 22, 1999
Page Five



C.R.A.
A.R.C.

The Evaluating Committee established under section 22 of the JBNQA of which the Government of Canada is a member, is still waiting for a reply from the proponent regarding the details of this project. The Evaluating Committee was particularly concerned with the assessment carried out at the Cape Jones site. It is our opinion that a formal and comprehensive environmental site characterization is necessary at this site. This is well beyond the current proposed scope being considered in the KRG project.

The inventory of abandoned and undecommissioned mining sites should also fall under this separate or distinct program. There are a number of former exploration camps in Eeyou Istchee that will require a clean up but the actual systematic survey of their locations is yet to be initiated. The Cree Trappers Association of each Cree community should be considered as the prime source of information regarding such an inventory as was done in the case of the former Hydro Quebec exploration camps in 1998 and 1999.

4. Guiding Principles

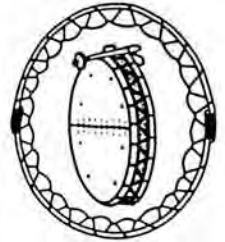
The GCCEI/CRA support the principle that the NEI projects be designed with capacity building and maximization of spin-off to the northern communities in mind. These principles have been followed in previous projects between the CRA and the Government of Canada. The groundwater monitoring network that we maintain at contaminated sites and at all solid waste management sites in the Cree communities is operated by the nine Cree Local Environment Administrators. They still rely however on outside laboratories for sample analysis and for detailed interpretation of results. Capacity building and maximization of spin-offs were also promoted over the years with the proponents of development projects in the region on the basis of rights and obligations contained in the JBNQA.

The importance of traditional ecological knowledge should be another principle guiding the design of NEI projects. To date, very little consideration has been given to traditional knowledge in the different decision-making processes established under the Agreement. In this regard, the CRA and three (3) Cree communities are currently developing a joint research project with INRS Culture et Société regarding traditional knowledge and the institutions established under the JBNQA. We would of course be interested in combining funds from the NEI with those of the research project funding program. The recent review of the Waskaganish road impact statement will provide some background to the study on the role of traditional knowledge both in the project design and in its environmental assessment.



G.C.C.E.I.

Letter to Albin Tremblay
October 22, 1999
Page Seven



C.R.A.
A.R.C.

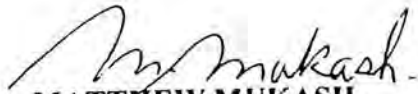
We do not have a definite view of what should be the role and mandate of this NEI advisory board or the HFTCC sub-committee on the NEI. Fund allocation and project selection could be a mandate to consider but clear rules must be established first to avoid potential conflict of interest situations.

7. Conclusion

The first priority to be addressed by the NEI in the first five years of the program should be **the impact of development in the north**. Considering the geographical area covered by the NEI, i.e.: north of the boreal forest, it is obvious that **hydroelectric development** should be the focus. A sub-set of priorities should then be established through a one-day joint workshop be attended by research institutions, proponents, civil servants involved in research programs and First Nations organizations. The **mercury issue** deserves serious consideration as one of these priorities.

Sincerely yours,

**GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYOU
ISTCHEE)/CREE REGIONAL AUTHORITY**


MATTHEW MUKASH
Deputy Grand Chief/Vice-Chairman

c.c. ~~Claude Saint-Charles~~, Environment Canada
Willie Iserhoff, Director
Ginette Lajoie, Environment Coordinator/Analyst
All Cree Local Environment Administrators

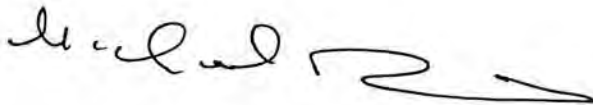
still exist and ensuring a clean up is begun on the most hazardous of the abandoned mining exploration sites.

A second objective for the program in Nunavik might be for projects designed to protect the bio-diversity of the region. Areas such as Lac a l'eau claire with its population of fresh water seals, would be in this category.

We would suggest that a steering committee composed of representatives from the KRG, Makivik and Environment Canada be formed to finalise the objectives, prepare program announcements and to the review the project applications.

We look forward to meeting and discussing this further with you.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michael Barrett', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Michael Barrett
Co-ordinator, Special Projects

c.c. Sandy Gordon
Department Head



Conseil de la Nation Innu Matimekush - Lac John

C.P. 1390, Schefferville (Québec) G0G 2T0 • Tél. : (418) 585-2601 • Fax : (418) 585-3856

Schefferville, le 13 décembre 1999

Monsieur Claude St-Charles
Chef, Évaluations environnementales
Environnement Canada
1141, Route de l'Église, 8^{ième} étage C.P. 10 100
Sainte-Foy, Québec G1V 4H5

Objet : Projet de l'Initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Nous vous faisons part aujourd'hui de notre position concernant le projet de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* que vous avez présenté aux membres des Premières Nations en juin dernier à Montréal.

Nous étions ravis que le gouvernement fédéral ajoute cette nouvelle initiative aux autres existantes. Déjà dans le passé, à diverses tribunes, nous avons manifesté nos préoccupations concernant diverses problématiques environnementales. Les priorités proposées dans l'*Initiative* (référence : document d'information) que votre ministère avaient établies comme prémisses à des discussions avec les Premières Nations, nous semblaient intéressantes. En effet, ces quatre priorités (les changements climatiques, les contaminants et les substances toxiques, la biodiversité et les effets des grands projets de développement) peuvent être appliquées soit d'une façon locale et très concrète pour notre communauté (projets miniers et hydroélectriques) ou soit régionale et nationale quant aux préoccupations climatiques et de biodiversité.

Notre population est directement concernée par ces grandes questions. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui disponibles à travailler de concert avec votre organisme pour définir ensemble cet enjeu primordial pour le futur de notre Nation.

Nous vous présentons en annexe un premier document exprimant nos attentes et intérêts ainsi que nos préoccupations face aux objectifs de l'*Initiative des écosystèmes nordiques*.

Nous espérons que notre positionnement et nos préoccupations seront pris en compte par votre ministère. Il ne faut surtout pas rater l'occasion qui se présente car trop de fois dans le passé, notre communauté a été soit négligée, oubliée ou tout simplement ignorée. Nous croyons fortement que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* et les projets qui pourraient en résulter seront bénéfiques pour les membres de notre communauté. Plein de projets qui pourraient améliorer sensiblement notre environnement naturel et humain sont envisageables dans le futur.

C'est pour ces raisons que nous sommes disposés à nous associer à votre démarche et nous espérons que celle-ci sera réalisée dans un respect et un esprit de partenariat véritable.

Recevez, Monsieur, mes meilleures salutations.


Jacques Gauthier, chef

Méthodologie de travail

Le présent document est divisé en quatre parties. Dans un premier temps, la Nation Innu Matimekush Lac-John est présentée et sa situation est définie brièvement.

La deuxième section présente une description générale de la région, dont les principales affectations et utilisations du territoire par les Innus.

L'utilisation et l'exploitation du territoire par les non-autochtones, ainsi que leurs impacts sur la population régionale autochtone vient meubler sommairement la troisième partie.

Enfin, la quatrième partie propose nos attentes et intérêts ainsi que nos préoccupations face aux objectifs de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*. Nous répondons d'une façon générale aux questions qui nous ont été acheminées.

1. Introduction

La Nation Innu Matimekush Lac-John est la communauté innue du Québec la plus au nord. Elle est située à 510 km au nord de Sept-Îles, à proximité de Schefferville. Elle est également située à l'extrémité nord du Nitassinan, territoire traditionnel des Innus. La population de Matimekush Lac-John vit surtout de chasse et de pêche et a conservé ses traditions bien vivantes. La communauté est constituée d'une population de 736 personnes. L'innue, langue première et le français, langue seconde sont utilisées couramment.

Un village naskapi, Kawawachikamach est établi depuis 1982 à environ une quinzaine de kilomètres du centre-ville de Schefferville près du lac Matemace. Sa population était de 526 personnes en 1995.

2. Description générale

Par sa localisation géographique, la région fait partie de la zone subarctique. La végétation en est une de toundra forestière et les forêts occupent les vallées et les dépressions. Le vent est le facteur dominant dans la répartition du couvert végétal. Les sommets exposés au vent sont donc recouverts de plantes de toundra, alors que les zones basses, à l'abri du vent, sont recouvertes de forêts et de bosquets d'arbres. Le mélèze, l'épinette, le sapin et le bouleau sont les principales espèces d'arbres qui composent la forêt subarctique.

Il est important de mentionner que, du point de vue géologique, la région de Schefferville est située dans la Fosse du Labrador, un géosynclinal formé de roches métasédimentaires traversant une partie de l'est du Nouveau-Québec et l'ouest du Labrador dans un axe NNO-SSE. C'est précisément à l'intérieur de cette dépression que se trouvent les sites de minerai de fer de la Iron Ore Company of Canada. Par sa grande abondance, l'eau présente un intérêt majeur et forme un réseau complexe de rivières et de lacs. Les poissons sont intéressants pour leur taille et leur abondance. Les castors, martes, renards, loups, etc., sont présents dans la région et la qualité de leur fourrure est très bonne à cause du froid. Le caribou représente un attrait sportif pour les chasseurs ainsi qu'une ressource très importante pour la population autochtone.

Les grandes lignes de ce nouveau projet consistent à développer un projet en trois composantes. La première se traduit par un gain en énergie réalisable par le détournement de la rivière Romaine en Minganie. La deuxième composante consiste en la construction d'une nouvelle centrale de 2250 MW à Gull Island. Finalement, l'intégration de lignes et postes supplémentaires pour le transport de cette nouvelle énergie vient définir la troisième composante. Ces trois projets, qui représentent des investissements de l'ordre de 6,6 milliards de dollars sur une période de près de 10 ans, permettront aux deux entreprises d'augmenter leur production d'électricité afin de mieux desservir leurs marchés locaux respectifs ainsi que le marché nord-américain. D'importants impacts environnementaux découleront de ces travaux. L'inondation de terres autochtones ainsi que la perte d'habitats sont à prévoir. La présence de nombreux travailleurs augmentera considérablement les impacts négatifs sur la faune et la flore et les divers travaux auront certainement des impacts sur la migration des caribous.

4. Recommandations et préoccupations

Cette section présente les préoccupations, attentes et intérêts face aux objectifs de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* présentée par Environnement Canada. Nous ne répondons pas directement aux questions qui nous ont été acheminées, mais nous essayons d'apporter une réflexion globale quant à cette nouvelle démarche du gouvernement fédéral. Nous sommes d'accord de travailler de concert avec le ministère quant au processus d'élaboration de l'*Initiative des écosystèmes nordiques*. Comme indiqué dans la section 3, plusieurs projets ont déjà eu des implications majeures pour l'écosystème, le milieu naturel et humain de notre région et nous croyons que cette nouvelle *Initiative* pourrait apporter des avenues de solution.

Tous les milieux qu'ils soient scientifiques, gouvernementaux ou privés sont aujourd'hui conscient de la fragilité des écosystèmes nordiques. Pourtant, nos aînés nous ont toujours mentionné que des impacts négatifs résulteraient de ces divers développements. Encore aujourd'hui, leurs connaissances traditionnelles ne sont pas encore prises en compte d'une façon systématique. Nous aurions préféré que les objectifs qui sont derrière l'*Initiative des écosystèmes nordiques* soient pris en considération bien avant aujourd'hui. Entre autres, quels auraient été les impacts positifs si les connaissances traditionnelles des aînés et spécialistes autochtones avaient été retenus avant l'implantation des divers projets de développement dans le nord? Le développement des terres de notre région par une multinationale (IOC) durant 30 ans aurait-il eu les impacts actuels si nos leaders avaient été consultés? Et qu'en est-il des caribous et des outardes qui n'ont plus les mêmes habitudes de migration? Ce genre de questions, les gens de notre nation se les posent continuellement.

Nous espérons que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourra nous permettre d'y répondre et développer ensemble des stratégies quant à l'amélioration de l'écosystème de notre région. Bien que la problématique soulevée par la présente *Initiative* soit nationale, nous voulons vous faire-part que la région de Schefferville pourrait être à elle seule une zone témoin ou une région pilote quant à d'éventuels projets. En effet, les quatre secteurs prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* peuvent être appliqués directement et localement pour la région de Schefferville. Nous exprimons brièvement comment chacun des secteurs pourrait être abordé pour la nation Innu de Schefferville.

- **La biodiversité :** Schefferville est situé à la tête de deux importants bassin versant. Sa topographie, sa végétation et la présence de diverses espèces d'animaux et plantes en font une région particulièrement intéressante pour de la protection ou la poursuite d'études spécifiques. Déjà, plusieurs travaux de recherches, géologiques ou universitaires ont été réalisés dans ce secteur. Une synthèse de ces informations et une diffusion à l'ensemble des intervenants pourraient être bénéfiques.

ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᐱᑦ ᐃᓯᐱᑦ ᓴᓕᐅᓂᓯᓯᑦ ᑲᑎᐱᓯᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

Le 31 août 1999

Monsieur Claude Saint-Charles
Chef, Évaluations environnementales
Environnement Canada
Direction de la conservation de l'environnement
Division des évaluations environnementales
Case postale 10000
Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

OBJET : Initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Suite à votre présentation portant sur l'objet cité en titre et qui fut effectuée lors de la 81^e réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik, qui s'est tenue à Montréal le 9 juillet dernier, vous trouverez sous pli les commentaires du CCEK sur ce projet.

Préparée pour le CCEK par Dr. Gérard Duhaime, les membres du Comité ont unanimement approuvé ce document lors d'un appel conférence qui s'est tenu le 24 août dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Michael O'Neill
Secrétaire exécutif

\\evalenv\idusdi02\ccek\let\st-charlesc-mo-ecosystemes.doc

150, boul. René-Lévesque Est
8^e étage, boîte 97
Québec (Québec) G1R 4Y1

Tél. : (418) 528-7353
Fax. : (418) 646-0266



Ce papier contient 50 % de fibres recyclées, dont 20 % de postconsommation.

1. **Objet :** Le présent avis fait suite à la demande acheminée par M. Claude St-Charles, chef des évaluations environnementales à la direction des Affaires ministérielles au ministère Environnement Canada, au Comité consultatif de l'environnement Kativik lors de sa réunion du 9 juillet 1999 à Montréal. À cette occasion, M. St-Charles a présenté aux membres les grandes lignes de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*, initiée par Environnement Canada, et a demandé au Comité consultatif de l'environnement Kativik son avis sur l'ensemble de *l'Initiative*.
2. **Appui de principe :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie très fortement *l'Initiative des écosystèmes nordiques*. Il estime qu'il s'agit d'une initiative majeure, qu'elle correspond à une impérieuse nécessité, et qu'elle est susceptible de répondre de manière appropriée à d'importants besoins. En effet, les problèmes environnementaux affectant le Nord sont extrêmement importants, ils sont d'une complexité requérant un effort de recherche de grande envergure, interdisciplinaire, et de longue haleine.
3. **Axe prioritaire de *l'Initiative des écosystèmes nordiques* :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik estime que les axes prioritaires de *l'Initiative des écosystèmes nordiques* sont appropriés. Ils correspondent également à des priorités de recherche et d'action au nord du 55^e parallèle. Le comité insiste pour que, dans la procédure de sélection des projets qui seront présentés aux fins de financement, *l'Initiative des écosystèmes nordiques* considère sur un pied d'égalité chacun de ces axes prioritaires. Dans la présentation de M. St-Charles, les axes sont présentés selon la séquence suivante : changements climatiques, substances toxiques et contaminants, maintien de la biodiversité, impacts du développement dans le Nord. Le comité considère que les projets présentés concernant les changements climatiques ne devraient pas avoir priorité sur les autres aux fins de financement; que les projets sur les changements climatiques et les substances toxiques ne devraient pas avoir priorité sur ceux concernant la biodiversité et l'impact du développement; et ainsi de suite. Le comité recommande que tous les projets portant sur un *ou* l'autre des axes prioritaires soient reçus et évalués ensuite à son mérite. D'autre part, le Comité est d'avis que les priorités identifiées correspondent aux compétences fédérales et il suggère que l'on tienne compte des priorités des autres partenaires au moment de la sélection des projets.
4. **La démarche.** En autant qu'il puisse en juger, le Comité reconnaît que la démarche utilisée jusqu'ici par *l'Initiative des écosystèmes nordiques* est appropriée. Le Comité appuie les tentatives de *l'Initiative* pour réunir le plus grand nombre d'intéressés.
5. **Principes directeurs.** Le Comité entérine les principes directeurs de *l'Initiative*, notamment l'établissement du partenariat, la mise en commun des ressources et la contribution à de meilleures prises de décisions. Le Comité reconnaît le bien-fondé des principes directeurs concernant le développement des capacités et

gouvernemental à Environnement Canada. Le Comité comprendrait qu'Environnement Canada veuille se réserver la décision finale; toutefois, il incite très fortement l'*Initiative des écosystèmes nordiques* à rendre explicite et connue la procédure exacte de prises de décision au moment de l'appel des propositions.

- 11 **Comité directeur.** Le Comité reconnaît le bien-fondé de mettre sur pied un comité directeur pour la région du Québec, dont le mandat serait d'étudier les propositions. Le Comité croit toutefois que le comité directeur pour la région du Québec ne devrait pas établir de priorités spécifiques, à moins que ces priorités ne soient rendues explicites et connues lors de l'appel des propositions. Dans le cas contraire, les axes prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* devraient s'appliquer. De plus, le Comité recommande que la composition du comité directeur pour la région du Québec permette une représentation équilibrée des différents partenaires concernés par le programme : gouvernement fédéral, Premières Nations et comité de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, gouvernement du Québec, universités, entreprises. Toutefois, une représentation équilibrée ne met pas à l'abri un comité directeur des intérêts politiques du moment, susceptibles d'influencer la prise de décision. C'est pourquoi le Comité consultatif de l'environnement Kativik recommande premièrement, qu'au sein du comité directeur, une expertise appropriée pour juger les projets de recherche soit présente; deuxièmement, que les décisions prises par le comité directeur, pour recommander ou non les propositions qui lui seront présentées soient communiquées par écrit et justifiées, au proposeur. Sans une procédure explicite, et des justifications claires des décisions prises par un comité multipartite, l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourrait être discréditée. Comme le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie l'*Initiative des écosystèmes nordiques*, il recommande très fortement qu'une procédure de ce type soit prévue afin de préserver la crédibilité du programme.
- 12 **Priorités fédérales. Région du Québec.** Le Comité comprend que le texte présenté par M. St-Charles est l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales, et il reconnaît que cet effort d'adaptation est valable. Cependant, le Comité insiste pour que l'adaptation réalisée ne soit pas exclusive, c'est-à-dire que des propositions ne soient pas exclues parce qu'elles ne correspondraient pas étroitement à l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales. De l'avis du comité, tous les projets correspondant aux priorités fédérales devaient être reçues et jugées à leur mérite. De plus, le Comité insiste pour que la priorité concernant le développement soit entendue d'une façon large plutôt que restrictive. Le Comité recommande que, si l'adaptation pour la région du Québec des priorités fédérales était maintenue, les textes explicitant cette adaptation soient publiés en même temps que l'appel des propositions, et connus des organisations qui prépareront des propositions.



Comité conjoint de chasse,
de pêche et de piégeage
Hunting, Fishing and Trapping
Coordinating Committee

Le 1^{er} novembre 1999

Monsieur Claude Saint-Charles
Chef des évaluations environnementales
Ministère de l'Environnement du Canada
1141, route de l'Église
Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

Objet : L'initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Au nom du Comité conjoint, je vous remercie de la communication sur l'initiative citée en rubrique que vous nous avez livrée dans le cadre de la réunion du comité tenue à Lachine les 22-23 juin derniers.

Nous souscrivons à votre définition des enjeux ainsi qu'aux priorités (changements climatiques, biodiversité, contaminants et substances toxiques et effets des grands projets de développement) de l'initiative. Le Nord est un milieu biophysique particulièrement sensible dont la préservation revêt pour ses habitants une très grande importance sur le plan tant de leur épanouissement culturel et social axé notamment sur l'exploitation de subsistance, qu'à celui de leur développement économique.

De ce point de vue, l'Initiative poursuit des buts louables, mais nous estimons qu'elle ne remplace nullement les programmes antérieurs comme la Stratégie de l'environnement arctique et son pendant, le Programme des contaminants nordiques, faute d'un budget adéquat. En effet, vu les lacunes de notre connaissance des écosystèmes nordiques, il est probable qu'il faudra déployer dans certains domaines des efforts importants juste pour mieux cerner et documenter la problématique en jeu et pour inventorier les besoins. Nous croyons par conséquent qu'un programme distinct et doté d'un financement qui permette de s'attaquer sérieusement aux priorités identifiées devrait être mis sur pied. D'ici là, l'Initiative des écosystèmes nordiques pourrait servir de mesure transitoire dont les ressources seraient consacrées à la réalisation des propositions qu'Environnement Canada recevrait des organismes intéressés, notamment autochtones.

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

ENVIRONMENT CANADA

Environmental Conservation Branch
Québec Region

June 23, 1999

Objective of Meeting

- Information about the NEI
- Consultation on development of the NEI

Purpose of Consultation

- Discuss environmental interests, priorities and activities in Northern Quebec
- Identify common issues and priorities
- Establish a consensus on priorities
- Secure the contribution of various stakeholders
- Initiate implementation of the NEI in partnership
- Discuss options of managing the NEI

Approach

Federal Government (DIAND, DFO, HC, HRDC, CED, TC, FC)

First Nations and JBNQA Committees

Québec Government

Others (Universities, Industry, NGOs, etc)

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

Initiated by Environment Canada

One of EC's six major ecosystem initiatives

National in scope - adaptable to regional realities

Partnership-based approach

Based on federal environmental priorities

NEI Priorities

- climate change
- toxic substances and contaminants
- maintaining biodiversity
- the impact of development in the North



The NEI in Quebec

- North of the boreal forest
- Almost half the area of Quebec



NEI Guiding Principles

- Establish a sustainable partnership
- Share resources
- Encourage skills development
- Contribute to better decision making
- Combine traditional knowledge with the scientific approach

“Ecosystem” Envelope

Budgetary Allocations (December 1997)

	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	TOTAL
ACAP	1.3	1.3	1.7	2.0	2.0	8.3
SLAP	5.9	5.6	5.6	5.2	5.2	27.5
GLAP	12.6	12.6	12.1	10.0	10.0	57.3
FRAP	4.0	4.0	4.1	4.7	4.9	21.7
NEI	0.2	0.5	0.5	1.6	2.0	4.8
NREI	0.5	0.5	0.5	1.0	0.4	2.9
TOTAL	24.5	24.5	24.5	24.5	24.5	

NEI Resources (Phase 1)

- 98-99: 200 K
- 99-00: 500 K
- 00-01: 500 K
- 01-02: 1.6 M
- 02-03: 2 M
- Total 4.8 M / 5 years

NEI STATUS

- Year 1 (1998-99) (200 K)
 - Administration, planif. developmental stage.
- Year 2 (1999-00) (500 K)
 - Partnership development (national, regional level)
 - Demonstration projects based on existing partnership (Quick start)
- Year 3 (2000-01) (500 K)
 - Operational stage / proposals submissions

Funding Allocation Process (yr 3 / 2000-01)

Call letter (dec. 99 / jan. 2000)

Proposals submissions / Partnership Initiative Plan

Funding Criteria (drafting stage)

- address priority issues
- provide measurable results
- communities involvement
- integrate ecosystem approach
- evidence of partnership
- leverage of external resources
- support capacity building

NEI Status

■ Partnerships in development

- ◆ National initiatives
 - Climate change
 - Cumulative impacts
 - Decline of sea ducks

- ◆ Regional initiatives

- Quebec
- Labrador

■ Quick start projects (existing partnerships)

- TEK - Labrador
- Q-Links
- Overpopulation of Snow Geese
- Drying of wetlands

Management of the NEI

National Working Committee (EC/ P&N Region)

Regional Working Committee (EC / Qc Region)

Steering Committee / Québec Region (to be discussed)

Summary

- A large-scale initiative involving a broad range of environmental concerns
- Partnership-based initiative
- Resources allocated are modest but can be combined with other programs or funds
- Open management approach

O'Neill, Michael

De: Haemmerli, John [SteFoy] [John.Haemmerli@EC.GC.CA]
Envoyé: 22 novembre, 1999 14:13
À: Arlin Hackman; Barry Jeffrey; Bas Cleary; Benoit Godin; Benoit Taillon; Billy Robin; Bruce Stewart; Carl Schulze; Dave Rosenberg; David Pasho; Don Russell; Duncan Smith; Emery Paquin; Francois Rainville; Gail Gruben; Gary Anka; Ginette Lajoie; Heidi Klein; Ian Church; Ivan Rafuse; Jacinthe Leclerc; Jim Johnston; Julie Dahl; Kate Hearn; Kevin McCormick; Kevin O'Reilly; Larry Aknavigak; Louis Lapierre; Lynda Graf; Lynn Peplinski; Michael Barret; Michael O'Neill; Michael Robinson; Michel Gilbert; Michel Tatlock; Mike Webster; Nik Lopoukhine; Paul Scott; Paula Hughson; Robert.Charlie; Scott Nickels; Scott Williams; Serge Ashini Goupil; Stas Olpinski; Steve Langdon; Steven Bigras; Ted Osmond-Jones
Cc: Saint-Charles, Claude [SteFoy]; Val, Erik [Yel]; 'cnichols@gov.nu.ca'; 'emckenna@gov.nu.ca'; 'satkinson@gov.nu.ca'; 'gmackay@gov.nu.ca'; 'bmacisaac@gov.nu.ca'

Greetings Everyone,

A month ago, I sent you a request for your input to the Northern Ecosystem Initiative (NEI), more precisely to the " impacts of development " issue scan. Several individuals already provided an input, while a few others told me that they were currently working at it, and I thank them very much for that.

Your interests and expectations, activities, concerns and priorities regarding the impacts of development throughout the North are still of prime importance to the development of the Northern Ecosystem initiative. Any comment is welcome. To help you understand our information needs, a questionnaire was provided with the initial inquiry. The questions, which are far from being exhaustive, were presented as guidelines only, and there was no obligation to specifically answer any of them. They were rather designed to feed the reflection about the issue, reflection leading to the definition of concerns and priorities to work on within the NEI framework. If not already done, could you please let me know if you are still interested in providing an input to the " impacts of development " issue scan.

Thank You

Bonjour à vous tous,

Il y a un peu plus d'un mois, je vous envoyais une demande de contribution à la définition d'un enjeu de l'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN), soit les impacts du développement.

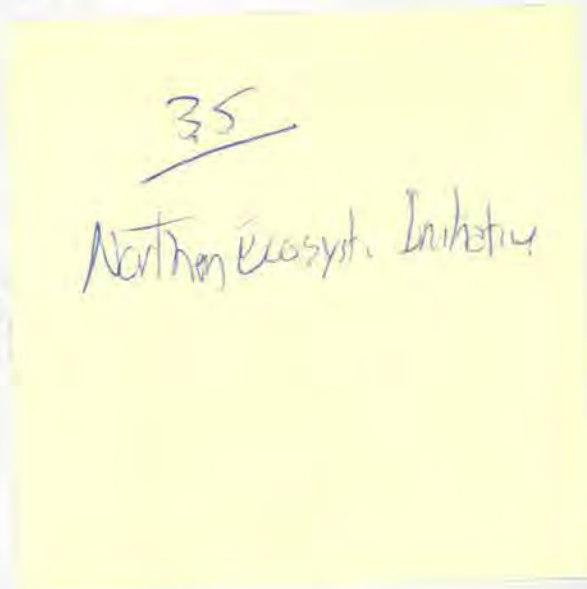
Plusieurs d'entre vous m'ont déjà répondu, ou m'ont averti qu'ils étaient en train de le faire, et je les en remercie bien sincèrement.

Pour les autres, vos intérêts, vos attentes, vos activités, vos préoccupations et vos priorités en ce qui concerne les impacts du développement dans le nord sont toujours d'un intérêt de première importance pour le développement de l'IEN. Tout commentaire serait bienvenu. Pour tenter de cerner le genre et le niveau de l'information recherchée, un tableau/questionnaire avait été joint à la demande, mais il n'y a aucune obligation de répondre spécifiquement à une ou à toutes les questions du tableau 1. Elles étaient plutôt destinées à guider la réflexion vers la définition des préoccupations et des priorités de l'IEN en ce qui a trait aux impacts du développement.

Si ce n'est déjà fait, pouvez-vous me laisser savoir si vous êtes toujours intéressé (e) à contribuer à la définition de l'enjeu portant sur les impacts du développement.

Merci beaucoup

John Haemmerli, Analyste

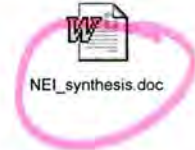
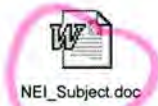


Environnement Canada, région du Québec
Division des évaluations environnementales
Tél: 418-649-6419
Fax: 418-649-6030
Email: john.haemmerli@ec.gc.ca

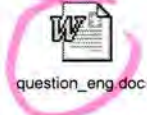
44) 573-4494

O'Neill, Michael

De: Haemmerli, John [SteFoy] [John.Haemmerli@EC.GC.CA]
Envoyé: 14 octobre, 1999 15:49
À: 'michael.oneill@mef.gouv.qc.ca'
Objet: IEN, Definition de l'enjeu "impacts du développement"



problem →



M. O'Neill,

Tel que convenu lors de notre téléphone de ce matin, vous trouverez ci-joint la demande d'information relative à la définition de l'enjeu "Impacts du développement", destinée à la CQEK. Plus spécifiquement, vous trouverez:

- * Dans le premier fichier, une courte présentation de l'objet de la demande,
- * dans le second, la fiche synthèse présentant l'initiative,
- * le troisième est le canevas du rapport de définition de l'enjeu, et
- * le quatrième présente une énumération des questions pour lesquelles nous aimerions obtenir des éléments de réponse.

Tel que convenu, les fichiers vous sont livrés dans les deux langues officielles.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de recevoir mes meilleures salutations.

<<IEN_objet.doc>> <<NEI_Subject.doc>> <<IEN_synthese.doc>>
<<canevasF.doc>>

<<question_fr.doc>> <<NEI_synthesis.doc>> <<canvasE.doc>>
<<question_eng.doc>>

John Haemmerli, Analyste
Environnement Canada, région du Québec
Division des évaluations environnementales
Tél: 418-649-6419
Fax: 418-649-6030
Email: john.haemmerli@ec.gc.ca

*obligé to reso
soc. econ. pck
for CQEK*

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES DU CANADA (IEN)

Présentation du dossier

Environnement Canada est à élaborer l'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN), la dernière-née d'une série d'initiatives axées sur les écosystèmes des diverses régions du Canada. Son objet principal est de faciliter la création des partenariats nécessaires pour s'attaquer aux priorités relatives aux écosystèmes nordiques. Elle est brièvement présentée dans un document joint à cet envoi (fichier IEN_synthèse.doc).

Environnement Canada a déterminé quatre secteurs prioritaires dans le cadre de l'IEN :

1. La biodiversité;
2. Les contaminants et les produits toxiques;
3. Le changement climatique ;
4. Les impacts du développement du territoire.

Chacun de ces domaines prioritaires fait présentement l'objet d'une revue détaillée, dans le but de mieux cerner les orientations de l'initiative. Le but de l'exercice est d'identifier des lacunes dans le traitement de l'enjeu, d'obtenir un consensus sur les éléments à traiter en priorité, pour élaborer ensuite des partenariats et des projets. Le résultat sera l'objet d'un rapport de définition de l'enjeu, dont le canevas est joint (fichier canevasF.doc).

Puisque l'initiative mise sur les partenariats, la mise en commun des connaissances et des ressources, il est à souhaiter que la définition des enjeux repose également sur l'apport des partenaires potentiels.

C'est pourquoi nous souhaitons votre contribution à l'élaboration du document de définition de l'enjeu, en particulier les parties II, III et IV. Vous pouvez cependant commenter ou élaborer sur n'importe quelle partie du document. Toutes les contributions seront examinées avec la même attention. Les éléments d'information que nous souhaitons obtenir sont présentés dans un document séparé (fichier question_fr.doc).

Le document de définition de l'enjeu servira de document de référence pour les appels de projets, dont le financement devrait débuter le 1^{er} avril 2000. Les échéances sont courtes, c'est pourquoi nous vous serions reconnaissants de nous faire parvenir vos commentaires d'ici le 15 novembre 1999.

Si vous désirez de plus amples renseignements au sujet de l'initiative ou de la définition des enjeux, vous pouvez contacter John Haemmerli, à 418-649-6419, ou encore par courrier électronique à l'adresse john.haemmerli@ec.gc.ca

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

L'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN) est un programme de partenariat d'Environnement Canada, axé sur les priorités du gouvernement du Canada en matière d'environnement, intégrant un ensemble de préoccupations environnementales, sociales et économiques.

LE CONTEXTE

L'initiative et le territoire

L'Initiative des écosystèmes nordiques est la dernière-née d'une série d'initiatives axées sur les écosystèmes des diverses régions du Canada. À l'image du Plan d'action Saint-Laurent ou du Plan d'action des Grands Lacs, elle veut s'attaquer aux **problèmes spécifiques à ce territoire en partenariat avec les collectivités qui l'habitent**. L'initiative couvre un territoire qui va du Yukon au Labrador, en passant par les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, les basses terres de la Baie d'Hudson, et le Nord du Québec.

Particularités nordiques

À bien des égards, le contexte nordique est foncièrement différent de celui du sud du Canada. Le Nord, qui couvre plus de 40% des terres émergées du Canada, **n'est pas uniforme** du point de vue environnemental, politique, social et économique. Il y a autant et parfois même plus de différences entre les diverses régions du Nord qu'entre le Nord et le Sud. Au niveau géographique, la taille et le type d'écosystèmes nordiques varient énormément. Au plan démographique, le Nord compte seulement un demi de un pour cent de la population canadienne, mais elle s'y répartit dans plus de 100 collectivités et se compose en majorité d'autochtones dont le mode de vie dépend depuis toujours, et aujourd'hui encore, de la terre et de l'eau, des espèces animales et végétales.

Enjeux communs

Malgré les disparités régionales, les milieux nordiques font face à divers **enjeux communs**, dont l'accroissement des pressions pour la mise en valeur des ressources, des besoins croissants en matière de décontamination et de recherche sur les polluants, la mise en place de nouveaux régimes pour la gestion des ressources, l'accroissement des pressions exercées sur les espèces fauniques, des indices croissants de changements climatiques, et un intérêt international accru à l'égard du Nord circumpolaire.

Plusieurs programmes gouvernementaux se sont attaqués au cours de la dernière décennie aux différentes problématiques environnementales et sociales affectant les territoires nordiques. Il reste néanmoins une importante charge de travail, surtout en termes d'intégration des efforts, d'autant plus que les **pressions liées au développement continueront de s'intensifier** au cours des dix prochaines années.

Au Québec

En ce qui a trait au nord du Québec, le territoire présente de nombreuses caractéristiques nordiques (populations, climat, faune, flore). Il couvre les zones de toundra et de taïga situées au nord de la forêt boréale, et représente près de la moitié de la superficie de la Province (voir carte jointe). La population est majoritairement d'origine autochtone appartenant à quatre nations (Cris, Inuit, Naskapi, Innus).

Le territoire est presque entièrement couvert par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ). La partie non conventionnée fait actuellement l'objet de négociations territoriales.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

LES PRIORITÉS DE L'INITIATIVE

Les changements climatiques

Les changements climatiques risquent de provoquer à moyen terme d'importants changements dans les écosystèmes nordiques, qui pourraient se traduire par une transformation substantielle du sol et des communautés végétales. De telles transformations auront des répercussions immédiates sur les habitats fauniques (végétation, débit et niveaux d'eau, couvert de glace, etc) et sur la distribution de nombreuses espèces. La vulnérabilité du pergélisol et des infrastructures (aéroports, routes, villages), les effets sur les régimes hydriques et la production d'hydroélectricité, et les impacts sociaux découlant de ces changements biophysiques (dont les activités traditionnelles) sont également des enjeux à examiner.

La biodiversité

Le nord représente une portion importante de l'aire nord-américaine de distribution pour plusieurs dizaines d'espèces floristiques et fauniques. C'est également un endroit clé pour la survie de plusieurs populations animales, dont certaines sont en déclin (Bernache du Canada, canards de mer), alors que d'autres explosent littéralement (Caribou, Grande Oie des neiges). Le maintien de l'intégrité du milieu, en diversité et en productivité, et la perpétuation des activités traditionnelles, constituent un motif de préoccupation prioritaire pour les nations autochtones.

Les contaminants et les substances toxiques

Au cours des 40 dernières années, certains secteurs du Nord ont été contaminés par suite de l'exploitation des ressources, ainsi que des activités gouvernementales et communautaires. Les déchets abandonnés posent des risques pour la santé et la sécurité des êtres humains et les écosystèmes. Des travaux de nettoyage relativement coûteux doivent se poursuivre selon un processus clair d'évaluation des risques et d'établissement des priorités.

Sous l'action du froid, le Nord est également une « trappe » pour les polluants transportés sur de grandes distances. On constate la présence des polluants organiques persistants et des métaux lourds dans les tissus de plusieurs espèces fauniques entrant dans la diète autochtone.

Les effets des grands projets de développement

Le nord constitue un important réservoir de ressources, renouvelables ou non, et les pressions au développement pourraient augmenter dans les années à venir. La construction d'infrastructures communautaires (routes, infrastructures marines) augmente également les pressions sur le milieu.

L'éloignement des régions nordiques a pour conséquence directe des lacunes importantes dans la connaissance de l'utilisation des écosystèmes par la faune en général. Ces lacunes rendent très difficile, voire impossible sur une base scientifique valable, l'évaluation des impacts des projets de développement sur les écosystèmes, les ressources fauniques qui les utilisent et les impacts sociaux en découlant.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

LES ORIENTATIONS DE L'INITIATIVE

Le manque général de connaissances à l'égard du milieu nordique entrave notre habileté à en évaluer les répercussions, et rend difficile la planification et la gestion de cet immense territoire en fonction des principes du développement durable. L'IEN représente une opportunité de mieux comprendre les écosystèmes nordiques et les pressions dont ils sont l'objet, d'améliorer le processus de prise de décision par l'accroissement des connaissances, et de formuler et d'appliquer des solutions appropriées aux problèmes prioritaires.

L'Initiative des écosystèmes nordiques est un **programme orienté vers les grands axes prioritaires du gouvernement du Canada en matière d'environnement**. Elle vise à rassembler tous les partenaires intéressés par ces questions.

L'IEN vise à tracer les grandes lignes d'un **programme national cohérent** tout en tenant compte des **disparités régionales**. Dans un contexte de partenariat, elle a pour objet de faciliter la **coordination des interventions**, de cerner les **priorités communes** entourant la santé et la viabilité des communautés et des écosystèmes nordiques, et de **donner suite** à ces priorités.

LA DÉMARCHE

Dans une perspective d'information et de consultation des partenaires potentiels, Environnement Canada entreprend une série de rencontres pour échanger sur nos vues et nos intérêts, et évaluer la possibilité de travailler ensemble à des priorités communes.

Afin de faciliter le déroulement de ces rencontres et d'identifier les points communs des différents organismes en ce qui a trait aux intérêts, priorités et autres possibilités de partenariat dans le nord, les éléments de réflexion suivants sont proposés :

Les priorités environnementales dans le nord

- Quels sont les enjeux environnementaux dans le nord, dans l'immédiat et à plus long terme ?
- Quels seraient les enjeux à traiter en priorité ?
- Compte tenu des priorités identifiées pour l'initiative, voyez-vous un intérêt à participer à l'IEN ?
- Quelles devraient selon vous être les priorités de l'IEN ?

Les partenariats et les projets

- Comment envisagez-vous votre implication dans l'IEN (conception générale du programme, gestion de projets, participation à des projets, contribution au financement ou par d'autres ressources, évaluation des projets, autre)?
- Quels autres groupes ou organismes pourraient être impliqués?

La mise en œuvre de l'initiative

- Quelle sorte d'activité d'intervention devraient bénéficier de l'aide de l'IEN?
- Quels critères devraient être considérés lors de la priorisation et de l'évaluation des enjeux, des activités ou des projets ?
- Comment peut-on renforcer le développement de capacités, l'utilisation du savoir traditionnel ?
- Quelle implication souhaiteriez-vous avoir dans la gestion de l'initiative ?

DÉFINITION DE L'ENJEU
IMPACTS DU DEVELOPPEMENT
DANS LE CADRE DE
L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES (IEN)

La définition de l'enjeu « IMPACTS DU DÉVELOPPEMENT » fait partie d'un exercice général en regard de l'IEN, exercice qui vise à définir plus précisément les quatre domaines prioritaires de l'initiative. Pour des raisons de cohérence évidentes, la définition de cet enjeu devra être effectuée en tenant compte de la définition des trois autres enjeux.

OBJECTIFS

L'objectif du document de définition de l'enjeu est de choisir les **priorités** dans le cadre de l'Initiative des Écosystèmes Nordiques (IEN).

La définition de l'enjeu doit constituer le **cadre de référence** des orientations d'Environnement Canada en regard de l'IEN.

Le document servira comme **document de référence** pour informer les partenaires et guider les soumissionnaires de projets.

Les éléments dont le document traitera sont énumérés ci-dessous. Pour plus de clarté, ils sont regroupés en différentes parties. Ces parties n'apparaîtront pas forcément telles quelles dans le document final.

CONTENU

Partie I : Le développement dans le Nord, portrait et perspectives

Cette partie est destinée à établir le contexte de l'enjeu « développement du territoire », ses effets, les problèmes appréhendés. En plus des éléments relatifs au développement, elle devrait aborder brièvement l'évaluation environnementale, à savoir les processus existants dans les différentes régions du nord canadien.

Elle sera établie à partir d'une recherche documentaire auprès de différents organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux et de différentes bases de données

bibliographiques ou techniques, tels qu'ils sont énumérés plus loin dans le présent document. Les partenaires et organismes peuvent également contribuer à cet exercice.

Cette partie présentera le portrait et les perspectives du développement dans le nord, par région province ou territoire :

Yukon TNO Nunavut Nord Manitoba et Ontario Québec Labrador

et par domaine ou enjeu :

- Mines, exploration et exploitation (métaux précieux, de base, diamants, etc)
- Énergie, extraction (pétrole et gaz)
- Énergie, hydroélectricité
- Infrastructures (routières, portuaires, aéroportuaires, etc)
- Ouverture du territoire (tourisme, récolte)
- Développement local, projets communautaires (infrastructures municipales, déchets)

Partie II : État des activités et des connaissances

Cette partie doit permettre d'établir un constat de la situation en matière de développement du territoire et des évaluations environnementales en milieu nordique, ainsi que des forces et des faiblesses relatives à cet enjeu. L'identification des lacunes constitue le point clé de cette partie.

Cette partie constitue la section « qui fait quoi, où, quand et comment », en présentant un inventaire des activités, connaissances, méthodes et autres préoccupations des organismes représentatifs des habitants, des utilisateurs et des gestionnaires du territoire, des agences de régulation et de gestion comme des praticiens en évaluation environnementale. Compte tenu des délais impartis et de l'échelle de l'analyse, une consultation ciblée des organismes fédéraux, provinciaux ou territoriaux, autochtones et non gouvernementaux, permettra d'élaborer cette partie. Les différents éléments abordés peuvent être regroupés de la façon suivante :

- Connaissances acquises/connaissances à développer :
 - Particularités des milieux nordiques
 - Répercussions des projets
 - Capacité de support du milieu
- Outils existants/utilisables/à développer.
- Activités, préoccupations, priorités et sensibilités nationales et régionales
 - Ressources et expertise disponibles

Partie III : Les orientations - activités ou domaines prioritaires de l'IEN
--

Cette partie découle des deux précédentes. À partir du constat de la partie II, et tenant compte des tendances identifiées dans la partie I, la présente section vise à établir les priorités d'action et d'intervention de l'IEN, à l'égard des impacts biophysiques aussi bien que socio-économiques du développement, à partir des priorités des organismes représentatifs des habitants, des utilisateurs et des gestionnaires du territoire, des forces et des faiblesses identifiées, ainsi que des opportunités de financement autres que l'IEN. Elle doit être développée en coordination avec les autres enjeux prioritaires de l'initiative. Les orientations de l'enjeu impacts du développement peuvent se retrouver dans les catégories suivantes :

- Acquisition et gestion des connaissances
 - Inventaires d'espèces, habitats, écosystèmes (lien avec l'enjeu biodiversité)
 - Les outils ou approches de gestion de l'information, SIG ou autres, qui pourrait être utiles à la fois aux agents de développement, de régulation et au public.
 - Bilans, synthèses (par région, activité, domaine, écosystème...) :
 - Des connaissances du milieu et de son utilisation (p.ex. aires d'intérêt pour telle espèce menacée, territoires utilisé par la communauté pour la récolte, etc)
 - Des répercussions des projets (p. ex. détournement de rivières).
- Méthodologies d'évaluation environnementales. Les effets du développement peuvent être appréhendés à plusieurs niveaux, allant d'une espèce ou d'un écosystème particulier, ou encore sur la base de projets individuels, à une échelle régionale. Cette partie recoupe :
 - Les besoins de recherche en matière d'évaluation environnementale dans le nord
 - Les outils, à développer, à valider, à comparer...
 - Les méthodes (idem)
 - Les guides à élaborer
- Outils et principes de gestion du développement
 - Outils législatifs et réglementaires
 - Outils de planification :
 - Évaluation environnementale des politiques et des programmes
 - Analyse de risque
- Prévention, conservation
 - Espèces, habitats et écosystèmes prioritaires (inventaires, priorisation)
 - Apport de l'enjeu biodiversité
- Atténuation, suivi et indicateurs environnementaux.
- Impacts cumulatifs:
 - Zones à haut potentiel
 - Définition des seuils de capacité de support du milieu

Besoins en approches, outils, méthodes et lignes directrices (les approches régionales sont couvertes par une analyse séparée dans le cadre de l'IEN).

Partie IV : Les principes directeurs et les thèmes prioritaires

Plusieurs communautés partagent le territoire, avec des vues parfois divergentes concernant son développement. Le document de définition de l'enjeu décrira les principes directeurs et les thèmes qui constituent l'assise de l'IEN, ou que celle-ci entend supporter. Un premier énoncé de ces principes est annexé au présent document [Fichier IEN_synthèse.doc]. Les partenaires et organismes peuvent également contribuer à cet exercice. Les principes directeurs et les thèmes comprennent, entre autres :

- L'application du principe du **développement durable** dans le nord .
- Le recours au **savoir écologique traditionnel** (SET) comme élément d'orientation du développement et comme outil d'évaluation environnementale.
- Le développement des capacités, l'accroissement des **connaissances** et des **compétences** des collectivités nordiques pour de meilleures prises de décision en matière de développement.
- La **Production** et la **diffusion des connaissances** scientifiques et traditionnelles .
- Le développement de **partenariats** durables.
- La **participation** du public.

Partie V : Orientations générales sur la portée de l'enjeu

Dans cette partie seront examinés les éléments relatifs au traitement des propositions à l'IEN. Il faudra notamment déterminer:

- L'échelle des propositions recevables pour l'IEN. Pourront-elle être d'ampleur nationale, régionale ou locale (macro, méso ou micro), ou les trois à la fois ? Le portrait du développement, ainsi que l'apport de la consultation orienteront cette partie du travail.
- Les critères pour évaluer l'adéquation des soumissions aux priorités retenues. Un groupe de travail national travaille actuellement à l'élaboration des critères de l'initiative.

Partie VI : Les éléments qui ne seront pas retenus dans le cadre de l'IEN

Cette partie découle de la partie III, après analyse et établissement des priorités. Le document énoncera, s'il y a lieu, les éléments, activités ou orientations qui ne seraient pas retenus dans le cadre de l'enjeu « impacts du développement » pour des raisons financières, d'expertise, de politiques ou autre.

Partie VII : Les organismes existants /consultés

Nous tentons de rejoindre, dans le cadre de ce travail, les personnes ou les organismes listés ici, choisis parmi certains répertoires d'organismes nordiques. Si vous jugez qu'un organisme non consulté pourrait apporter un éclairage à la démarche en cours, SVP, laissez-nous le savoir.

L'Arctic Institute of North America
Le Canadian Arctic Resources Committee
La Commission canadienne des Affaires polaires
Le Nunavut Research Institute
Le Centre d'études nordiques de l'Université Laval
Le Yukon College et son Northern Research Institute
Le Aurora Research Institute
L'institut pour la surveillance et la recherche environnementales

Environnement Canada
L'Agence canadienne d'évaluation environnementale
Pêches et Océans Canada
Ministère des Affaires indiennes et du nord Canada
Parcs Canada
Ressources naturelles Canada

Department of Renewable Resources, Gov. Of Yukon
Department of Resources, Wildlife and Economic Development, NWT
Environnement Québec
Department of Environment and Labour, Gov. of Newfoundland and Labrador

Center for Indigenous Environmental Resources
Inuit Tapirisat du Canada
Labrador Inuit Association
Makivik Corporation
Nunavut Tungavik Incorporated

Inuvialuit Environmental Impact Screening Committee
Nunavut Impact Review Board
Gwich'in Renewable Resource Board
La Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)
Le Comité d'évaluation de la CBJNQ (COMEV)

Yarranton Holdings Limited
BHP Diamonds Inc.
Diavik Diamonds projects
NWT Chambers of Mines
Yukon Chamber of Mines
L'Association minière du Québec

TABLEAU 1 : LIGNES DIRECTRICES POUR ORIENTER VOTRE CONTRIBUTION A LA DEFINITION DE L'ENJEU

Dans le but de mieux élaborer le document de définition de l'enjeu, nous sollicitons votre contribution. Nous désirons connaître *vos intérêts et vos attentes, vos activités, vos priorités ainsi que vos préoccupations en ce qui a trait au développement du territoire dans le nord, à son orientation, à ses répercussions et à leur évaluation*. Selon que vous soyez un acteur du développement, que vous travailliez l'évaluation de ses impacts ou à l'application de la réglementation, ou encore que vous soyez un résidant ou un utilisateur du territoire, les questions ci-dessous peuvent vous aider à mieux évaluer les besoins en information.

SI VOUS PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE :	SI VOUS AVEZ À CONTRÔLER, OU À APPLIQUER LA RÉGLEMENTATION	SI VOUS RÉSIDEZ SUR, OU UTILISEZ LE TERRITOIRE	SI VOUS TRAVAILLEZ À L'APPLICATION OU AU DÉVELOPPEMENT D'OUTILS D'ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX, OU ENCORE À L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES SUR LES TERRITOIRES NORDIQUES:
<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les axes majeurs de développement dans la région ou vous travaillez ? • Quels sont les outils et les méthodes que vous utilisez en matière de planification du développement et d'évaluation des répercussions ? • Vous permettent-ils de rencontrer vos obligations légales et réglementaires ? • Est-ce que le régime actuel d'évaluation des impacts environnementaux vous satisfait ? • Sinon, quels changements pourraient y être apportés ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les grandes questions à traiter en matière d'impacts environnementaux ? • Quels sont les outils et les méthodes que vous utilisez en matière de planification du développement et d'évaluation des répercussions ? • Quelles sont les ressources et l'expertise disponibles ? • Est-ce que les processus existants sont suffisants à l'exercice de bonnes prises de décision en matière de développement et de protection du milieu • Avez-vous identifié des lacunes ou des besoins importants ou urgents dans le traitement de cet enjeu (planification du développement et évaluation de ses répercussions) ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les effets et les problèmes appréhendés ? • Quels sont les caractéristiques ou les usages du milieu à préserver absolument ? en priorité ? • Quelles sont les grandes questions à documenter en matière d'évaluation des impacts ? • Si vous êtes intéressés à la prise de décision en matière de développement et d'impacts environnementaux : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Est-ce que le processus d'évaluation existant vous permet effectivement d'y participer ? ◦ Est-ce que des changements pourraient y être apportés ? ◦ Quel serait le meilleur moyen de vous tenir informé des projets de développement (production, gestion et diffusion de l'information)? 	<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que les connaissances scientifiques et les données disponibles permettent de rendre compte de la diversité des écosystèmes touchés et des impacts des projets d'exploitation ? • Est-ce que l'information existante et les outils d'évaluation disponibles permettent de répondre aux questions suivantes (à l'échelle locale, régionale, nationale ou circumpolaire) : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Quels sont les effets potentiels du développement sur l'environnement du Nord? ◦ Quels sont les effets cumulatifs potentiels du développement sur l'environnement du Nord ? ◦ Quel niveau de développement peut être considéré durable dans les écosystèmes du Nord?

Suite p. suivante

Tableau 1 Suite de la page précédente			
SI VOUS PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE :	SI VOUS AVEZ À CONTRÔLER, OU À APPLIQUER LA RÉGLEMENTATION	SI VOUS RÉSIDEZ SUR, OU UTILISEZ LE TERRITOIRE	SI VOUS TRAVAILLEZ À L'APPLICATION OU AU DÉVELOPPEMENT D'OUTILS D'ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX, OU ENCORE À L'ACQUISITION DE CONNAISSANCES SUR LES TERRITOIRES NORDIQUES:
<ul style="list-style-type: none"> • En matière d'évaluation environnementale de vos projets, existe-t-il des lacunes ou des besoins particuliers en matière de : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Acquisition et gestion des connaissances ; ◦ Méthodologies d'évaluation environnementale ; ◦ Outils de planification et de gestion du développement ; ◦ Atténuation, suivi et indicateurs environnementaux ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Le cas échéant, est-ce que ce sont des besoins en : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Acquisition et gestion des connaissances ; ◦ Méthodologies d'évaluation environnementale ; ◦ Outils de planification et de gestion du développement ; ◦ Prévention et conservation ; ◦ Atténuation, suivi et indicateurs environnementaux ? • Quels seraient les éléments à traiter en priorité ? 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Si les processus d'évaluation ne le permettent pas, comment pourriez-vous contribuer aux différentes étapes du processus (connaissances traditionnelles, audiences publiques, etc) • Sur quels éléments faudrait-il travailler en priorité ? 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Quels sont les impacts cumulatifs du développement ou de la présence humaine dans l'environnement marin arctique ? ◦ Quel est le niveau de tolérance au développement des écosystèmes du Nord (seuils de capacité de support)? • Sur quels éléments doit-on travailler en priorité pour pouvoir répondre à ces questions ?
<p>Des questions d'ordre général s'adressent à toutes les personnes consultées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que signifie pour vous l'application du principe du développement durable dans le nord ? • Quels sont les éléments à considérer dans : <ul style="list-style-type: none"> ◦ le développement des capacités et l'accroissement des connaissances et compétences des collectivités nordiques pour de meilleures prises de décision en matière de développement ? ◦ la production et la diffusion des connaissances scientifiques et traditionnelles ? ◦ le développement des partenariats ? ◦ la participation du public au processus ? <p>Comment peut-on utiliser les connaissances traditionnelles comme élément d'orientation du développement et comme outil d'évaluation environnementale ?</p> <p>Plus particulièrement en ce qui a trait à l'implantation de l'IEN :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles catégories de propositions devraient bénéficier de l'aide de l'IEN (recherche de base ou prioritaire, renforcement des capacités, établissement des partenariats à l'échelle des collectivités) ? • Travaillez-vous actuellement en partenariat, qui permettraient une mise en oeuvre plus rapide des priorités de l'IEN ? • Si oui, avec quels partenaires, et sous quelle forme? 			

CANADA'S NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE (NEI)

Question presentation

Environment Canada is in the process of developing the Northern Ecosystem Initiative (NEI), the latest in a family of ecosystem initiatives across Canada. The overall goal of the NEI is to provide the "grease and glue" in the formation of partnerships necessary to address long term ecosystem priorities for the North. A short description of the NEI is attached (file NEI_synthesis.doc).

Environment Canada has identified four priority areas under the NEI:

1. Biodiversity;
2. Contaminants and toxics;
3. Climate Change;
4. Impacts of Major Developments.

3 eqnes

Each of these priority areas is being carefully reviewed in order to better ascertain the orientations of the initiative. The purpose of this exercise is to identify gaps in the treatment of the issue and to obtain a consensus on elements to be treated as a priority. The result will be the subject of an issue scan report. The framework of this report is attached (file canvasE.doc)

Since the initiative depends on partnership and pooling of knowledge and resources, it would be better if the issue scan were also based on the contribution of potential partners.

This is why we need you to contribute to the development of the issue definition document for Parts II, III and IV in particular. You may however elaborate or make comments on any part of the document. All contributions will be examined with the same care. The elements of information that we wish to obtain are presented in a separate document. (file question_eng.doc).

The issue definition document will serve as a reference for subsequent phases of the NEI. We would appreciate receiving your comments before November 15, 1999.

For more information about the initiative or the definition of the issues, please contact John Haemmerli at 418-649-6419 or by e-mail at the address john.haemmerli@ec.gc.ca.

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

The Northern Ecosystem Initiative (NEI) is a partnership-driven program in which Environment Canada participates to address departmental priorities. The initiative is broad-based and integrates a wide range of environmental, social and economic concerns.

BACKGROUND

The Initiative and Territory

The **Northern Ecosystem Initiative** is the latest in a series of ecosystem initiatives in Canada's various regions. Like the St Lawrence Action Plan and the Great Lakes Action Plan, it tackles the **specific problems of a given territory in partnership with the communities living there**. The NEI focuses on the Yukon, the Northwest Territories, Nunavut, the Hudson Bay Lowlands, Northern Quebec and Labrador.

Specific Northern Characteristics

In many respects, the operating context in the North is starkly different from the circumstances in southern Canada. The North, which covers more than 40% of Canada's land mass, is environmentally, politically, socially and economically **diverse**. Regional differences in the North are as great, and sometimes greater, than those between the North and South. Geographically, northern ecosystems vary enormously in scale and type. In terms of demographics, less than half a per cent of Canadians live in the North, in more than 100 communities. The majority are Aboriginals, whose way of life today still depends on the land, water, animals and plants.

Common Concerns

Despite regional disparities, there are a variety of **common concerns** affecting northern habitats, including increasing pressure to develop resources, the growing need for pollutant clean-up and research, the introduction of new resource management schemes, greater pressure on wildlife species, growing climate change indicators and increased international interest in the circumpolar North.

Over the past decade, a number of government programs have tackled various environmental and social problems affecting the northern regions. However, a great deal of work still remains, particularly since **development pressures will continue to intensify** over the next ten years.

Quebec

Northern Quebec presents a number of Northern characteristics (populations, climate, fauna and flora). It takes in the tundra and taiga zones north of the boreal forest and makes up almost half of the province's area (see map). The majority of the population is of Aboriginal origin, belonging to four nations (the Cree, Inuit, Naskapi and Innu).

Almost all of this territory is covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA) or the Northeastern Quebec Agreement. The territory not covered by these agreements is currently the subject of land negotiations.

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

THE INITIATIVE'S PRIORITIES

Climate Change

Climate change is likely to have a significant impact on northern ecosystems in the medium term and could substantially transform the soil and plant communities. Such transformations will immediately affect wildlife habitats (vegetation, water flow and levels, ice cover, etc) and thus the distribution of a number of species. The vulnerability of the permafrost and infrastructures (airports, roads, villages), the effects on the moisture balance and hydroelectric production, and the social impacts (on traditional activities, for example) resulting from these biophysical changes will all have to be studied.

Biodiversity

The North is a major component of the North American range of dozens of plant and animal species. It is also key to the survival of several animal populations, some of which are in decline (Canada Goose, sea ducks), while others are literally exploding (Caribou, Greater Snow Goose). Maintaining environmental integrity, in terms of diversity and productivity, and perpetuating traditional activities are major concerns for Aboriginal nations.

Contaminants and Toxics

Over the past 40 years, some areas of Northern Quebec have been contaminated as a result of resource development and government and community activities. Abandoned waste poses a risk to the health and safety of humans and ecosystems. Clean-up work, which is relatively expensive, has to be carried out according to a clear risk assessment and priority setting process.

Because of the effects of the cold, the North is also a trap for pollutants transported over long distances. Persistent organic pollutants and heavy metals have been detected in the tissues of several wildlife species that make up Aboriginals' diet.

The Impact of Major Developments

The North is a major reservoir of renewable and non-renewable resources and development pressures could increase in the years to come. The construction of community infrastructures (roads, marine infrastructure) also increases pressures on the environment.

As a direct consequence of the remoteness of the northern regions, there are major gaps in our knowledge of how ecosystems are used by wildlife in general. These gaps make it difficult, if not impossible, to assess the impacts of development projects on ecosystems, the wildlife resources that use them and the resulting social impacts on a valid scientific basis.

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

BASIC PRINCIPLES

Our general lack of knowledge of northern habitats hinders our ability to assess their impact and makes it difficult to plan and manage this vast area in a manner consistent with the principles of sustainable development. The NEI is an opportunity to gain a better understanding of northern ecosystems and the pressures facing them, to improve the decision-making process through greater knowledge and to develop and apply appropriate solutions to priority problems.

The Northern Ecosystem Initiative is a **program that addresses the government's main environmental priorities**. It is aimed at bringing together all partners interested in these questions.

The NEI strives to plot the major lines of a **broad-based national program** that takes **regional disparities** into account. Working in partnership, the NEI is intended to facilitate **co-ordinated action to identify and address common priorities** related to the health and sustainability of northern communities and ecosystems.

APPROACH

In order to inform and consult prospective partners, Environment Canada is organizing a series of meetings to discuss our views and interests and assess the possibility of working together on common priorities.

In order to facilitate the organization of these meetings and identify what interests, priorities and other partnership opportunities various organizations have in common in the North, the following topics are proposed:

Environmental Priorities in the North

- What are the environmental issues in the North, both immediately and in the longer term?
- What issues should be given priority?
- In light of the priorities identified under the NEI, do you see any interest in having your organization participate in the initiative?
- In your opinion, what should the NEI's priorities be?

Partnerships and Projects

- How do you see your involvement in the NEI (general program design, project management, participation in projects, contributions of funding or other resources, project assessment, others)?
- What other groups or organizations could be involved in the NEI?

Project Implementation

- What kinds of projects should receive funding from the NEI?
- What selection criteria should be considered when prioritizing and assessing issues, activities and projects?
- How can we strengthen the development of abilities and the use of traditional knowledge?
- How would you like to be involved in managing the initiative?

ISSUE SCAN
IMPACT OF DEVELOPMENT
UNDER THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE (NEI)

The « IMPACT OF DEVELOPMENT » issue scan is part of a broader exercise under the NEI which is intended to provide a more precise definition of the Initiative's four primary issues. For obvious reasons of consistency, definition of this issue must take into account the definition of the other three issues.

OBJECTIVES

The objective of the issue scan document is to choose the **priorities** under the Northern Ecosystem initiative (NEI)

The issue scan will be the **reference framework** for EC orientations with respect to NEI.

The document will be used as a **reference document** to inform our partners and guide bidders on projects.

The elements the document will deal with are listed below. For the sake of clarity they have been divided into different parts, but will not necessarily be so divided in the final document.

CONTENTS

Part I: Northern Development, Status and Perspective

The purpose of this part is to lay out the background of the issue of regional development, its effects, and the anticipated problems. In addition to development-related matters, it will deal briefly with environmental assessment, that is, the existing processes in the various regions of Northern Canada.

It will be put together using research on various governmental and non-governmental organizations and various bibliographic or technical databases, to be listed below. Partners and organisms may also contribute.

This part will briefly describe the perspective of development in each region, province or territory in the North:

Yukon NWT Nunavut Northern Manitoba and Ontario Quebec Labrador

As regards each area or issue:

- Mines, exploration and development (precious and base metals, diamonds, etc)
- Fossil fuel development (petroleum and gas)
- Hydroelectric power
- Infrastructure (highways, ports, airports, etc)
- Opening up the territories (tourism, harvesting)
- Local development, community projects (municipal infrastructure, waste disposal)

Part II: Summing up activities and knowledge

This part is intended to lay out what is known about the North's development situation and the environmental assessments that have been done there, as well as the region's strengths and weaknesses in these regards. Gaps identification is the key point of this section.

This is the section that tells « who, what, where, when and why » by presenting a rundown of the activities, knowledge, methods and other concerns of organizations representing inhabitants, users and managers of the land, regulatory and management agencies as practitioners of environmental assessment. In view of the deadlines and the scope of the analysis, this part will be drawn up on the basis of a targeted consultation of federal, provincial and territorial agencies and Aboriginal and non-governmental organizations. The various elements dealt with can be grouped into the following categories:

- Existing knowledge / knowledge to be developed:
 - Distinctive features of northern environments
 - Impact of projects
 - The environment's carrying capacity
- Tools : existing/usable/to be developed
- Activities, concerns, priorities and sensitivities at the national and regional levels:
 - Available resources and expertise

Part III: Orientations - NEI's priority areas of activity

This part follows on from the preceding two. Based on the findings of part II, and in view of the trends identified in part I, this section is intended to set NEI's priorities for action, with respect both to the biophysical and the socio-economic impacts of development, on the basis of the priorities of the organizations representing the inhabitants, users and managers of the land, the strengths and weaknesses identified, and non-NEI funding sources. It must be developed in co-ordination with the initiative's other priority issues. The orientations of the impact of development issue may be in the following categories:

- Knowledge acquisition and management
 - Inventories of species, habitats, ecosystems (link to biodiversity issue)
 - Approaches to information management, e.g. GIS technology or other, which may be of great benefit to developers, regulators and the public.
 - Reviews and summaries (by region, activity, area of activity, ecosystem) of :
 - Knowledge of the environment and its uses (e.g. areas of interest to a given endangered species, lands used by the community for the harvest, etc)
 - Project repercussions (e.g. river diversions)
- Environmental assessment methodologies The issue of developmental effects can be approached on several levels, ranging from species-specific or valued ecosystem basis, on a project by project basis to a regional scale. This point includes :
 - Needs for environmental assessment research in the North
 - Tools, to be developed, validated, compared...
 - Methods (ditto)
 - Guidelines to be developed
- Development management tools and principles
 - Legislative and regulatory tools
 - Planning tools
 - Environmental evaluation of policies and programs
 - Risk analysis
- Prevention, conservation
 - Priority species, habitats and ecosystems (inventories, prioritization)
 - Contribution of the biodiversity issue
- Mitigation, follow-up and environmental indicators
- Cumulative impacts :
 - High-potential zones
 - Definition of the environment's carrying capacity thresholds
 - Needs for approaches, tools, methods, guidelines (regional approaches are covered by a separate analysis under the NEI)

Part IV: Guiding principles and priority themes

Many communities share the land, and hold sometimes divergent views on its development. The issue scan document will describe the guiding principles and themes on which NEI is based or which it means to support. An initial statement of the NEI's guiding principles is attached (file NEI_synthesis.doc). The guiding principles and themes include:

- application of the **Sustainable development** principle to the North.
- Use of **traditional ecological knowledge** (TEK) as a guide to development and an environmental assessment tool.
- Capacity development, increasing the Northern community's collective **knowledge** and **skills** in the area of development so that they can make more informed decisions.
- **Production** and **dissemination** of scientific and traditional **knowledge**
- Development of sustainable **partnerships**
- **Public participation**

Part V: General orientations as regards the scope of the issue

In this part, everything concerned with processing of proposals under NEI will be dealt with. There is a particular need to determine:

- The scope of proposals that NEI can deal with. Shall these be national, regional or local (macro, meso or micro) or all three at once? The nature of the development, as well as the outcome of the consultation, will give direction to this part of the work.
- Criteria for evaluating how well the proposals conform to the defined priorities. A national working group is currently developing criteria for the initiative.

Part VI: What may not be part of an NEI proposal

This part arises from Part III, after priorities are analysed and finalised. The document will set out, as required, the elements, activities or orientations that may not be considered under the « impact of development » issue, whether for reasons of expertise or on financial, political or other grounds.

Part VII: Existing/consulted organizations

As part of our work we try to join the persons and organizations listed here, which were chosen from various directories of Northern organizations. If you know of an organization we have not consulted that could shed some light on our current endeavour, please let us know.

The Arctic Institute of North America
 The Canadian Arctic Resources Committee
 The Canadian Polar Commission
 The Nunavut Research Institute
 The Centre d'études nordiques de l'Université Laval
 The Northern Research Institute of the Yukon College
 The Aurora Research Institute
 The Institute for Environmental Monitoring and Research

Environment Canada
 The Canadian Environmental Assessment Agency
 Fisheries and Oceans Canada
 Indian and Northern Affairs Canada
 Parks Canada
 Natural Resources Canada
 National Energy Board

Department of Renewable Resources, Gov. Of Yukon
 Department of Resources, Wildlife and Economic Development, NWT
 Department of Sustainable Development, Government of Nunavut
 Environnement Québec
 Department of Environment and Labour, Gov. of Newfoundland and Labrador

Center for Indigenous Environmental Resources
 Inuit Tapirisat of Canada
 Labrador Inuit Association
 Makivik Corporation
 Nunavut Tungavik Incorporated
 Council of Yukon First Nations

Inuvialuit Environmental Impact Screening Committee
 Nunavut Impact Review Board
 Nunavut Planning Commission
 Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board
 Gwich'in Renewable Resource Board
 The Kativik Environmental Quality Commission (KEQC)
 The Evaluating Committee (ch.22 of the JBNQA (COMEV))

Yarranton Holdings Limited

BHP Diamonds Inc.
NWT Chambers of Mines
Yukon Chamber of Mines
The Quebec Mining Association

TABLE 1: GUIDELINES FOR YOUR INPUT INTO THE ISSUE SCAN

In order to develop a better issue scan document, we are asking for your input. We would like to know about *your interests and expectations, activities, priorities and concerns regarding Northern development, its orientation and impacts, and the assessment of these impacts*. Whether you are involved in development, assessing its impacts or enforcing regulations, or you are an inhabitant or user of the land, the questions below can help you evaluate our information needs more effectively.

IF YOU ARE INVOLVED IN DEVELOPING THE LAND:	IF YOU MONITOR OR ENFORCE REGULATIONS:	IF YOU LIVE ON OR USE THE LAND:	IF YOU ARE INVOLVED IN USING OR DEVELOPING ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENT TOOLS OR IN ACQUIRING KNOWLEDGE ABOUT THE NORTH:
<ul style="list-style-type: none"> · What are the major areas of development in the region where you work? · What development planning and impact assessment tools and methods do you use? · Do they enable you to meet your legal and regulatory obligations? · Are you satisfied with the current environmental impact assessment process? · If not, what changes could be made? 	<ul style="list-style-type: none"> · What are the major environmental impact issues that have to be dealt with? · What development planning and impact assessment tools and methods do you use? · What resources and expertise are available? · Are existing processes adequate for making good development and environmental protection decisions? · Have you identified any shortcomings or major or urgent needs in dealing with this issue (development planning and impact assessment)? 	<ul style="list-style-type: none"> · What effects and problems are you expecting? · What characteristics or uses of the environment must definitely be preserved or should be a priority? · What are the major impact assessment issues to be documented? · If you are involved in making decisions about development and environmental impacts: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Does the current process allow you to participate effectively? ◦ Could any changes be made? ◦ What would be the best way to keep you informed about development projects (information production, management and dissemination)? 	<ul style="list-style-type: none"> · Do the current scientific knowledge and available data allow to detail the diversity of the affected ecosystems and the impacts of development projects? · Do the existing information and assessment tools available allow the following questions to be answered (at the local, regional, national or circumpolar level): <ul style="list-style-type: none"> ◦ What are the potential impacts of development on the Northern environment? ◦ What are the potential cumulative impacts of development on the Northern environment? ◦ What level of development can be considered sustainable in Northern ecosystems?

Continued on next page

Table 1 Continued from previous page			
IF YOU ARE INVOLVED IN DEVELOPING THE LAND:	IF YOU HAVE TO MONITOR OR ENFORCE REGULATIONS:	IF YOU LIVE ON OR USE THE LAND:	IF YOU ARE INVOLVED IN USING OR DEVELOPING ENVIRONMENTAL IMPACT ASSESSMENT TOOLS OR IN ACQUIRING KNOWLEDGE ABOUT THE NORTH:
<ul style="list-style-type: none"> · With regard to the environmental assessment of your projects, are there any shortcomings or specific needs in terms of: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Knowledge acquisition and management? ◦ Environmental assessment methodologies? ◦ Development planning and management tools? ◦ Mitigation, monitoring and environmental indicators? 	<ul style="list-style-type: none"> · If relevant, are these needs in relation to: <ul style="list-style-type: none"> ◦ Knowledge acquisition and management? ◦ Environmental assessment methodologies? ◦ Development planning and management tools? ◦ Prevention and conservation? ◦ Mitigation, monitoring and environmental indicators? · Which aspects should be given priority? 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ If assessment processes do not currently allow you to do so, how could you contribute to the various steps in the process (traditional knowledge, public hearings, etc)? · Which of these aspects should be given priority? 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ What are the cumulative impacts of development or human presence on the marine arctic environment? ◦ What level of development can Northern ecosystems tolerate (carrying capacity thresholds)? · Which aspects should be given priority to answer these questions?
<p>General questions that apply to everyone consulted:</p> <ul style="list-style-type: none"> · What does the application of the principle of sustainable development in the North mean to you? · What aspects should be considered in: <ul style="list-style-type: none"> ◦ skills development and increasing the knowledge and competencies of Northern communities to make better development decisions? ◦ the production and dissemination of scientific and traditional knowledge? ◦ partnership development? ◦ public participation in the process? · How can traditional knowledge be used to guide development and as an environmental assessment tool? 			
<p>More specifically, with regard to implementation of the NEI:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Which categories of proposals should receive assistance under the NEI (basic or priority research, capacity building, establishing partnerships at the community level)? · Are you currently working in partnership with anybody, which would enable you to implement the NEI's priorities more quickly? · If so, who are your partners and what form does your partnership take? 			

Le 31 août 1999

Monsieur Claude Saint-Charles
Chef, Évaluations environnementales
Environnement Canada
Direction de la conservation de l'environnement
Division des évaluations environnementales
Case postale 10000
Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

OBJET : Initiative des écosystèmes nordiques

Monsieur,

Suite à votre présentation portant sur l'objet cité en titre et qui fut effectuée lors de la 81^e réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik, qui s'est tenue à Montréal le 9 juillet dernier, vous trouverez sous pli les commentaires du CCEK sur ce projet.

Préparée pour le CCEK par Dr. Gérard Duhaime, les membres du Comité ont unanimement approuvé ce document lors d'un appel conférence qui s'est tenu le 24 août dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Michael O'Neill
Secrétaire exécutif

\\valenvi\dusdi02\ccek\let\st-charlesc-mo-ecosystemes.doc

150, boul. René-Lévesque Est
8^e étage, boîte 97
Québec (Québec) G1R 4Y1

Tél. : (418) 528-7353
Fax. : (418) 646-0266



Ce papier contient 50 % de fibres recyclées, dont 20 % de postconsommation.

*voir le membre
par phone conference*

**AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
SUR LE PROJET DE L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES
NORDIQUES D'ENVIRONNEMENT CANADA**

**Version finale
Soumise aux membres du CCEK**

par

Gérard Duhaime

15 juillet 1999

1. **Objet** : Le présent avis fait suite à la demande acheminée par M. Claude St-Charles, chef des évaluations environnementales à la direction des Affaires ministérielles au ministère Environnement Canada, au Comité consultatif de l'environnement Kativik lors de sa réunion du 9 juillet 1999 à Montréal. À cette occasion, M. St-Charles a présenté aux membres les grandes lignes de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*, initiée par Environnement Canada, et a demandé au Comité consultatif de l'environnement Kativik son avis sur l'ensemble de *l'Initiative*.
2. **Appui de principe** : Le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie très fortement *l'Initiative des écosystèmes nordiques*. Il estime qu'il s'agit d'une initiative majeure, qu'elle correspond à une impérieuse nécessité, et qu'elle est susceptible de répondre de manière appropriée à d'importants besoins. En effet, les problèmes environnementaux affectant le Nord sont extrêmement importants, ils sont d'une complexité requérant un effort de recherche de grande envergure, interdisciplinaire, et de longue haleine.
3. **Axe prioritaire de *l'Initiative des écosystèmes nordiques*** : Le Comité consultatif de l'environnement Kativik estime que les axes prioritaires de *l'Initiative des écosystèmes nordiques* sont appropriés. Ils correspondent également à des priorités de recherche et d'action au nord du 55^e parallèle. Le comité insiste pour que, dans la procédure de sélection des projets qui seront présentés aux fins de financement, *l'Initiative des écosystèmes nordiques* considère sur un pied d'égalité chacun de ces axes prioritaires. Dans la présentation de M. St-Charles, les axes sont présentés selon la séquence suivante : changements climatiques, substances toxiques et contaminants, maintien de la biodiversité, impacts du développement dans le Nord. Le comité considère que les projets présentés concernant les changements climatiques ne devraient pas avoir priorité sur les autres aux fins de financement; que les projets sur les changements climatiques et les substances toxiques ne devraient pas avoir priorité sur ceux concernant la biodiversité et l'impact du développement; et ainsi de suite. Le comité recommande que tous les projets portant sur un *ou* l'autre des axes prioritaires soient reçus et évalués ensuite à son mérite. D'autre part, le Comité est d'avis que les priorités identifiées correspondent aux compétences fédérales et il suggère que l'on tienne compte des priorités des autres partenaires au moment de la sélection des projets.
4. **La démarche**. En autant qu'il puisse en juger, le Comité reconnaît que la démarche utilisée jusqu'ici par *l'Initiative des écosystèmes nordiques* est appropriée. Le Comité appuie les tentatives de *l'Initiative* pour réunir le plus grand nombre d'intéressés.
5. **Principes directeurs**. Le Comité entérine les principes directeurs de *l'Initiative*, notamment l'établissement du partenariat, la mise en commun des ressources et la contribution à de meilleures prises de décisions. Le Comité reconnaît le bien-fondé des principes directeurs concernant le développement des capacités et

l'association des approches scientifiques et du savoir traditionnel. Il note toutefois que ces principes directeurs devraient être appliqués avec souplesse étant donné que, dans certaines circonstances, ils peuvent être difficiles d'application.

- 6 **Ressources.** Le Comité reconnaît que l'effort global de l'*Initiative* est majeur. Il comprend la nécessité de canaliser des ressources vers les phases de planification et de consultation, regrettant néanmoins que les sommes consacrées à ces efforts ne puissent servir à la recherche et à l'action.
- 7 **Les projets démonstrateurs.** Le Comité reconnaît le bien-fondé d'appuyer déjà des projets démonstrateurs. Il s'interroge toutefois sur l'ampleur du financement consenti à ces projets démonstrateurs, ainsi que sur les procédures suivies jusqu'à maintenant pour appuyer ces projets. Le Comité fait remarquer que certaines démarches ont été entreprises afin que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* appuie un projet de recherche concernant l'inventaire et la caractérisation des sites d'exploration minière abandonnés au Nunavik, démarches qui sont demeurées vaines. Ces démarches n'ont produit aucun résultat alors que le Comité estime que ce projet aurait très bien pu servir à titre de projet démonstrateur. Par conséquent, le comité recommande que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* reconnaisse immédiatement à titre de projet démonstrateur le projet parrainé par le Comité consultatif de l'environnement Kativik concernant l'inventaire et la caractérisation des sites d'exploration minière abandonnés et lui consente un appui financier.
- 8 **Processus d'allocation des fonds.** Le Comité entérine le plan proposé, i.e. la publication d'une lettre d'appel de propositions en décembre 1999 et la soumission des plans de partenariat en janvier 2000. Le Comité recommande que la publication d'une lettre d'appel soit effectuée par des moyens appropriés pour avoir l'assurance que l'ensemble des milieux et des intéressés soient adéquatement rejoints.
- 9 **Critères de financement.** Le Comité croit extrêmement important que les critères de sélection soient très précis, et qu'ils accompagnent la lettre d'appel de propositions. Le Comité croit approprié de retenir les critères suivants : *orienter vers les axes prioritaires; générer l'implication du milieu; évidence de partenariat.* Toutefois, le Comité invite l'*Initiative* à la prudence dans la description des critères concernant : *produire des résultats mesurables; s'intégrer dans une approche écosystémique; générer un effet de levier financier; promouvoir le développement des capacités.* Tels qu'énoncés dans la présentation faite au comité, ces critères sont imprécis et difficiles d'application.
- 10 **Gestion de l'Initiative des écosystèmes nordiques.** Le Comité recommande que le processus de prise de décision en ce qui concerne les projets retenus soit clairement explicité dans le document d'appel des propositions. D'après la présentation, il semble que les projets seront étudiés par un comité directeur; mais il n'est pas clair que la décision finale, concernant l'attribution des subventions, reviendra au comité directeur ou encore à quelqu'un dans l'appareil

gouvernemental à Environnement Canada. Le Comité comprendrait qu'Environnement Canada veuille se réserver la décision finale; toutefois, il incite très fortement l'*Initiative des écosystèmes nordiques* à rendre explicite et connue la procédure exacte de prises de décision au moment de l'appel des propositions.

- 11 **Comité directeur.** Le Comité reconnaît le bien-fondé de mettre sur pied un comité directeur pour la région du Québec, dont le mandat serait d'étudier les propositions. Le Comité croit toutefois que le comité directeur pour la région du Québec ne devrait pas établir de priorités spécifiques, à moins que ces priorités ne soient rendues explicites et connues lors de l'appel des propositions. Dans le cas contraire, les axes prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* devraient s'appliquer. De plus, le Comité recommande que la composition du comité directeur pour la région du Québec permette une représentation équilibrée des différents partenaires concernés par le programme : gouvernement fédéral, Premières Nations et comité de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, gouvernement du Québec, universités, entreprises. Toutefois, une représentation équilibrée ne met pas à l'abri un comité directeur des intérêts politiques du moment, susceptibles d'influencer la prise de décision. C'est pourquoi le Comité consultatif de l'environnement Kativik recommande premièrement, qu'au sein du comité directeur, une expertise appropriée pour juger les projets de recherche soit présente; deuxièmement, que les décisions prises par le comité directeur, pour recommander ou non les propositions qui lui seront présentées soient communiquées par écrit et justifiées, au proposeur. Sans une procédure explicite, et des justifications claires des décisions prises par un comité multipartite, l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourrait être discréditée. Comme le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie l'*Initiative des écosystèmes nordiques*, il recommande très fortement qu'une procédure de ce type soit prévue afin de préserver la crédibilité du programme.
- 12 **Priorités fédérales. Région du Québec.** Le Comité comprend que le texte présenté par M. St-Charles est l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales, et il reconnaît que cet effort d'adaptation est valable. Cependant, le Comité insiste pour que l'adaptation réalisée ne soit pas exclusive, c'est-à-dire que des propositions ne soient pas exclues parce qu'elles ne correspondraient pas étroitement à l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales. De l'avis du comité, tous les projets correspondant aux priorités fédérales devaient être reçus et jugés à leur mérite. De plus, le Comité insiste pour que la priorité concernant le développement soit entendue d'une façon large plutôt que restrictive. Le Comité recommande que, si l'adaptation pour la région du Québec des priorités fédérales était maintenue, les textes explicitant cette adaptation soient publiés en même temps que l'appel des propositions, et connus des organisations qui prépareront des propositions.

incorporate into item 3

**KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE OPINION
ON ENVIRONMENT CANADA'S
NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE**

**Draft
Submitted to KEAC members**

by

Gérard Duhaime

July 15, 1999

1. **Purpose:** This opinion was requested by Claude St-Charles, head of environmental assessment at Environment Canada's Ministerial Communications Services, at the Kativik Environmental Advisory Committee's July 9, 1999, meeting in Montréal. Mr. St-Charles outlined Environment Canada's *Northern Ecosystem Initiative (NEI)* and asked the KEAC for its comments.
2. **Endorsement of the initiative:** The KEAC strongly supports the NEI, which it considers to be an important and much-needed initiative that could adequately meet major needs. The North is affected by serious, multidimensional environmental problems that require substantial, long-term research efforts by a multidisciplinary team.
3. **NEI priorities:** The KEAC agrees with the priorities identified under the NEI, as they are consistent with the research and action priorities established for the territory north of the 55th parallel. However, the KEAC is insistent that these priorities be given equal weight when assessing projects for funding from the NEI. Claude St-Charles' presentation addressed the NEI priorities in the following order: climate change, toxic substances and contaminants, maintaining biodiversity, the impact of development in the North. In the KEAC's opinion, when determining which projects will receive funding, projects addressing climate change should not take priority over projects addressing other areas, projects addressing climate change and toxic substances should not take priority over projects addressing biodiversity and the impact of development, and so on and so forth. In other words, the KEAC recommends that all projects, regardless of the priority area they address, be accepted and evaluated on their own merit.
4. **Approach.** From what the KEAC can see, the NEI approach is entirely appropriate. The KEAC supports the NEI's effort to involve as many stakeholders as possible.
5. **Guiding principles.** The KEAC approves the guiding principles of the NEI, particularly the establishment of partnerships, resource sharing and contribution to better decision making. While the KEAC feels that encouraging skills development and combining traditional knowledge with the scientific approach are valid principles, they should be flexible, as they may be difficult to apply under certain circumstances. capacity building
6. **NEI resources.** The KEAC recognizes that the NEI is a large-scale initiative and understands the need to channel resources into planning and consultation; however, it is disappointed that the sums allocated to these phases cannot be used for research and action.
7. **Demonstration projects.** While the KEAC deems that supporting demonstration projects at this stage is certainly legitimate, it questions the amount of funding allocated as well as the process for supporting these projects. The KEAC took steps to obtain financial support from the NEI for a research project involving the inventory and characterization of abandoned mining exploration sites in Nunavik, but was unsuccessful. The KEAC feels that this project would be a very good demonstration

project; consequently, it recommends that the NEI immediately recognize the inventory and characterization of abandoned mining exploration sites project sponsored by the Kativik Environmental Advisory Committee as a demonstration project and grant it financial support.

8. **Funding allocation process.** The KEAC approves the proposed plan, i.e. publication of a call letter in December 1999 and submission of partnership initiative proposals in January 2000. The KEAC recommends that publication of the call letter ensure that all interested communities and players receive the information.
9. **Funding criteria.** The KEAC feels it is crucial that the project selection criteria be clear and be stipulated in the call letter. The KEAC considers the following criteria to be appropriate: *address priority issues; promote community involvement; evidence of partnership.* However, it feels the following criteria should be defined more carefully: *provide measurable results; integrate ecosystem approach; leverage of external resources; support capacity building.* As presented to the KEAC members, these criteria are not clear and are hard to apply.
10. **Management of the NEI.** The KEAC recommends that the project selection process be clearly explained in the call letter. According to Mr. St-Charles' presentation, projects will be reviewed by a steering committee; however, it is not clear whether the final decision regarding funding will be made by this same committee or by someone at Environment Canada. While the KEAC could certainly understand that Environment Canada would want to have the final say, it strongly encourages the NEI to spell out the decision-making process in the call letter.
11. **Steering committee.** While the KEAC recognizes the relevance of setting up a steering committee to study project proposals for the Québec Region, it feels that this committee should not be allowed to establish specific priorities unless those priorities are communicated and made clear in the call letter. Otherwise, the priority areas identified under the NEI should apply. Furthermore, the KEAC recommends that the composition of the steering committee for the Québec Region be a balanced representation of all NEI partners: federal government, First Nations and JBNQA committees, Québec government, universities and industry, NGOs, etc. However, since a balanced representation does not necessarily mean that the steering committee will not be influenced by the political interests of the day, the KEAC recommends that 1) the steering committee have the required expertise to rule on research projects and that 2) the steering committee notify the project proponent of its decision to fund or not to fund a project in writing, explaining the reasons for its decision. The NEI could easily be discredited if the decision-making process is not clear and the decisions made by this multipartite committee are not justified. Since the KEAC endorses the NEI, it strongly recommends that a clear decision-making process be established in order to preserve the credibility of the program.

12. **Federal priorities for the Québec Region.** The KEAC understands that the federal priorities dealt with in Mr. St-Charles' presentation have been adapted to the Québec Region, and approves of this. However, the KEAC is insistent that this exercise not be exclusive, that is, that proposals not be refused because they do not correspond to the federal priorities as adapted to the Québec Region. In the KEAC's opinion, all projects that are consistent with the federal priorities should be accepted and reviewed on their own merit. The KEAC is further insistent that the term «development» be understood in its broad sense. The KEAC recommends that if the federal priorities for the Québec Region are retained, their adaptation be clearly explained in the call letter and all organizations submitting proposals be informed.



AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
SUR LE PROJET DE L'INITIATIVE DES ECOSYSTEMES
NORDIQUES D'ENVIRONNEMENT CANADA

Version préliminaire
Soumise aux membres du CCEK

par

Gérard Duhaime

15 juillet 1999

(3) Le comité est d'avis que les priorités
identifiées correspon. aux compétences fédérales
r suggère que la tenue
compte des priorités des autres
partenaires au moment de la
sélection des projets

D'autre part le Comité est d'avis que les priorités identifiées
correspondent aux compétences fédérales et il suggère que
l'on tienne compte des priorités des autres partenaires
au moment de la sélection des projets

1. **Objet :** Le présent avis fait suite à la demande acheminée par M. Claude St-Charles, chef des évaluations environnementales à la direction des Affaires ministérielles au ministère Environnement Canada, au Comité consultatif de l'environnement Kativik lors de sa réunion du 9 juillet 1999 à Montréal. À cette occasion, M. St-Charles a présenté aux membres les grandes lignes de l'*Initiative des écosystèmes nordiques*, initiée par Environnement Canada, et a demandé au Comité consultatif de l'environnement Kativik son avis sur l'ensemble de l'*Initiative*.
2. **Appui de principe :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie très fortement l'*Initiative des écosystèmes nordiques*. Il estime qu'il s'agit d'une initiative majeure, qu'elle correspond à une impérieuse nécessité, et qu'elle est susceptible de répondre de manière appropriée à d'importants besoins. En effet, les problèmes environnementaux affectant le Nord sont extrêmement importants, ils sont d'une complexité requérant un effort de recherche de grande envergure, interdisciplinaire, et de longue haleine.
3. **Axe prioritaire de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* :** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik estime que les axes prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* sont appropriés. Ils correspondent également à des priorités de recherche et d'action au nord du 55^e parallèle. Le comité insiste pour que, dans la procédure de sélection des projets qui seront présentés aux fins de financement, l'*Initiative des écosystèmes nordiques* considère sur un pied d'égalité chacun de ces axes prioritaires. Dans la présentation de M. St-Charles, les axes sont présentés selon la séquence suivante : changements climatiques, substances toxiques et contaminants, maintien de la biodiversité, impacts du développement dans le Nord. Le comité considère que les projets présentés concernant les changements climatiques ne devraient pas avoir priorité sur les autres aux fins de financement; que les projets sur les changements climatiques et les substances toxiques ne devraient pas avoir priorité sur ceux concernant la biodiversité et l'impact du développement; et ainsi de suite. Le comité recommande que tous les projets portant sur un *ou* l'autre des axes prioritaires soient reçus et évalués ensuite à son mérite. ←
4. **La démarche.** En autant qu'il puisse en juger, le Comité reconnaît que la démarche utilisée jusqu'ici par l'*Initiative des écosystèmes nordiques* est appropriée. Le Comité appuie les tentatives de l'*Initiative* pour réunir le plus grand nombre d'intéressés.
5. **Principes directeurs.** Le Comité entérine les principes directeurs de l'*Initiative*, notamment l'établissement du partenariat, la mise en commun des ressources et la contribution à de meilleures prises de décisions. Le Comité reconnaît le bien-fondé des principes directeurs concernant le développement des capacités et l'association des approches scientifiques et du savoir traditionnel. Il note toutefois que ces principes directeurs devraient être appliqués avec souplesse étant donné que, dans certaines circonstances, ils peuvent être difficiles d'application.

- 6 **Ressources.** Le Comité reconnaît que l'effort global de l'*Initiative* est majeur. Il comprend la nécessité de canaliser des ressources vers les phases de planification et de consultation, regrettant néanmoins que les sommes consacrées à ces efforts ne puissent servir à la recherche et à l'action.
- 7 **Les projets démonstrateurs.** Le Comité reconnaît le bien-fondé d'appuyer déjà des projets démonstrateurs. Il s'interroge toutefois sur l'ampleur du financement consenti à ces projets démonstrateurs, ainsi que sur les procédures suivies jusqu'à maintenant pour appuyer ces projets. Le Comité fait remarquer que certaines démarches ont été entreprises afin que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* appuie un projet de recherche concernant l'inventaire et la caractérisation des sites d'exploration minière abandonnés au Nunavik, démarches qui sont demeurées vaines. Ces démarches n'ont produit aucun résultat alors que le Comité estime que ce projet aurait très bien pu servir à titre de projet démonstrateur. Par conséquent, le comité recommande que l'*Initiative des écosystèmes nordiques* reconnaisse immédiatement à titre de projet démonstrateur le projet parrainé par le Comité consultatif de l'environnement Kativik concernant l'inventaire et la caractérisation des sites d'exploration minière abandonnés et lui consente un appui financier.
- 8 **Processus d'allocation des fonds.** Le Comité entérine le plan proposé, i.e. la publication d'une lettre d'appel de propositions en décembre 1999 et la soumission des plans de partenariat en janvier 2000. Le Comité recommande que la publication d'une lettre d'appel soit effectuée par des moyens appropriés pour avoir l'assurance que l'ensemble des milieux et des intéressés soient adéquatement rejoints.
- 9 **Critères de financement.** Le Comité croit extrêmement important que les critères de sélection soient très précis, et qu'ils accompagnent la lettre d'appel de propositions. Le Comité croit approprié de retenir les critères suivants : *orienter vers les axes prioritaires; générer l'implication du milieu; évidence de partenariat.* Toutefois, le Comité invite l'*Initiative* à la prudence dans la description des critères concernant : *produire des résultats mesurables; s'intégrer dans une approche écosystémique; générer un effet de levier financier; promouvoir le développement des capacités.* Tels qu'énoncés dans la présentation faite au comité, ces critères sont imprécis et difficiles d'application.
- 10 **Gestion de l'*Initiative des écosystèmes nordiques.*** Le Comité recommande que le processus de prise de décision en ce qui concerne les projets retenus soit clairement explicité dans le document d'appel des propositions. D'après la présentation, il semble que les projets seront étudiés par un comité directeur, mais il n'est pas clair que la décision finale, concernant l'attribution des subventions, reviendra au comité directeur ou encore à quelqu'un dans l'appareil gouvernemental à Environnement Canada. Le Comité comprendrait qu'Environnement Canada veuille se réserver la décision finale; toutefois, il incite

très fortement l'*Initiative des écosystèmes nordiques* à rendre explicite et connue la procédure exacte de prises de décision au moment de l'appel des propositions.

- 11 **Comité directeur.** Le Comité reconnaît le bien-fondé de mettre sur pied un comité directeur pour la région du Québec, dont le mandat serait d'étudier les propositions. Le Comité croit toutefois que le comité directeur pour la région du Québec ne devrait pas établir de priorités spécifiques, à moins que ces priorités ne soient rendues explicites et connues lors de l'appel des propositions. Dans le cas contraire, les axes prioritaires de l'*Initiative des écosystèmes nordiques* devraient s'appliquer. De plus, le Comité recommande que la composition du comité directeur pour la région du Québec permette une représentation équilibrée des différents partenaires concernés par le programme : gouvernement fédéral, Premières Nations et comités de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, gouvernement du Québec, universités, entreprises. Toutefois, une représentation équilibrée ne met pas à l'abri un comité directeur des intérêts politiques du moment, susceptibles d'influencer la prise de décision. C'est pourquoi le Comité consultatif de l'environnement Kativik recommande premièrement, qu'au sein du comité directeur, une expertise appropriée pour juger les projets de recherche soit présente; deuxièmement, que les décisions prises par le comité directeur, pour recommander ou non les propositions qui lui seront présentées soient communiquées par écrit et justifiées, au proposeur. Sans une procédure explicite, et des justifications claires des décisions prises par un comité multipartite, l'*Initiative des écosystèmes nordiques* pourrait être discréditée. Comme le Comité consultatif de l'environnement Kativik appuie l'*Initiative des écosystèmes nordiques*, il recommande très fortement qu'une procédure de ce type soit prévue afin de préserver la crédibilité du programme.
- 12 **Priorités fédérales. Région du Québec.** Le Comité comprend que le texte présenté par M. St-Charles est l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales, et il reconnaît que cet effort d'adaptation est valable. Cependant, le Comité insiste pour que l'adaptation réalisée ne soit pas exclusive, c'est-à-dire que des propositions ne soient pas exclues parce qu'elles ne correspondraient pas étroitement à l'adaptation à la région du Québec des priorités fédérales. De l'avis du comité, tous les projets correspondant aux priorités fédérales devaient être reçus et jugés à leur mérite. De plus, le Comité insiste pour que la priorité concernant le développement soit entendue d'une façon large plutôt que restrictive. Le Comité recommande que, si l'adaptation pour la région du Québec des priorités fédérales était maintenue, les textes explicitant cette adaptation soient publiés en même temps que l'appel des propositions, et connus des organisations qui prépareront des propositions.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

L'Initiative des écosystèmes nordiques (IEN) est un programme de partenariat d'Environnement Canada, axé sur les priorités du gouvernement du Canada en matière d'environnement, intégrant un ensemble de préoccupations environnementales, sociales et économiques.

LE CONTEXTE

L'initiative et le territoire

L'Initiative des écosystèmes nordiques est la dernière-née d'une série d'initiatives axées sur les écosystèmes des diverses régions du Canada. À l'image du Plan d'action Saint-Laurent ou du Plan d'action des Grands Lacs, elle veut s'attaquer aux **problèmes spécifiques à ce territoire en partenariat avec les collectivités qui l'habitent**. L'initiative couvre un territoire qui va du Yukon au Labrador, en passant par les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, les basses terres de la Baie d'Hudson, et le Nord du Québec.

Particularités nordiques

À bien des égards, le contexte nordique est foncièrement différent de celui du sud du Canada. Le Nord, qui couvre plus de 40% des terres émergées du Canada, **n'est pas uniforme** du point de vue environnemental, politique, social et économique. Il y a autant et parfois même plus de différences entre les diverses régions du Nord qu'entre le Nord et le Sud. Au niveau géographique, la taille et le type d'écosystèmes nordiques varient énormément. Au plan démographique, le Nord compte seulement un demi de un pour cent de la population canadienne, mais elle s'y répartit dans plus de 100 collectivités et se compose en majorité d'autochtones dont le mode de vie dépend depuis toujours, et aujourd'hui encore, de la terre et de l'eau, des espèces animales et végétales.

Enjeux communs

Malgré les disparités régionales, les milieux nordiques font face à divers **enjeux communs**, dont l'accroissement des pressions pour la mise en valeur des ressources, des besoins croissants en matière de décontamination et de recherche sur les polluants, la mise en place de nouveaux régimes pour la gestion des ressources, l'accroissement des pressions exercées sur les espèces fauniques, des indices croissants de changements climatiques, et un intérêt international accru à l'égard du Nord circumpolaire.

Plusieurs programmes gouvernementaux se sont attaqués au cours de la dernière décennie aux différentes problématiques environnementales et sociales affectant les territoires nordiques. Il reste néanmoins une importante charge de travail, surtout en termes d'intégration des efforts, d'autant plus que les **pressions liées au développement continueront de s'intensifier** au cours des dix prochaines années.

Au Québec

En ce qui a trait au nord du Québec, le territoire présente de nombreuses caractéristiques nordiques (populations, climat, faune, flore). Il couvre les zones de toundra et de taïga situées au nord de la forêt boréale, et représente près de la moitié de la superficie de la Province (voir carte jointe). La population est majoritairement d'origine autochtone appartenant à quatre nations (Cris, Inuit, Naskapi, Innus).

Le territoire est presque entièrement couvert par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ). La partie non conventionnée fait actuellement l'objet de négociations territoriales.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

LES PRIORITÉS DE L'INITIATIVE

Les changements climatiques

Les changements climatiques risquent de provoquer à moyen terme d'importants changements dans les écosystèmes nordiques, qui pourraient se traduire par une transformation substantielle du sol et des communautés végétales. De telles transformations auront des répercussions immédiates sur les habitats fauniques (végétation, débit et niveaux d'eau, couvert de glace, etc) et sur la distribution de nombreuses espèces. La vulnérabilité du pergélisol et des infrastructures (aéroports, routes, villages), les effets sur les régimes hydriques et la production d'hydroélectricité, et les impacts sociaux découlant de ces changements biophysiques (dont les activités traditionnelles) sont également des enjeux à examiner.

La biodiversité

Le nord représente une portion importante de l'aire nord-américaine de distribution pour plusieurs dizaines d'espèces floristiques et fauniques. C'est également un endroit clé pour la survie de plusieurs populations animales, dont certaines sont en déclin (Bernache du Canada, canards de mer), alors que d'autres explosent littéralement (Caribou, Grande Oie des neiges). Le maintien de l'intégrité du milieu, en diversité et en productivité, et la perpétuation des activités traditionnelles, constituent un motif de préoccupation prioritaire pour les nations autochtones.

Les contaminants et les substances toxiques

Au cours des 40 dernières années, certains secteurs du Nord ont été contaminés par suite de l'exploitation des ressources, ainsi que des activités gouvernementales et communautaires. Les déchets abandonnés posent des risques pour la santé et la sécurité des êtres humains et les écosystèmes. Des travaux de nettoyage relativement coûteux doivent se poursuivre selon un processus clair d'évaluation des risques et d'établissement des priorités.

Sous l'action du froid, le Nord est également une « trappe » pour les polluants transportés sur de grandes distances. On constate la présence des polluants organiques persistants et des métaux lourds dans les tissus de plusieurs espèces fauniques entrant dans la diète autochtone.

Les effets des grands projets de développement

Le nord constitue un important réservoir de ressources, renouvelables ou non, et les pressions au développement pourraient augmenter dans les années à venir. La construction d'infrastructures communautaires (routes, infrastructures marines) augmente également les pressions sur le milieu.

L'éloignement des régions nordiques a pour conséquence directe des lacunes importantes dans la connaissance de l'utilisation des écosystèmes par la faune en général. Ces lacunes rendent très difficile, voire impossible sur une base scientifique valable, l'évaluation des impacts des projets de développement sur les écosystèmes, les ressources fauniques qui les utilisent et les impacts sociaux en découlant.

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

LES ORIENTATIONS DE L'INITIATIVE

Le manque général de connaissances à l'égard du milieu nordique entrave notre habileté à en évaluer les répercussions, et rend difficile la planification et la gestion de cet immense territoire en fonction des principes du développement durable. L'IEN représente une opportunité de mieux comprendre les écosystèmes nordiques et les pressions dont ils sont l'objet, d'améliorer le processus de prise de décision par l'accroissement des connaissances, et de formuler et d'appliquer des solutions appropriées aux problèmes prioritaires.

L'Initiative des écosystèmes nordiques est un **programme orienté vers les grands axes prioritaires du gouvernement du Canada en matière d'environnement**. Elle vise à rassembler tous les partenaires intéressés par ces questions.

L'IEN vise à tracer les grandes lignes d'un **programme national cohérent** tout en tenant compte des **disparités régionales**. Dans un contexte de partenariat, elle a pour objet de faciliter la **coordination des interventions**, de cerner les **priorités communes** entourant la santé et la viabilité des communautés et des écosystèmes nordiques, et de **donner suite** à ces priorités.

LA DÉMARCHE

Dans une perspective d'information et de consultation des partenaires potentiels, Environnement Canada entreprend une série de rencontres pour échanger sur nos vues et nos intérêts, et évaluer la possibilité de travailler ensemble à des priorités communes.

Afin de faciliter le déroulement de ces rencontres et d'identifier les points communs des différents organismes en ce qui a trait aux intérêts, priorités et autres possibilités de partenariat dans le nord, les éléments de réflexion suivants sont proposés :

Les priorités environnementales dans le nord

- Quels sont les enjeux environnementaux dans le nord, dans l'immédiat et à plus long terme ?
- Quels seraient les enjeux à traiter en priorité ?
- Compte tenu des priorités identifiées pour l'initiative, voyez-vous un intérêt à participer à l'IEN ?
- Quelles devraient selon vous être les priorités de l'IEN ?

Les partenariats et les projets

- Comment envisagez-vous votre implication dans l'IEN (conception générale du programme, gestion de projets, participation à des projets, contribution au financement ou par d'autres ressources, évaluation des projets, autre)?
- Quels autres groupes ou organismes pourraient être impliqués?

La mise en œuvre de l'initiative

- Quelle sorte d'activité d'intervention devraient bénéficier de l'aide de l'IEN?
- Quels critères devraient être considérés lors de la priorisation et de l'évaluation des enjeux, des activités ou des projets ?
- Comment peut-on renforcer le développement de capacités, l'utilisation du savoir traditionnel ?
- Quelle implication souhaiteriez-vous avoir dans la gestion de l'initiative ?

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

ENVIRONNEMENT CANADA

Direction de la conservation de l'environnement
Région du Québec

23 juin 1999

Objectif de la rencontre

- Information sur l'IEN;
- Consultation sur le développement de l'IEN.

Objet de la consultation

- Échanger sur les intérêts, priorités et activités en matière d'environnement dans le nord du Québec;
- Identifier les enjeux et priorités communs;
- Établir un consensus sur les priorités;
- Arrimer la contribution des divers intervenants;
- Initier en partenariat la mise en œuvre de l'IEN;
- Échanger sur les modes de gestion de l'IEN.

La démarche

OUV. fédéral (MAINC, MPO, SC, DRHC, DEC, TC, FC)

Premières Nations et les comités de la CBJNQ

Gouvernement du Québec

Autres (Universités, industries, ONG, ...)

L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

Initiée par Environnement Canada

Une des six grandes initiatives écosystémiques d'EC

Envergure nationale - adaptable aux réalités régionales

Approche basée sur le partenariat

Axée sur les priorités environnementales fédérales:

Axes prioritaires de l'IEN

- les changements climatiques,
- les substances toxiques et les contaminants,
- le maintien de la biodiversité,
- l'impacts du développement dans le nord.



L'IEN au Québec

- Au nord de la forêt boréale
- Près de la moitié de la superficie du Québec.



Principes directeurs de L'IEN

- Établir un partenariat durable;
- Mettre en commun des ressources;
- Encourager le développement des capacités;
- Contribuer à de meilleures prises de décision;
- Associer savoir traditionnel et approche scientifique;

Enveloppe «écosystème»

Allocations budgétaires (décembre 1997)

	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	
	1	2	3	4	5	TOTAL
ACAP	1.3	1.3	1.7	2.0	2.0	8.3
SLAP	5.9	5.6	5.6	5.2	5.2	27.5
GLAP	12.6	12.6	12.1	10.0	10.0	57.3
FRAP	4.0	4.0	4.1	4.7	4.9	21.7
NEI	0.2	0.5	0.5	1.6	2.0	4.8
NREI	0.5	0.5	0.5	1.0	0.4	2.9
TOTAL	24.5	24.5	24.5	24.5	24.5	

Les ressources de l'IEN (phase 1)

■ 98-99:	200 K	
■ 99-00:	500 K	
■ 00-01:	500 K	
■ 01-02:	1 600 K	
■ 02-03:	2 000 K	
■ Total	4,8	M / 5 ans

État d'avancement

- | | |
|------------------------------|---|
| ■ An 1 (1998-99)
(200 K) | ■ Administration, planif,
élaboration |
| ■ An 2 (1999-00)
(500 K) | ■ Développement du
partenariat (national, rég.)
■ Projets de démonstration
appuyer sur partenariat
existant (Quick start) |
| ■ An 3 (2000-01)
(500 K) | ■ Étape opérationnelle /
soumissions de
propositions |

Processus d'allocation des fonds

(an 3 / 2000-01)

lettre d'appel (déc.99 / janv.2000)

Soumission des plans de partenariats

Critères de financement (en développement)

- orienter vers les axes prioritaires
- produire des résultats mesurables
- générer l'implication des communautés
- s'intégrer dans une approche écosystémique
- évidence de partenariat
- générer un effet de levier financier
- promouvoir le développement des capacités

État de la situation

■ Les Partenariats en développement

- ◆ Initiatives nationales
 - Changements climatiques
 - Impacts cumulatifs
 - Déclin des canards de mer
- ◆ Initiatives régionales
 - Québec
 - Labrador

■ Les projets démonstrateurs (partenariat existants)

- TEK - Labrador
- Q-Links
- Surpopulation des Oies des neiges
- Assèchement des milieux humides

Gestion de l'IEN

- Comité de travail national (EC/ Région P&N)
- Comité de travail régional (EC / Région du Qc)
- Comité directeur / région du Québec (à discuter)

En résumé

- Initiative très vaste touchant un large éventail de préoccupations environnementales;
- Initiative s'appuyant sur le partenariat;
- Ressources allouées sont modestes mais peuvent être jumelées à d'autres programmes ou fonds;
- Approche de gestion ouverte



L'INITIATIVE DES ÉCOSYSTÈMES NORDIQUES

PRIORITÉS FÉDÉRALES
Région du Québec

Avril 1999



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

■ SENSIBILITÉ DU PERGÉLISOL AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- + vulnérabilité des habitats et des espèces aux CC
- + Effets sur la récolte, et la santé humaine
- + vulnérabilité des infrastructures aux CC

■ ESPÈCES INDICATRICES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- + Établissement d'une base de connaissances espèces/habitats dans le nord

■ RÉSERVOIRS DE CARBONE

- + Rôle des tourbières dans le cycle du carbone, et modifications possibles

CONTAMINANTS ET TOXIQUES

■ LES SITES CONTAMINÉS DANS LE NORD

(parallèle avec l'initiative sur le nettoyage des sites fédéraux, en développement) :

- ✦ Établir la liste des organismes concernés
- ✦ Inventaire des sites (répertoire)
- ✦ Caractérisation
- ✦ Priorisation et intervention

■ TRANSPORT À DISTANCE DE POLLUANTS AÉROPORTÉS :

- ✦ Effets sur les espèces, la récolte, et la santé humaine
- ✦ Le mercure, local et longue distance

LA BIODIVERSITÉ

■ MAINTIEN D'UNE RÉCOLTE SOUTENUE

- ✦ Bernache du Canada
- ✦ Canards de mer

■ INITIATIVES DÉCOULANT DE LA LOI SUR LES OCÉANS :

- ✦ Établissement de zones de protection marine
- ✦ Gestion intégrée de la zone côtière

LE DÉVELOPPEMENT

■ ÉTABLIR DES BONNES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT

- ✦ Établir la connaissance générale de base du milieu
- ✦ Établir la capacité de support du milieu
- ✦ Établir des pratiques de développement en conséquence

■ ÉVALUATION DES AVANT-PROJETS CONNUS (GB, Eastmain, Churchill Falls, Mines)

- ✦ Établir la connaissance générale de base du milieu
- ✦ Établir la capacité de support du milieu

LE DÉVELOPPEMENT

■ RÉPERTOIRE DES SITES CRITIQUES POUR LA FAUNE

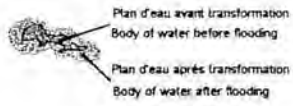
- ✦ (nidification, mue, alimentation, etc, sauvagine et oiseaux de rivage)

■ GESTION DE L'EAU

LE QUÉBEC NORDIQUE NORTHERN QUEBEC



- ★ Communauté Naskapi
Naskapi community
- ▼ Communautés Cris
Cree communities
- ▲ Communautés Innués
Innu communities
- ◆ Communautés Inuit
Inuit communities



— Centrale hydroélectrique
Hydroelectric power plant

- - - - - Limite du territoire régi par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois
Boundary of territory governed by the James Bay and Northern Quebec Agreement

— Limites des zones écologiques (Arctique, Taïga, Boréale)

— Ecozone boundaries (Arctic, Taiga, Boreal)

— Limites des régions administratives
Boundaries of Administrative Regions

Préparé par
Vallancourt Robitaille
Savine Béland
Et Associés
Aperçus-globes.com

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

The Northern Ecosystem Initiative (NEI) is a partnership-driven program in which Environment Canada participates to address departmental priorities. The initiative is broad-based and integrates a wide range of environmental, social and economic concerns.

BACKGROUND

The Initiative and Territory

The Northern Ecosystem Initiative is the latest in a series of ecosystem initiatives in Canada's various regions. Like the St Lawrence Action Plan and the Great Lakes Action Plan, it tackles the **specific problems of a given territory in partnership with the communities living there**. The NEI includes the Yukon, the Northwest Territories, Nunavut, the Hudson Bay Lowlands, Northern Quebec and Labrador.

Specific Northern Characteristics

In many respects, the operating context in the North is starkly different from the circumstances in southern Canada. The North, which covers more than 40% of Canada's land mass, is environmentally, politically, socially and economically **diverse**. Regional differences in the North are as great, and sometimes greater, than those between the North and South. Geographically, northern ecosystems vary enormously in scale and type. In terms of demographics, less than half a per cent of Canadians live in the North, in more than 100 communities. The majority are Aboriginals, whose way of life today still depends on the land, water, animals and plants.

Common Concerns

Despite regional disparities, there are a variety of **common concerns** affecting northern habitats, including increasing pressure to develop resources, the growing need for pollutant clean-up and research, the introduction of new resource management schemes, greater pressure on wildlife species, growing climate change indicators and increased international interest in the circumpolar North.

Over the past decade, a number of government programs have tackled various environmental and social problems affecting the northern regions. However, a great deal of work still remains, mainly in terms of effort integration, particularly since **development pressures will continue to intensify** over the next ten years.

Quebec

Northern Quebec presents a number of Northern characteristics (populations, climate, fauna and flora). It takes in the tundra and taiga zones north of the boreal forest and makes up almost half of the province's area (see map). The majority of the population is of Aboriginal origin, belonging to four nations (the Cree, Inuit, Naskapi and Innu).

Almost all of this territory is covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA) or the Northeastern Quebec Agreement. The territory not covered by these agreements is currently the subject of land negotiations.

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

THE INITIATIVE'S PRIORITIES

Climate Change

Climate change is likely to have a significant impact on northern ecosystems in the medium term and could substantially transform the soil and plant communities. Such transformations will immediately affect wildlife habitats (vegetation, water flow and levels, ice cover, etc) and thus the distribution of a number of species. The vulnerability of the permafrost and infrastructures (airports, roads, villages), the effects on the moisture balance and hydroelectric production, and the social impacts (on traditional activities, for example) resulting from these biophysical changes will all have to be studied.

Biodiversity

The North is a major component of the North American range of dozens of plant and animal species. It is also key to the survival of several animal populations, some of which are in decline (Canada Goose, sea ducks), while others are literally exploding (Caribou, Greater Snow Goose). Maintaining environmental integrity, in terms of diversity and productivity, and perpetuating traditional activities are major concerns for Aboriginal nations.

Contaminants and Toxics

Over the past 40 years, some areas the North have been contaminated as a result of resource development and government and community activities. Abandoned waste poses a risk to the health and safety of humans and ecosystems. Clean-up work, which is relatively expensive, has to be carried out according to a clear risk assessment and priority setting process.

Because of the effects of the cold, the North is also a trap for pollutants transported over long distances. Persistent organic pollutants and heavy metals have been detected in the tissues of several wildlife species that make up Aboriginals' diet.

The Impact of Major Developments

The North is a major reservoir of renewable and non-renewable resources and development pressures could increase in the years to come. The construction of community infrastructures (roads, marine infrastructure) also increases pressures on the environment.

As a direct consequence of the remoteness of the northern regions, there are major gaps in our knowledge of how ecosystems are used by wildlife in general. These gaps make it difficult, if not impossible, to assess the impacts of development projects on ecosystems, the wildlife resources that use them and the resulting social impacts on a valid scientific basis.

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

BASIC PRINCIPLES

Our general lack of knowledge of northern habitats hinders our ability to assess their impact and makes it difficult to plan and manage this vast area in a manner consistent with the principles of sustainable development. The NEI is an opportunity to gain a better understanding of northern ecosystems and the pressures facing them, to improve the decision-making process through greater knowledge and to develop and apply appropriate solutions to priority problems.

The Northern Ecosystem Initiative is a **program that addresses the government's main environmental priorities**. It is aimed at bringing together all partners interested in these questions.

The NEI strives to plot the major lines of a **broad-based national program** that takes **regional disparities** into account. Working in partnership, the NEI is intended to facilitate **co-ordinated action** to **identify and address common priorities** related to the health and sustainability of northern communities and ecosystems.

APPROACH

In order to inform and consult prospective partners, Environment Canada is organizing a series of meetings to discuss directions and approaches, and assess the possibility of working together on common priorities.

In order to facilitate the organization of these meetings and identify what interests, priorities and other partnership opportunities various organizations have in common in the North, the following topics are proposed:

Environmental Priorities in the North

- What are the environmental issues in the North, both immediately and in the longer term?
- What issues should be given priority?
- In light of the priorities identified under the NEI, do you see any interest in having your organization participate in the initiative?
- In your opinion, what should the NEI's priorities be?

Partnerships and Projects

- How do you see your involvement in the NEI (general program design, project management, participation in projects, contributions of funding or other resources, project assessment, others)?
- What other groups or organizations could be involved in the NEI?

Project Implementation

- What kinds of projects should receive funding from the NEI?
- What selection criteria should be considered when prioritizing and assessing issues, activities and projects?
- How can we strengthen the development of abilities and the use of traditional knowledge?
- How would you like to be involved in managing the initiative?




NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

ENVIRONMENT CANADA

Environmental Conservation Branch
Québec Region

June 23, 1999



Objective of Meeting

- Information about the NEI
- Consultation on development of the NEI

Purpose of Consultation

- Discuss environmental interests, priorities and activities in Northern Quebec
- Identify common issues and priorities
- Establish a consensus on priorities
- Secure the contribution of various stakeholders
- Initiate implementation of the NEI in partnership
- Discuss options of managing the NEI

Approach

Federal Government (DIAND, DFO, HC, HRDC, CED, TC, FC)

First Nations and JBNQA Committees

Québec Government

Others (Universities, Industry, NGOs, etc)

THE NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

Initiated by Environment Canada

One of EC's six major ecosystem initiatives

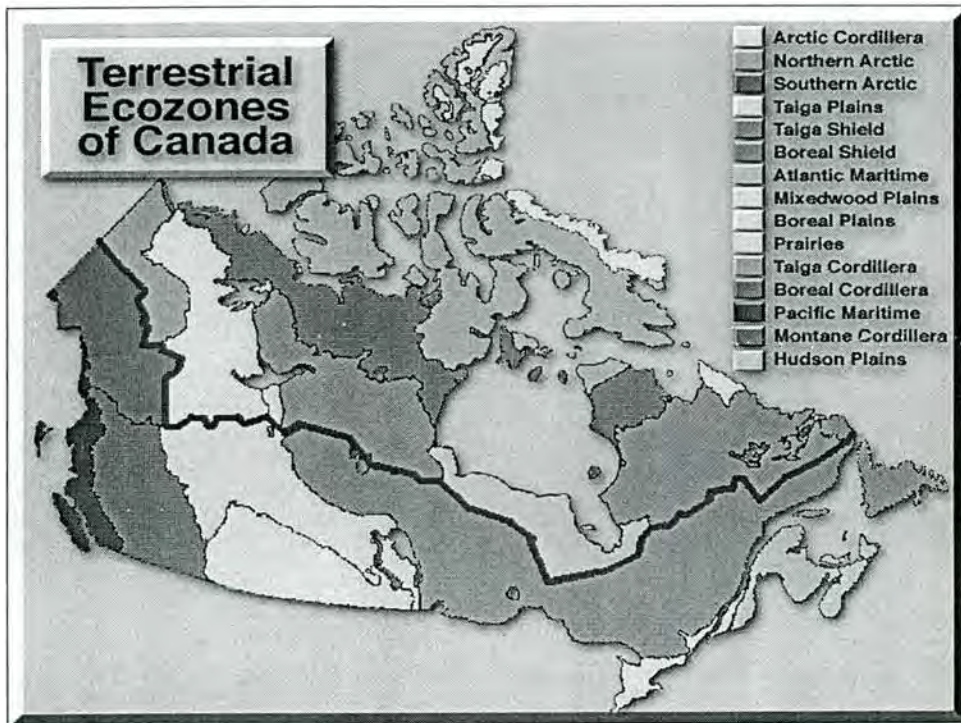
National in scope - adaptable to regional realities

Partnership-based approach

Based on federal environmental priorities

NEI Priorities

- climate change
- toxic substances and contaminants
- maintaining biodiversity
- the impact of development in the North



The NEI in Quebec

- North of the boreal forest
- Almost half the area of Quebec



NEI Guiding Principles

- Establish a sustainable partnership
- Share resources
- Encourage skills development
- Contribute to better decision making
- Combine traditional knowledge with the scientific approach

“Ecosystem” Envelope

Budgetary Allocations (December 1997)

	<i>98/99</i>	<i>99/00</i>	<i>00/01</i>	<i>01/02</i>	<i>02/03</i>	TOTAL
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	
ACAP	1.3	1.3	1.7	2.0	2.0	8.3
SLAP	5.9	5.6	5.6	5.2	5.2	27.5
GLAP	12.6	12.6	12.1	10.0	10.0	57.3
FRAP	4.0	4.0	4.1	4.7	4.9	21.7
NEI	0.2	0.5	0.5	1.6	2.0	4.8
NREI	0.5	0.5	0.5	1.0	0.4	2.9
TOTAL	24.5	24.5	24.5	24.5	24.5	

EI Resources (Phase 1)

- 98-99: 200 K
- 99-00: 500 K
- 00-01: 500 K
- 01-02: 1.6 M
- 02-03: 2 M

- Total 4.8 M / 5 years

NEI STATUS

- Year 1 (1998-99)
(200 K)
 - Administration, planif,
developmental stage.
- Year 2 (1999-00)
(500 K)
 - Partnership development
(national, regional level)
 - Demonstration projects
based on existing
partnership (Quick start)
- Year 3 (2000-01)
(500 K)
 - Operational stage /
proposals submissions

Funding Allocation Process (yr 3 / 2000-01)

Call letter (dec. 99 / jan. 2000)

Proposals submissions / Partnership Initiative Plan

Funding Criterias (drafting stage)

- address priority issues
- provide measurable results
- communities involvement
- integrate ecosystem approach
- evidence of partnership
- leverage of external resources
- support capacity building

NEI Status

■ Partnerships in development

- ◆ National initiatives
 - Climate change
 - Cumulative impacts
 - Decline of sea ducks
- ◆ Regional initiatives
 - Quebec
 - Labrador

■ Quick start projects (existing partnerships)

- TEK - Labrador
- Q-Links
- Overpopulation of Snow Geese
- Drying of wetlands

Management of the NEI

National Working Committee (EC/ P&N Region)

Regional Working Committee (EC / Qc Region)

Steering Committee / Québec Region (to be discussed)

Summary

- A large-scale initiative involving a broad range of environmental concerns
- Partnership-based initiative
- Resources allocated are modest but can be combined with other programs or funds
- Open management approach

CONTAMINANTS AND TOXICS

- **CONTAMINATED NORTHERN SITES** (parallel with the initiative to clean up federal sites, under development):
 - ✦ Draw up the list of organizations concerned
 - ✦ Site inventory (directory)
 - ✦ Characterization
 - ✦ Prioritization and action
- **LONG-RANGE TRANSPORT OF AIRBORNE POLLUTANTS:**
 - ✦ Impact on species, harvest and human health
 - ✦ Mercury (local and long-range)

BIODIVERSITY

- **MAINTAINING A SUSTAINABLE HARVEST**
 - ✦ Canada Goose
 - ✦ Sea ducks
- **INITIATIVES UNDER THE OCEANS ACT:**
 - ✦ Creation of marine protected areas
 - ✦ Integrated management of the coastal zone

NORTHERN ECOSYSTEM INITIATIVE

FEDERAL PRIORITIES
Québec Region

April 1999

CLIMATE CHANGE

- **SENSITIVITY OF PERMAFROST TO CLIMATE CHANGE**
 - ✦ vulnerability of habitats and species to CC
 - ✦ Impact on harvest and human health
 - ✦ vulnerability of infrastructures to CC
- **CLIMATE CHANGE INDICATOR SPECIES**
 - ✦ Establishment of a knowledge base of Northern species/habitats
- **CARBON RESERVOIRS**
 - ✦ Role of peat bogs in the carbon cycle and possible changes

DEVELOPMENT

■ ESTABLISH GOOD DEVELOPMENT PRACTICES

- ✦ Develop a general knowledge base of the environment
- ✦ Determine the environment's carrying capacity
- ✦ Establish development practices accordingly

■ ASSESS KNOWN PROPOSALS (GW, Eastmain, Churchill Falls, Mines)

- ✦ Develop a general knowledge base of the environment
- ✦ Determine the environment's carrying capacity

DEVELOPMENT

■ LIST OF CRITICAL WILDLIFE SITES

- ✦ (waterfowl and shorebird breeding, moulting, feeding and other sites)

■ WATER MANAGEMENT